

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
GRANDS JOURS
DES PARLEMENTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 13 Février 1908, à 2 heures.

PAR

G. TROTRY

Président : M. A. ESMEIN, professeur.

*Suffragants : { MM. CHÉNON, professeur.
GARÇON, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunie

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t), PARIS

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
GRANDS JOURS
DES PARLEMENTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 13 Février 1908, à 2 heures.

PAR

G. TROTRY



Président : M. A. ESMEIN, *professeur.*
Suffragants : { MM. CHÉNON, *professeur.*
GARÇON, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (3^e ARR¹), PARIS

1908

Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

HISTORIQUE

Les Grands Jours étaient des assises extraordinaires et temporaires que des délégués des Parlements venaient tenir dans certaines villes du ressort désignées par le roi, pour y rétablir le cours de la justice, avec une compétence très étendue et un ressort déterminés par l'édit qui les assemblait.

Il ne faut pas confondre les Grands Jours royaux tenus par des conseillers du roi avec les Grands Jours seigneuriaux dont nous parlerons plus loin et qui ne sont que la source des premiers.

Selon La Roche-Flayin, ce nom de Grands Jours fut choisi à cause de l'importance des affaires qui s'y traitaient et de la haute considération qui entourait ceux qui les tenaient. Robert du Dorat, dans ses *Mémoires*, ajoute que l'on imitait ainsi « l'année platonique appelée par les astronomes la grande année à cause de l'as-

semblée de toutes les planètes et autres principales lumières du ciel pour le rétablissement du siècle d'or ». Un historien de la première moitié du xvii^e siècle, Dupleix, prétend même que ce nom est « emprunté du Jugement dernier ». Le nom de « jours » désignait d'ailleurs au xiv^e siècle les diverses sortes de juridictions ; celui de Grands Jours était réservé aux tribunaux d'ordre supérieur.

Lorsque le domaine du roi était peu étendu, la justice était rendue par la *curia regis* qui suivait partout le roi et visitait successivement les diverses provinces soumises directement à son autorité. Aussi n'y avait-il pas lieu de tenir des Grands Jours puisque la justice se déplaçait selon les besoins avec le *placitum generale*. Mais quand le Parlement acquit une existence indépendante et devint sédentaire à Paris, le domaine royal avait pris une grande extension par suite des victoires de Philippe-Auguste, de Saint-Louis et de Philippe le Bel sur la féodalité ; établi au centre de la domination du roi, il ne pouvait pas faire sentir son autorité dans les endroits éloignés de son siège ; les crimes y restaient impunis « par l'éclipse du soleil qui avait coutume de les éclairer et dissiper ces nuages malins ». Il fallait donc y envoyer, à défaut de ce grand corps tout entier, des personnages qui

le représentassent. Ce fut la cause de la tenue des Grands Jours. Le Parlement restant sédentaire, il ne se déplaça plus que partiellement, pour garder un souvenir du temps où il parcourait la France ; le roi désigne parfois dans ses édits cette juridiction sous le nom de « notre Cour souveraine ambulatoire ». « Délégués immédiats de la puissance royale, ils la rendaient présente dans les provinces éloignées, et prouvaient que ses longs bras, suivant Bossuet, pouvaient saisir les criminels les plus redoutés jusqu'aux extrémités du royaume ».

Les Grands Jours, dont nous étudierons plus loin l'origine, ont consolidé l'autorité royale en abattant la féodalité locale et en travaillant à la centralisation de tous les pouvoirs dans la main du roi ; ils ont d'ailleurs rencontré partout des appuis et des raisons de se fortifier : le roi désirant étendre son influence, le peuple souhaitant être efficacement protégé, les seigneurs enfin en multipliant les abus et les crimes qui nécessitaient leur convocation.

La création des Grands Jours fait partie d'une série de mesures que de tous temps la royauté a prises pour conserver son contact avec les extrémités de son domaine, et présente de nombreuses analogies avec d'autres institutions très connues, qui sont toutes des moyens variés d'at-

teindre un but unique : la souveraineté de la royauté. « Dans plusieurs Etats bien policés, dit La Roche-Flavin, il se remarque quelques vestiges d'assises ou assemblées de gens envoyés pour rendre justice, beaucoup plus anciens que ceux qui ont aucunement approché à la tenue de nos Grands Jours ». En effet un manuscrit de la Bibliothèque Nationale nous apprend que chez les Perses « dont le gouvernement avait de nombreux rapports avec celui de la France », on rencontrait une coutume toujours observée consistant à faire visiter tous les ans les provinces, soit par les rois en personne, soit par des personnes « intelligentes au fait de la justice, expertes et probes » à qui les rois remettaient toute leur autorité. Cette assemblée n'apportait pas seulement le respect dans l'esprit des peuples qu'ils visitaient, par la distribution de la justice, écoutant les plaintes des opprimés et conservant ou restituant à chacun ce qui lui appartenait, mais encore elle portait la terreur au cœur de tous les coupables par les forces dont elle était assistée pour empêcher que leurs condamnations ne demeuraient inutiles faute d'être exécutées. Il paraît que le peuple perse accueillait les représentants du prince avec des cris d'allégresse, pour marquer sa confiance dans leur justice et leur autorité ; « aussi faisait-il procla-

mer leur arrivée par ces mots dignes de cette troupe glorieuse et choisie : Βασιλέως υἱὸς καταδαίνει οφθαλμὸς τοῦ βασιλέως ». Si ce tribunal est décoré du titre de fils du roi, c'est parce qu'il se compose de personnages choisis par lui parmi ceux qui ont le plus de mérite, et parce que rien ne représente davantage le père que son fils, de même que « rien ne porte davantage les marques de la puissance royale que cette compagnie que le roi a rendu dépositaire de son autorité ». Si l'assemblée est comparée à l'œil du roi, c'est pour marquer ses trois qualités primordiales : lumière dans les affaires « car les connaissances de notre entendement dépendent du ministère de cette partie », intégrité dans les jugements « car la composition de l'œil est si juste et son tempérament si égal qu'il ne souffre pas les altérations des éléments contraires », dignité dans les actions « par la grandeur de la majesté royale dont ils sont l'image ».

Quoique la physionomie des Grands Jours tenus en France de la fin du xiv^e siècle au milieu du xvii^e, ait beaucoup de traits communs avec l'institution qui fonctionnait autrefois en Perse, et que les termes qu'emploie notre manuscrit pour en parler se retrouvent dans les panégyriques des Grands Jours, il serait peut-être imprudent d'en faire remonter l'origine à la Perse. Il est

néanmoins curieux de constater, dans des lieux et des temps si différents, une semblable analogie, qui prouve combien était excellent le principe de ces tribunaux ambulants. Ne nous arrêtons pas davantage à une opinion tendant à trouver leur source dans un conseil extraordinaire, que signale Jules César dans ses *Commentaires*, tenu par les Druides, où venaient de toutes parts ceux qui avaient des différends pour les faire juger en une séance et obéir aux décisions de cette sorte de « conseil souverain des Gaules ».

Mais les Grands Jours eurent d'autres précurseurs plus rapprochés de nous dans l'administration de la justice en France. Au ^{xii}^e siècle, la royauté crée des fonctionnaires appelés baillis, auxquels elle confie de nombreuses attributions, tant judiciaires qu'administratives. Ils occupent un rang élevé, possèdent une grande autorité et agissent en vertu d'une délégation spéciale et directe du roi ; nous retrouvons tous ces traits chez les magistrats qui devaient, un peu plus tard, composer les Grands Jours. Les baillis ne peuvent pas primitivement rester sédentaires pour exercer efficacement leurs fonctions principales de juges civils et criminels et d'inspecteurs des officiers subalternes ; ils tiennent dans les centres les plus importants de leur circons-

cription des assises solennelles : ce sont, dit Boutillier dans la *Somme rurale*, « des assemblées de sages juges et officiers du pays, que fait tenir où tient le souverain baillif de la province. Et y doivent être tous les juges, baillifs, lieutenants, sergents et autres officiers de justice et prévôté royale, sur peine de l'amende s'ils n'ont loyale exoine. Et doit être l'assise publiée par toutes les villes ressortissant à la dite assise. » De semblables dispositions sont prises pour les séances de Grands Jours qui se multiplient au xvi^e siècle, au moment où les tribunaux des baillis deviennent sédentaires. Pendant que le bailli tient son assise, toute autre juridiction est suspendue ; la justice seigneuriale, la justice prévôtale, doivent s'effacer devant la nouvelle venue ; l'assise tient le pouvoir central en rapport avec les juridictions locales et elle les conserve dans son obéissance et sa dépendance. Les Grands Jours nous présentent là encore des caractères analogues.

Mais on ne peut assimiler les baillis aux membres du Parlement qui composaient les Grands Jours ; la *curia regis* n'était pas un corps constitué capable d'envoyer des délégations dans les provinces, car ses membres ordinaires étaient en très petit nombre (grands officiers de la couronne, quelques officiers en titre), et elle comprenait

un nombreux personnel flottant de vassaux et de prélats qui ne se mêlaient aux précédents que lors des assises solennelles de la *curia*. De plus, les assises des baillis étaient tenues tous les ans ou tous les deux ans, alors que la plus grande irrégularité régnait dans la réunion des Grands Jours.

Jusqu'ici nous n'avons rencontré, parmi les institutions similaires de ceux-ci, que des juridictions composées d'un ou de deux magistrats. Mais il y avait d'autres tribunaux qui présentaient des rapports avec les Grands Jours et qui comprenaient plusieurs membres : nous voulons parler des commissions que la royauté envoyait parfois dans une province en attendant qu'elle y établît un Parlement : quand un grand fief avait été rattaché à la couronne, le roi s'occupait, en général, de le doter d'une juridiction souveraine ; quelquefois elle existait déjà et rendait la justice au nom du seigneur dépossédé ; le roi n'avait alors qu'à la transformer et à laisser aux habitants, sous le nom de Parlement, le tribunal supérieur qu'ils avaient connu de tout temps. Si le roi hésitait à créer immédiatement un Parlement provincial, ou si celui-ci ne devait trouver dans les institutions locales aucune base à son établissement, il adoptait parfois un système mixte, qui consistait à envoyer sur place, des

conseillers du Parlement de Paris, pour remplir les fonctions de la juridiction seigneuriale disparue ou jeter les fondements d'une juridiction royale nouvelle : c'est ainsi que le Parlement de Toulouse, créé par Charles VII, eut pour devancier, sous Philippe le Bel, une commission de magistrats venus de la capitale pour juger les affaires du Languedoc, autrefois confiées à une section particulière de la Grande Chambre du Parlement appelée l'auditoire de droit écrit, ou à une subdivision de la Chambre des requêtes, les requêtes de la langue d'oc ; mais ce n'était pas une Cour indépendante, puisque les sentences pouvaient être frappées d'appel au Parlement de Paris, alors que les décisions des Grands Jours étaient inattaquables ; de plus, la durée de son fonctionnement n'était pas déterminée au moment de son installation comme pour les Grands Jours, et ses attributions étaient beaucoup moins étendues.

Enfin, quand Louis XI eût réuni la Bourgogne à la couronne, en 1476, il publia à Arras, la même année, un édit ordonnant la création d'une cour souveraine qui siégerait trois mois par an, un an à Beaune, un an à Saint-Laurent, un an à Dôle. La durée des sessions, leur déplacement annuel, rappellent certains traits des Grands Jours ; mais la composition de cette

Cour et sa périodicité ne permettent pas de lui donner ce nom : elle devint d'ailleurs un des Parlements de province, siégeant d'abord à Beaune, puis à Dijon.

Après avoir vu quels furent les précurseurs des Grands Jours et les institutions qui leur ressemblaient dans l'antiquité et en France dans des temps plus modernes, recherchons maintenant quelle fut la vraie source des Grands Jours.

Nous allons voir comment, là encore, la royauté a mis en action les principes que nous retrouvons dans la création de toutes les institutions qu'elle a fondées. Toujours elle cherche à ne pas innover, à utiliser autant que possible les institutions déjà existantes et à les faire fonctionner à son profit. Aussi ne sont-elles pas le résultat d'un plan général conçu d'avance, mais sont-elles nées au fur et à mesure des besoins et au hasard des circonstances.

C'est ainsi que la véritable origine des Grands Jours des Parlements ne doit pas être recherchée ailleurs que dans les Grands Jours seigneuriaux et en particulier dans ceux qui se tenaient à Troyes sous le nom de Grands Jours de Champagne et de Brie.

C'était une « diète ou assise solennelle » tenue par le comte de ces pays, depuis le milieu du

xiii^e siècle, pour rendre la justice à ses sujets. Elle se composait de prélats et de barons que le comte présidait et réunissait deux ou trois fois par an à des époques fixes correspondant aux grandes fêtes religieuses : le fonctionnement de cette juridiction était ainsi analogue à celui de la *curia regis* primitive qui, sur une échelle plus étendue, était composée et se réunissait de la même manière ; mais si les Cours des grands fiefs ne donnèrent pas toutes naissance à un Parlement, comme de la *curia* sortit le Parlement de Paris, il arriva fréquemment que les *dies baronum* furent l'origine de Grands Jours royaux que le roi fit réunir par la suite dans les villes où se tenaient d'habitude les « jours » des seigneurs, après que la décadence de ceux-ci eût entraîné la déchéance de leurs justices.

Philippe le Bel, monté sur le trône le 12 octobre 1285, réunit la Champagne au domaine royal par son mariage avec Jeanne de Navarre, comtesse de Champagne, qu'il avait épousée l'année précédente : « Considérant que de cette assise, dite La Roche-Flavin, la province s'était toujours bien portée, il ordonna que pour l'avenir elle serait continuée ; afin qu'elle fût tenue avec encore plus de majesté et de sincérité, il ordonna qu'outre les prélats et officiers de cette province, qui jusque-là y assistaient seuls, un

autre bon nombre de prélats et officiers de ce royaume y seraient appelés pour les aider ; et depuis encore nos rois, pour rendre cette assemblée plus célèbre, prirent et choisirent les plus grands et dignes personnages tant du Parlement de Paris que du reste du royaume ».

L'esprit avisé de Philippe le Bel avait vu immédiatement tout le parti que l'on pouvait tirer de l'institution des Grands Jours. Les comtes de Champagne les avaient institués pour diminuer l'influence des justices de leurs vassaux, qu'il reléguait au second plan ; ils n'y appelaient que ceux de leurs barons de l'obéissance desquels ils étaient sûrs et confisquaient à leur profit le pouvoir judiciaire qu'ils faisaient semblant de raffermir. Philippe le Bel, ayant pris le titre de comte de Champagne, continua cette politique habile en travaillant à atteindre un but plus élevé, le développement de la souveraineté et du domaine du roi. Par ce moyen, en outre, «il ménageait la transition entre l'indépendance provinciale et la domination absolue de la monarchie ». Il régularisa l'institution par l'ordonnance de 1302, qui établit deux sessions par an, à la demande de la noblesse de la province qui désirait alors le maintien des Grands Jours, croyant par là sauvegarder un peu de son indépendance,

Cette réunion à la couronne n'était pas ainsi une incorporation totale : la province conservait son organisation judiciaire, au sommet de laquelle se trouvaient les Grands Jours, qui restaient une cour souveraine indépendante du Parlement, et gardaient leur caractère seigneurial. Tels sont, l'état primitif de l'institution et le premier échelon de l'évolution qu'elle devait subir : le roi de France s'est substitué au comte de Champagne et les Grands Jours en eux-mêmes ne subissent pas de transformation.

Mais les successeurs de Philippe le Bel leur firent parcourir une seconde étape : aux dignitaires de la province qui autrefois les composaient exclusivement, ils adjoignirent des membres de leur Parlement, qui présidaient les débats et possédaient en fait « l'action directrice » dans la Cour, de même que les *consiliarii* introduits dans la primitive *curia regis* en devinrent bientôt la seule partie intéressante et en expulsèrent tous les autres conseillers. Les membres des Grands Jours s'appelaient *Magistri tenentes magnos dies trespenses* et leur juridiction *curia Campanice*. Cessant d'observer la périodicité ordonnée en 1302, les rois ne les réunirent plus que d'après des dispositions spéciales ; entre les sessions, les appels des tribunaux locaux venaient à Paris.

Il ne restait plus qu'un degré à franchir ; nous trouvons la chose faite aux Grands Jours de 1367, où le roi n'envoie que des membres du Parlement qui y observent l'ordre du Parlement de Paris ; les anciens juges, c'est-à-dire les nobles et les prélats de la province, réclament le droit de siéger et d'avoir voix délibérative, mais la Cour ne leur accorde qu'une place d'honneur parmi les assistants. « Les Grands Jours de Troyes, écrit Pierre Pithou, n'étaient pas tant les Grands Jours des comtes de Champagne que ceux du roi de France ; ils se tenaient par ceux qui avaient été départis et envoyés par le roi à cet effet, choisis et élus du corps de sa Cour de Parlement et autres de son conseil ordinaire..., et non les pairs et barons du comté de Champagne ainsi qu'on avait accoutumé auparavant ». Ainsi la Champagne était traitée sur le même pied que les autres provinces et le pouvoir central y remplaçait l'autorité locale.

Plusieurs auteurs font remonter la première session des Grands Jours des Parlements à la session tenue à Poitiers en 1454. Nous ne voyons pas, pour notre part, ce qui différencie de cette session les sessions tenues à Troyes à la fin du xiv^e siècle et au début du xv^e : elles jouent un rôle identique, présentent la même composition, possèdent la même compétence. Il importe

peu de savoir de quel droit le roi les faisait tenir, si c'était en tant que roi ou en tant que comte ; disons, si l'on veut, pour parodier un mot prononcé plusieurs siècles plus tard, que le roi de France rendait la justice du comte de Champagne, mais nous n'en sommes pas moins en face d'une institution fonctionnant au profit et sous la direction de la monarchie.

Il ne manque à celle-ci que le mérite de l'invention ; outre la Champagne, plusieurs provinces possédaient des juridictions analogues, au premier rang desquelles nous trouvons l'Echiquier de Normandie, juridiction souveraine établie à Rouen par les ducs de ce pays, présentant avec les Grands Jours seigneuriaux de Champagne les plus grandes analogies et étant en général visée par les mêmes ordonnances que ceux-ci. L'évolution qu'ils subirent suivit la même marche : les rois envoyèrent à Rouen des commissaires, qui se mêlèrent aux barons et aux prélats, puis finirent par les annihiler. La Bourgogne possédait également des Grands Jours, tenus à Beaune, qui durèrent jusqu'à la mort de Charles le Téméraire au siège de Nancy en 1476 et à la réunion de ses domaines à la couronne ; ils donnèrent naissance au Parlement de Dijon : leur autorité était souveraine et sans appel depuis que cette faveur leur avait été conférée

par le roi Jean lors de son entrée à Dijon en 1361, dans une ordonnance « portant confirmation des privilèges, franchises et libertés des habitants du duché de Bourgogne ».

Si les Grands Jours d'une province disparaissaient quand elle tombait aux mains du roi, il arrivait parfois qu'ils renaissent quand elle était donnée en apanage à un prince quelconque, par le roi ou quand celui-ci érigeait une seigneurie en pairie : le titulaire du fief recevait alors en général le droit de tenir des Grands Jours qui correspondaient aux juridictions souveraines que possédaient les autres fiefs. Nous trouvons plusieurs exemples de ces tribunaux purement seigneuriaux : le comte de la Marche reçoit de son frère Louis X le Hutin le privilège de les établir et les fait tenir par des délégués qui ont pour mission de vérifier les comptes des officiers subalternes et de rendre une justice d'appel. Philippe d'Orléans obtient le même droit de son père Philippe VI de Valois. En 1395, Guillaume de Sens et Henri de Viarmes, présidents au Parlement, avec deux autres conseillers, tiennent, par la permission du roi, les Grands Jours à Angers pour la reine de Jérusalem et de Sicile, duchesse d'Anjou. Tous les rois, de Jean II le Bon à François I^{er}, accordent cette permission aux pairs qu'ils créent, par une

décision particulière, car elle n'était pas attachée à la dignité. La Bretagne, avant la création de son Parlement, a aussi des Grands Jours, car les ducs, quoique vassaux du roi, s'attribuent le titre et les droits de souverains. De nombreux autres domaines possèdent encore ce privilège, Perche, Berry, Guyenne, comté de Vertus, duché de Nemours, etc. Mais les appels de ces Grands Jours, essentiellement seigneuriaux, venaient au Parlement; ils n'ont d'ailleurs guère que le nom de commun avec l'institution dont nous nous occupons.

Cependant, il fallait, pour les tenir, demander la plupart du temps au Parlement de déléguer quelques magistrats pour les diriger. Inbert de Bussy, conseiller du Parlement, présida les Grands Jours d'Alençon en 1392 et 1397 et ceux de Beaune de 1407 ; Antoine Le Viste, président des Grands Jours royaux de Poitiers de 1531, présida aussi ceux de Bretagne de 1525 et de 1532. Ainsi le roi affirmait son autorité et sa suprématie sur toutes les juridictions du royaume.

Mais tous ces Grands Jours féodaux ne tardèrent pas à disparaître ; l'ordonnance de Roussillon de 1563 défendit aux seigneurs, dans son article 24, d'avoir deux degrés de juridiction ; c'est sur elle que se basa le roi pour repousser à

l'avenir toute demande tendant à faire tenir des Grands Jours dans les fiefs.

Mais « si par la suite des temps, dit Dongois, les Grands Jours des pairs de France ont été abolis, il faut demeurer d'accord qu'ils ont enfanté ceux qui se tiennent maintenant dans tout le pays avec tant de fruit et d'utilité pour les sujets du roi. »

« Depuis, les rois, émus de l'autorité qu'ils avaient senti en provenir, écrit La-Roche-Flavin, se délibérèrent de les transférer en d'autres provinces ; la première ville où ils se trouvent avoir été transférés a été Poitiers », où une session se tint en 1454, « et peu après ils ont cheminé presque par toutes les autres bonnes villes du ressort de Paris ». L'institution des Grands Jours fut en effet étendue à toute la France, ayant perdu toute trace de son origine féodale et présentant tous les caractères d'une juridiction véritablement royale. Les magistrats qui la constituaient sont souvent désignés sous le nom de commissaires. Qu'on ne croie pas pour cela que les Grands Jours soient une application de la thèse de la justice retenue : ils n'ont rien de commun avec les tribunaux d'exception, formés aussi de commissaires choisis par le roi, tels que celui qui condamna le surintendant Fouquet ; ceux-ci étaient constitués en vue d'un procès

particulier et perdaient leur pouvoir après avoir rendu la sentence. Les Grands Jours au contraire étaient délégués par le roi pour tout un ensemble d'affaires, et leurs arrêts n'avaient rien du caractère odieux des jugements par commissaires. Ils se considèrent d'ailleurs comme une partie intégrante du Parlement et nullement comme une juridiction indépendante ; ce n'était en quelque sorte qu'une chambre de vacations que le roi envoyait siéger en province. Nous verrons au cours de cette étude comment ils fonctionnèrent, et, après avoir recherché leurs origines, occupons-nous des causes de leur déchéance.

La dernière session de Grands Jours tenus par les conseillers du Parlement de Paris se place en Auvergne en 1665, et la dernière tenue par ceux du Parlement de Toulouse, en Languedoc en 1666. En effet, il y eut bien à Poitiers en 1688 une délégation de commissaires du roi, mais ils étaient tous pris hors du Parlement, parmi les conseillers d'Etat et les maîtres des requêtes, plus dociles à la volonté royale ; ils s'adjoignirent pour délibérer quatre intendants de provinces du ressort ; ils rendirent plus d'ordonnances générales que d'arrêts, et ne ressemblèrent aux Grands Jours antérieurs que par une compé-

tence à peu près analogue et un cérémonial identique.

Pourquoi ne trouvons-nous pas de session postérieure à celles de 1665 et 1666 ? « Les Grands Jours dit Fléchier, supposaient un état de choses où la féodalité avait encore ses usurpations et ses licences, où elle bravait la justice locale et où il fallait que le roi, protecteur de tous, étendît le bras pour rétablir le niveau de l'équité ». Au xv^e siècle, les institutions féodales expirent sous les coups de ces « Parlements improvisés et sans appel », qui sont encore un puissant appui pour la royauté au moment du bouleversement causé par les guerres de religion. L'aristocratie, à l'époque de la Fronde, est secouée de son dernier spasme avant la mort de son indépendance, et, privée de ses châteaux-forts, écrasée sous le poids des édits royaux, n'est plus qu'un instrument docile aux mains du pouvoir central. « L'unité d'organisation, conclut Fléchier, appliquée dans le royaume sous Louis XIV, rendit inutile ces machines extraordinaires et réparatrices, qualifiées du titre effrayant de Grands Jours et destinées surtout à abattre les restes de la tyrannie seigneuriale ». Si les Grands Jours ne furent plus rassemblés après 1666, ce n'est pas qu'ils aient perdu leur ancien prestige, car peu de session furent aussi brillantes que celle

de Clermont de 1665 ; mais c'est parce que les rois n'avaient plus de raison de se servir de cet outil merveilleux qui, entre des mains habiles, avait rendu de si grands services à leurs ancêtres.

La féodalité étant abattue, toute une catégorie de justiciables disparaissait et nous verrons que les seigneurs fournissaient aux Grands Jours l'occasion de prononcer de nombreuses condamnations. De plus, la création des Parlements de province avait remédié à l'encombrement du Parlement de Paris et à l'éloignement dans lequel se trouvaient certaines provinces quand le ressort de ce dernier était trop étendu. De plus, le roi avait alors à sa disposition, pour maintenir l'ordre et faire exécuter ses volontés, des fonctionnaires locaux, les intendants, imaginés par Colbert, qui rendaient inutile l'envoi au loin et à gros frais de commissaires temporaires dont les intendants remplissaient à tout instant les fonctions.

Enfin, les Parlements, surtout celui de Paris, voyaient toujours d'un mauvais œil ces commissions qui allaient jouer dans les provinces un rôle qui appartenait au corps tout entier ; sans doute leurs membres étaient tirés de leur sein, mais ils craignaient que, de temporaires, ces délégations ne devinssent permanentes et ne leur

enlevassent une partie de leur ressort : ils redoutaient qu'il n'y eût là qu'une mesure préliminaire, un essai pour préparer la création d'un nouveau Parlement, et ils exerçaient sur le roi une pression énergique pour éviter qu'il ne fâsse tenir ces assises locales : si l'on veut voir l'émotion qui s'emparait du Parlement quand il était question d'une session de Grands Jours, qu'on lise les protestations adressées au chancelier par le procureur général Molé en 1627 quand, après un intervalle de trente et un ans, Richelieu voulut en convoquer à Poitiers ; le cardinal fut-il effrayé de cette levée de boucliers ? Toujours est-il que la session fut ajournée et n'eut lieu qu'en 1634.

Maintenant que nous connaissons un peu les origines et l'évolution des Grands Jours, étudions leur fonctionnement. Nous verrons quel but se proposait le roi en les convoquant, et comment il les convoquait, comment ils étaient composés, à quelles intervalles et pendant combien de temps ils se réunissaient, quel était leur ressort, quel cérémonial ils suivaient et quel respect on leur témoignait, quelle procédure ils employaient, enfin quelles étaient leur compétence et leurs attributions.

CHAPITRE PREMIER

BUT ET MODE DE CONVOCATION DES GRANDS JOURS

SECTION I

Fondement et but des Grands Jours

Quel fondement trouvons-nous à l'institution des Grands Jours ? Quel est son but ?

Le Parlement de Paris, qui jusqu'au milieu du xv^e siècle fut le seul à exister en France, avait par ce fait même un ressort très étendu, puisqu'il comprenait tout le domaine royal. Aussi les provinces les plus lointaines étaient-elles un peu abandonnées aux juridictions locales qui se montraient souvent au-dessous de leur tâche.

Les rois, regrettant que le bras de leur Parlement ne fût pas assez long pour aller frapper les crimes et les abus protégés par leur éloigne-

ment, trouvèrent utile d'envoyer au loin des commissaires, pris au sein de ce Parlement, pour « exercer d'autant plus sévèrement la justice qu'elle avait été plus longtemps languissante ».

« Toutes choses, dit M. Talon aux Grands Jours de Clermont de 1665, agissent avec plus de force ou plus de faiblesse selon qu'elles sont plus proches ou plus éloignées », et, tirant des exemples de la nature, il conclut que le Parlement, fort éloigné de l'Auvergne, ne pouvait pas y faire grande impression de justice s'il n'y envoyait des juges de temps en temps avec l'autorité du prince.

Ce fut un des moyens qu'employa la royauté pour maintenir sous son sceptre les extrémités de son domaine et pour abattre les derniers vestiges de la féodalité. Car à la féodalité fondée sur les grands fiefs et abattue par le pouvoir royal avait succédé une féodalité locale, dangereuse et puissante, qui tenait en échec les représentants du roi quand elle n'en faisait pas ses complices, se moquait des arrêts des juges et recevait à coups d'arquebuse ceux qui venaient les exécuter.

L'avocat général Faye, à la séance d'ouverture des Grands Jours de Troyes de 1583, expose les heureux résultats des sessions tenues précé-

demment dans le Poitou et l'Auvergne, « où trois mois avant leur réunion les églises étaient désertes, les nobles imposaient des corvées et des impôts à leurs sujets ruinés par la guerre au lieu de les soulager, et où les juges, étonnés de la violence des grands, abandonnaient les faibles à la force au lieu de leur ouvrir la justice ».

Ces calamités sont constatées par la grande majorité des déclarations royales concernant les Grands Jours, en des termes qui s'écartent peu des suivants, empruntés à l'acte de convocation de la session de 1541 : « Ayant appris que dans lesdits pays se commettent tous les jours plusieurs grands crimes, excès, voies de fait et autres maléfices par les gentilshommes et autres sujets ; lesquels crimes, délits excès et voies de fait, tant pour la longue distance des lieux comme pour la négligence de mes officiers ès dits pays et support que quelquefois ont certains criminels, demeurent impunis, tellement que nos pauvres sujets sont excédés... »

Les Grands Jours sont le moyen le plus efficace que les rois aient trouvé pour remédier à ces maux.

Ils les réunissaient dans les provinces où le besoin s'en faisait le plus sentir. En général le lieu de leur réunion, une fois désignée la pro-

vince qui devait les recevoir, ne soulevait pas de difficulté, car on choisissait la ville principale du ressort. Cependant, signalons la rivalité qui existait à ce sujet entre Riom et Clermont, qui toutes deux se prétendaient la capitale de l'Auvergne.

La session tenue à Clermont en 1582 retentit des lamentations des habitants de Riom qui, par l'organe de M^e du Val, avocat, soutenaient que leur ville était la capitale du duché d'Auvergne, Clermont n'étant que celle du comté et protestaient contre la qualité de première capitale donnée à leur rivale par les lettres patentes d'établissement. Le procureur général de la reine-mère, comtesse d'Auvergne, et Vernisson, au nom de la ville de Clermont repoussaient ces prétentions en invoquant un arrêt du conseil privé rendu contradictoirement en 1577 qui attribuait à Clermont la qualité que Riom lui contestait. La Cour se borna à donner à chacun acte de ses protestations « pour servir et valoir ce que de raison ». La discussion recommença en 1665 et se termina de même, non sans que le premier échevin de Riom, M. Chabre, ne constatât malignement qu'il était naturel que le roi envoyât les Grands Jours à Clermont, car ils y seraient plus utiles qu'ailleurs par suite des nombreux crimes commis par les habitants.

Voyons maintenant plus spécialement dans quelles circonstances les Grands Jours étaient réunis. En répondant à cette question nous examinerons quelles raisons guidaient le roi quand il décidait de les assembler.

Si l'on examine toutes les sessions qui se sont successivement tenues du ^{xiv}^e au ^{xvii}^e siècle, on trouve que le motif initial et fondamental de leur convocation était toujours le même : le désordre qui régnait dans les provinces.

Ce désordre se manifestait par deux faits principaux : les crimes et les exactions commis par les gentilshommes aussi bien que par leurs sujets, et l'impuissance ou la négligence des juges locaux pour réprimer les violences de toutes sortes qui se multipliaient dans leur ressort. « Si j'ai bien recueilli de vos lettres, écrit en 1582 Etienne Pasquier au conseiller Molé, le principal désordre que vous avez trouvé au pays provient de deux sources : l'une de l'insolence désordonnée des gentilshommes, l'autre de la connivence des juges, qui sont deux maux qui fraternisent ensemble ».

Qu'on ne croie pas que ces troubles n'aient servi de mobile aux rois pour réunir les Grands Jours que dans les temps bouleversés de la féodalité. Nous lisons dans les *Mémoires* de Robert du Dorat que dans les années qui précédèrent la tenue

des Grands Jours à Poitiers en 1634, on eut à enregistrer de nombreux crimes : le lieutenant criminel du Dorat, maître Pierre de Fonsreaux, est assassiné dans son château de Thouron, la nuit, malgré sa garde d'une douzaine de soldats, ce qui nous fait supposer qu'il a dû y avoir une véritable bataille ; en février 1633, Laurent Donadic, conseiller du roi au siège royal de Montmorillon, est roué de coups de bâtons ainsi que son greffier en allant tenir son assise au bourg d'Azac-le-Pommier. « Bref, on n'entendait parler partout que de violences, vols, assassinats, outrages, commis par l'insolence des gentilshommes et autres ». Aussi cette session prononça-t-elle plus de deux cents condamnations de gentilshommes.

Une trentaine d'années plus tard, Fléchier nous fait un tableau fort tourmenté de la situation de l'Auvergne avant que Louis XIV n'y envoie ses Grands Jours, pour la purger des derniers représentants de la féodalité qui s'étaient réfugiés dans ses montagnes. Le préambule de la déclaration royale du 31 août 1665, ordonnant la tenue des Grands Jours à Clermont, dépeint l'état lamentable de la province, et on ne peut accuser le pouvoir central d'être pessimiste ni de s'être laissé influencer par les rapports trop sombres envoyés par l'intendant de Pome-

reu dans le but de se faire valoir ; en effet, si l'on en juge par les arrêts criminels rendus par cette session, on voit que le milieu du xvii^e siècle était au centre de la France aussi troublé que le xiv^e : en cinq mois, les délégués du Parlement se prononcèrent sur douze mille affaires, firent procéder à trois cent cinquante exécutions, décrétèrent quatre-vingt-seize bannissements, envoyèrent vingt-huit condamnés aux galères, et firent raser de nombreux châteaux. « Nous avons quantité de prisonniers, écrit à Colbert le président de Novion, tous les prévôts en campagne jettent dans les esprits la dernière épouvante. Les Auvergnats n'ont jamais si bien connu qu'ils ont un roi ; jamais il n'y eut tant de consternation de la part des grands et tant de joie entre les faibles ».

La principale cause de la tenue des Grands Jours était la répression des crimes de toutes natures qui se perpétrèrent dans les provinces.

Les seigneurs étaient en général les plus coupables et c'est contre eux surtout qu'étaient dirigées les foudres de ce tribunal exceptionnel. Les arrêts de chaque session nous apprennent quelque forfait nouveau accompli par quelque gentilhomme au préjudice d'un de ses vassaux. Nous reparlerons de ces violences en nous occupant de la compétence criminelle des Grands Jours.

Mais la haute situation et la force que possédaient les seigneurs les portaient à se considérer comme au-dessus des lois et surtout au-dessus des représentants locaux du roi chargés de les appliquer. Aussi, si les Grands Jours, malgré leur autorité souveraine, n'apportaient pas toujours dans les esprits un calme parfait et ne pouvaient pas toujours réparer tout le mal, la justice ordinaire était-elle absolument impuissante à réprimer leurs crimes quand elle ne se faisait pas leur complice. Si le juge royal, moins intimidé ou moins pusillanime que ses confrères des ressorts voisins, avait l'énergie de prononcer une condamnation, celle-ci restait lettre morte, car elle ne pouvait être exécutée, le condamné ayant en général sous ses ordres une force armée défiant celle dont disposait son juge. Pour prouver combien nécessaire était la réunion des Grands Jours, nous dirons qu'à Troyes, à la fin du ^{xiv}^e siècle, les magistrats étaient forcés de siéger quelquefois les jours fériés et de tenir des audiences extraordinaires auxquelles la Cour déléguait quelques conseillers, pour juger « les causes civiles et criminelles sur assignation ou sur requête, soit avec plaidoirie, soit en conseil, dont on formait des rôles à part ».

De plus, les juges locaux n'étaient pas tou-

jours impartiaux, et c'est un des vices où les magistrats des Grands Jours se flattent de ne pas tomber, ainsi qu'en témoigne une lettre du 20 octobre 1665 envoyée à Colbert par M. de Novion, président des Grands Jours de Clermont, à la suite de l'arrestation du vicomte de Canillac, beau-frère du gendre de M. de Novion, et de sa condamnation à mort. « Jugez, écrit le président, si je recule pour personne quand il s'agit du service du roi ; voilà un assez grand témoignage que la justice se fait ici sans discernement ».

Les délégués du Parlement étant en outre investis de pleins pouvoirs qui en faisaient une juridiction supérieure à toutes autres, étaient en quelque sorte imprégnés de l'autorité royale dont ils montraient la puissance dans toute son ampleur. A l'impuissance de la justice locale venait s'ajouter, pour assurer l'impunité des grands, la volonté du roi lui-même, qui intervenait trop souvent dans les décisions judiciaires avec trop de rigueur ou plus fréquemment avec trop d'indulgence, ce qui énervait fatalement l'autorité des officiers royaux, en modifiant leurs arrêts par des décisions prises en considération de la personne des inculpés.

D'ailleurs, il faut reconnaître que les gentilshommes étaient un peu excusables du dérègle-

ment de leur vie : jusqu'à la fin du xvi^e siècle, en effet, il y avait toujours, dans quelque partie du territoire français, quelque guerre étrangère ou civile, qui favorisait et encourageait singulièrement les attaques à main armée et les brigandages de toutes sortes. Si cet état de choses n'eût pas existé, il eût été difficile aux sires de Laumont et de la Chèze de se rencontrer avec cent lances chacun, pour terminer une querelle qu'ils avaient au sujet d'un oiseau, ainsi que le rapporta le sire de Lanzac aux Grands Jours de Poitiers en 1567, où il vint prendre séance en revenant du Bordelais. La même année, un Espagnol, porteur de dépêches, est assassiné et détroussé en Angoumois, des prêtres sont tués en voulant rentrer en possession de leurs bénéfices usurpés.

Mais les Grands Jours ne s'attaquaient pas seulement aux nobles. Ils poursuivaient le crime partout où ils le rencontraient et frappaient sévèrement tous ses auteurs, à quelque classe de la société qu'ils appartenissent, afin de « nettoyer les provinces », suivant la forte expression du procureur général Faye aux Grands Jours de Troyes de 1583. Les registres, que nous étudierons par la suite, fourmillent de condamnations criminelles qui opèrent dans les

provinces « un vrai miracle de justice, et au désordre font succéder le calme ».

Le peuple retirait de la tenue des Grands Jours un avantage énorme. La-Roche-Flavin nous apprend qu'« il fut attribué à très grande louange à un des derniers empereurs, nommé Basile, de ce que pour soulager les pauvres plaideurs qui venaient demander justice à Constantinople, il avait établi un trésorier pour fournir aux frais de leurs procès ; nos rois font davantage, car ils soulagent les pauvres personnes non seulement de la dépense, mais aussi de la fatigue du chemin ».

Le désordre qui motivait la tenue des Grands Jours régnait d'ailleurs dans toutes les classes de la société. Les magistrats qui les composaient avaient aussi pour mission de rappeler au respect de la discipline ecclésiastique les curés et les abbés des provinces, parfois trop enclins à oublier leur ministère et leurs vœux, si l'on en juge par les mémoires précités de Robert du Dorat : on y lit, en effet, que les chanoines du Dorat se battaient dans leur chapitre, foulaient aux pieds un des leurs qui leur faisait des remontrances, et, soupant au cimetière de l'Ausane, allaient sur les tombeaux en criant : « Levez-vous, morts, au jugement du vin clair ».

pétence des Grands Jours, de nombreux arrêts sur cette matière.

Les Grands Jours avaient encore une autre utilité. Ils accueillaient sur place les plaintes que les habitants des provinces pouvaient avoir à faire contre les officiers locaux. Ceux-ci se livraient fréquemment à des abus de pouvoir, ou au contraire refusaient leur concours pour le maintien de l'ordre et du droit. Parfois même ils donnaient le suprême mauvais exemple d'outrager les supérieurs, comme le firent les officiers de la sénéchaussée de la Haute Marche à l'égard de M. Louis Reydier, leur lieutenant général, en 1632, ou de se tuer entre eux.

La distance empêchait de porter ces plaintes au pouvoir central : aussi, bien souvent, les représentants du roi étaient de connivence avec les criminels et tiraient un profit quelconque de leurs forfaits. La Cour faisait des enquêtes sur leurs agissements, prononçait s'il y avait lieu leur suspension et parfois les privait de leurs offices. Ainsi cette institution possédait à leur égard le quadruple rôle de suppléer les magistrats quand ils étaient impuissants, d'inspecter leur conduite quand ils étaient soupçonnés de malversations, de les juger quand ils étaient coupables et de leur rendre la confiance quand ils étaient hésitants. Le contrôle de la gestion

des divers officiers était ainsi rendu plus efficace par la proximité de leurs sièges et prenait moins de temps.

Ajoutons enfin que le but des Grands Jours était aussi de décharger le Parlement d'un certain nombre d'affaires venues à lui en première instance ou en appel, civiles ou criminelles, afin qu'elles soient jugées plus vite et dans de meilleures conditions. Les procès étaient, au Parlement, jugés par baillage ; on ne s'occupait de ceux d'un baillage que lorsque ceux du baillage précédent étaient épuisés. En enlevant momentanément au Parlement la juridiction sur un certain nombre d'entre eux, on hâtait non seulement la solution des affaires de ceux-ci, mais encore celle de tous les autres, qui gagnaient des tours. On imagine, en effet, quel devait être l'encombrement de ce grand corps avant la création des Parlements de province dont le premier fut établi à Toulouse en 1443, et qui ne se multiplièrent que bien lentement puisqu'il n'en fut constitué que douze en plus de trois siècles. Les jugements se faisaient attendre pendant de nombreuses années, d'autant plus longues que les parties résidaient plus loin du siège du Parlement et avaient moins de ressources pour les faire avancer. Les vacances ne retardaient pas ainsi l'expédition des causes, car

pendant que le Parlement se reposait, quelques-uns de ses conseillers travaillaient dans quelque province à rendre une prompte et bonne justice. De plus, les parties, étant sur place, pouvaient plus facilement et à moins de frais, surveiller leurs affaires.

En dehors de ces raisons d'ordre général et permanent qui décidaient les rois à réunir leur Cour des Grands Jours, on en trouve d'autres, spéciales à telle ou telle session.

Souvent les Grands Jours sont assemblés dans une province récemment réunie à la couronne, comme ceux de Moulins en 1534, à la suite de la révolte de Charles, duc de Bourbon, à qui le roi enleva le Bourbonnais. Lorsque Charles VII publie son ordonnance de convocation du 31 août 1454, il explique que « depuis qu'il a plu à Dieu, notre créateur, apaiser les guerres qui par long temps ont été en notre royaume et que nous avons recouvré plusieurs de nos terres, qui, dès le temps de plusieurs de nos prédécesseurs et du nôtre, ont été par nos anciens ennemis les Anglais détenues et occupées », il a eu connaissance de l'état de ces provinces et il a décidé de l'améliorer en y envoyant ses Grands Jours. Parfois le roi, dès son avènement au trône, veut faire acte d'autorité et montrer aux provinces éloignées ou troublées qu'il est leur maître : il

fait alors tenir une session de Grands Jours ; c'est ce que fit Henri II en 1547 pour la Touraine.

Plusieurs sessions ont été tenues à la suite des troubles qui bouleversaient les provinces au moment des luttes entre protestants et catholiques : celles de Poitiers de 1567 et de 1634 sont presque exclusivement motivées par les rivalités religieuses.

Les Grands Jours de Bordeaux de 1456 n'y ont été tenus, selon Dongois, qu'en exécution de la promesse, faite en 1451 par le comte de Dunois pour réduire la ville, d'y installer un Parlement, qui n'y fut créé que sous Louis XI, en 1462.

Parfois même, les édits chargent la Cour de la réforme ou de la rédaction des coutumes, pour les rendre conformes à l'esprit de la royauté et pour que le Parlement puisse connaître cette législation d'après laquelle étaient jugées toutes les causes qui lui venaient en appel. Parfois ces modifications étaient soumises à une assemblée de notables qui en faisaient la critique avant de les promulguer. Les sessions des Grands Jours de Troyes, ont eu parmi leurs résultats de servir à la rédaction de la vieille coutume de Champagne, en partie extraite de leurs arrêts.

Eu résumé, les Grands Jours sont assemblés

par le roi, ainsi que le dit le Stile de Boyer, pour le bien de « la majesté, autorité et grandeur du roi et de tout le royaume de France, d'autant que les Cours de Parlements et lesdits Grands Jours représentent la majesté du roi, en telle gravité et honneur qu'il n'y a personne en la province, tant mauvais et furieux soit-il, qu'il ne tremble de peur quand il ouït parler des Grands Jours pour la bonne, brève et exemplaire justice qui s'y exerce Il est certain que toutes les causes tant civiles que criminelles y sont vidées et terminées avec bonne et mûre délibération, d'autant que les présidents, conseillers et officiers qui sont commis par le roi n'ont pas d'autre occupation qu'à l'expédition desdits procès, étant éloignés de leurs maisons et n'ayant pas d'autres affaires en main que pour l'expédition desdits Grands Jours ».

Ne tenons pas compte de l'opinion pessimiste de Mathieu Molé qui, étant encore procureur général, au Parlement de Paris, écrivait en 1627 au garde des sceaux de Marillac : « Vous savez le mouvement qui est dans le Poitou touchant la gabelle, et quand ils entendront que des juges souverains y vont, ils prendront de nouveaux ombrages qui les pourront porter à pis. Ce n'a pas été jusqu'ici le moyen plus assuré pour faire justice des méchants : c'est beaucoup de

bruit mais peu d'effet ; ceux qui se ressentent coupables se retirent devant que les juges n'arrivent, ayant bien du temps pour le faire puisqu'on ne doit tenir les Grands Jours devant que de les publier ; par les registres qui sont au greffe de la Cour il ne se voit que des jugements par coutumace. » Nous verrons, en étudiant le fonctionnement et l'œuvre des Grands Jours, combien cette opinion sur leur efficacité est injuste. Si l'on compare l'état d'une province où vient de se tenir une session de Grands Jours avec l'état où elle se trouvait avant qu'elle n'arrivât, on voit que, malgré le nombre indiscutablement élevé des condamnations par coutumace, leur passage n'a pas été inutile et y a ramené la paix. En un mot les Grands Jours avaient pour but de faire sentir l'autorité du roi et de la justice dans les provinces où l'éloignement et le trouble du temps la faisaient méconnaître. Ils remplissaient leur rôle avec la plus parfaite équité, frappant indistinctement noblesse, clergé, bourgeoisie, peuple, fonctionnaires publics et officiers de justice. On voit qu'on a à faire à ces membres du Parlement dont l'indépendance traditionnelle tenait quelquefois en échec le pouvoir royal lui-même.

SECTION II

Mode de convocation des Grands Jours

De quelle manière les Grands Jours étaient-
réunis?

Le roi seul avait le pouvoir de les assembler, et jamais il n'a délégué personne pour s'acquitter de ce soin. En juillet 1559 « le Parlement ayant reçu une commission signée d'Henri II d'aller tenir les Grands Jours à Montpellier, adressée à M. le président Lathomy, le roi étant cependant mort, il fut délibéré qu'il serait mandé au procureur général de ne poursuivre ni accepter telle commission en ladite forme et qu'il se gardât d'en obtenir renouvellement de délai et confirmation du nouveau roi » (La-Rocheflavin).

Il prend toujours l'avis de son conseil, les premières déclarations royales se terminant par la formule : « de par le roi en son conseil » qui devient à partir de 1579 la phrase suivante : « Avons, par l'avis de plusieurs princes de notre sang et d'autres de notre conseil privé, ordonné et ordonnons, voulons et nous plaît que la juridiction vulgairement nommée Grands Jours

être tenue et exercée en cette présente année en notre ville de ... ».

Il est difficile de se rendre compte d'après les édits si le roi décidait de convoquer les Grands Jours de sa propre initiative ou sur la demande des personnes intéressées. Peut-être faut-il attribuer le mutisme des édits à ce sujet au désir du prince de ne pas avoir l'air de céder à une pression. Quoi qu'il en soit, les déclarations portent en général que le roi « ayant eu connaissance » des maux qui accablaient ses sujets a décidé que les Grands Jours seraient réunis.

En fait, il arrivait fréquemment que les habitants des provinces particulièrement atteintes se plaignaient au pouvoir central, soit directement, comme le fit en 1483 le conseil de ville de Troyes, qui poursuivit auprès du roi l'obtention d'une session de Grands Jours, qui d'ailleurs n'eut pas lieu, soit par l'intermédiaire des intendants : c'est ainsi que les Grands Jours de Clermont de 1665 furent réunis sur la demande de M. de Pomereu, intendant d'Auvergne.

Parfois aussi le Parlement faisait des remontrances au roi, quand il était surchargé de besogne, pour lui demander d'assembler des Grands Jours. En 1524, il propose à Louise de Savoie, alors régente pendant l'expédition de François I^{er} en Italie, de faire tenir des Grands Jours

pour « purger les provinces des tyrans du peuple, réformer les abus et punir les juges prévaricateurs ». En 1542, alors que les prisons de Paris regorgeaient de prisonniers, le Parlement réclame de nouveau des Grands Jours et demande que « à cause de l'indisposition du temps et de la multitude des prisonniers qui sont à Paris, la séance soit tenue en cette ville pour y avoir une chambre du plaidoyer et deux tournelles ».

Le roi, bien entendu, conservait toute sa liberté d'action, et dans le cas présent il fixa à Riom le siège des Grands Jours, puis, le 21 août, décida qu'il n'y en aurait pas cette année-là.

Ainsi que nous l'avons dit, les Grands Jours sont assemblés par un édit royal, adressé en général « à tous nos aimés et féaux conseillers qui tiennent et tiendront notre Cour de Parlement de Paris ».

La déclaration commence toujours par l'exposé des motifs qui ont déterminé le roi à faire tenir les Grands Jours ; il varie assez peu, ainsi que nous l'avons vu, et n'emprunte aux circonstances de l'actualité que de légères modifications et additions ; il rappelle que la justice est le premier devoir d'un prince qui représente Dieu sur la terre, proteste de son dévouement pour le bien du peuple, et, rappelant les maux qui se sont abattus sur les provinces qu'il s'agit de ramener

au bien, il invoque son autorité et déclare qu'il a décidé d'assembler les Grands Jours.

Il fixe leur composition sans désigner nominativement les magistrats, exception faite pour le président qui est en général désigné dans la déclaration initiale, le lieu de leur réunion, la durée de la session et sa date d'ouverture, le ressort de la Cour.

Puis l'édit fixe sa compétence en matière civile, criminelle, réglementaire et administrative et lui confère tous les pouvoirs qui lui sont utiles pour mener à bien sa mission.

Cette détermination de la juridiction des Grands Jours devient de plus en plus précise avec le temps, et vise des abus et des crimes que l'expérience des sessions antérieures a mis en lumière et qu'il importe de réprimer.

Enfin l'édit se termine par l'ordre de le publier dans les provinces faisant partie du ressort « afin que nul n'en puisse prétendre cause d'ignorance et que les causes soient apprêtées » et par l'injonction aux officiers royaux d'exécuter les décisions et les instructions des Grands Jours.

L'intervalle entre la publication de la déclaration et l'ouverture de la séance est très variable. Tantôt l'édit la devance si peu qu'il n'a pas le temps de parvenir dans tous les sièges avant

l'ouverture, ainsi que nous le voyons dans une lettre écrite le 29 septembre 1665 à Colbert par le procureur général Talon, qui espère que malgré ce retard on ne manquera pas d'affaires. Tantôt l'édit est promulgué si longtemps d'avance que tous les coupables ont le loisir de se mettre en sûreté et que les magistrats ne prononcent que des sentences de contumace.

Une fois l'édit enregistré et scellé, il était envoyé à tous les sénéchaux du ressort qui recevaient en même temps des lettres closes du roi leur ordonnant de publier l'édit dans leur juridiction.

Il arrivait d'ailleurs souvent que ces déclarations ne recevaient aucun effet et que les sessions annoncées par le roi ne se tenaient pas : il en fut ainsi en 1454 pour une session qui devait avoir lieu à Montferrand en même temps que celle de Poitiers, en 1542 pour les Grands Jours convoqués à Riom, en 1581 pour les Grands Jours de Clermont ajournés à un an par lettre d'Henri III, et en 1627 pour une séance de Grand Jours qui aurait dû se tenir à Poitiers.

Au début des registres des Grands Jours, dont le plus ancien est celui des Grands Jours tenus à Troyes en 1367 pour les baillages de Champagne et de Brie, on trouve toujours les pièces suivantes qui forment les éléments constitutifs

de la convocation d'une session : 1° Les lettres patentes du roi ordonnant la tenue des Grands Jours ; 2° les lettres patentes désignant les membres de la Cour et leur ordonnant de se rendre aux Grands Jours ; 3° une délégation du procureur général à un substitut pour le représenter en cas de besoin. Le préambule des registres est en latin pour les premières sessions, et contient, outre tout ce qui concerne la composition et la tenue de la Cour, des invocations religieuses pour l'utilité et le bon fonctionnement de la session. C'est là qu'on trouve ce qui se rapporte à sa convocation, et en particulier à sa composition.

CHAPITRE II

COMPOSITION DES GRANDS JOURS

De quels éléments était composée la Cour des Grands Jours ?

Examinée dans son ensemble, elle présente l'aspect d'un corps judiciaire parfaitement constitué, une sorte de réduction du grand corps dont elle est issue. Elle porte d'ailleurs le nom de Cour, comme toutes les juridictions souveraines de l'ancien régime, et démontre, par son appellation même sa capacité de vivre seule grâce au bon fonctionnement de tous ses membres.

A sa tête se trouve un président qu'entourent des conseillers en nombre variable, ne tombant jamais au-dessous de neuf, ne dépassant jamais vingt et restant en moyenne aux environs de quinze, ainsi qu'un maître des requêtes commis pour tenir le sceau.

Certaines ordonnances se sont occupées de régler la composition des Grands Jours. Celle de Blois, du mois de mars 1498, qui, dans ses articles 72 et 73 vise la tenue périodique de cette juridiction, fixe en même temps le nombre et la qualité des magistrats qui la constitueront ; elle décide d'y envoyer un des quatre présidents du Parlement pour diriger ses travaux, un maître des requêtes de l'hôtel, un des quatre présidents des enquêtes avec treize conseillers dont huit de la Grande Chambre et cinq des Enquêtes, parmi lesquels se trouveront huit laïques, et réduit à huit le nombre des conseillers pour les sessions émanées des Parlements de Toulouse et de Bordeaux. En 1629, Louis XIII déclare qu'il enverra aux Grands Jours « tel nombre de gens de son Parlement qu'il avisera ». Voilà pour les juges.

A côté d'eux travaillent les gens du roi, représentés par un procureur général et son substitut. Voilà pour le ministère public.

Enfin, chaque session comprenait un greffe, divisé la plupart du temps en greffe civil, greffe criminel et greffe des présentations.

En dehors de la Cour et sans aucune commission, nous trouvons la foule des avocats et des procureurs, soit qu'ils viennent de Paris pour accompagner les magistrats, soit qu'ils profitent

de sa venue dans la ville où ils résident pour y exercer leur métier.

Tel est dans son ensemble le personnel des Grands Jours. Voyons maintenant d'un peu plus près les différentes parties qui le constituaient.

Les présidents des Grands Jours sont toujours des présidents de Chambre. Nous ne trouvons qu'une exception à cette règle, qui fut transgressée en 1534, pour les Grands Jours de Moulins, où le roi nomma président M. Antoine du Bourg, maître des requêtes, déjà commis pour tenir le sceau, craignant qu'aucun des quatre présidents du Parlement ne puisse s'y rendre à cause de leurs occupations. Nous rencontrons parmi ces présidents les noms les plus illustres de la magistrature française et nombre de Premiers Présidents du Parlement ont, avant d'occuper cette éminente fonction, présidé une séance de Grands Jours. Dans les premières sessions, tenues à Troyes à la fin du ^{xiv}^e siècle, il arrivait même très souvent que le président des Grands Jours était le Premier Président du Parlement. Depuis, en 1395, nous trouvons à Troyes, Guillaume de Sens, en 1454, à Poitiers, Yves de Scépeaux ; en 1540, à Moulins, François de Montholon ; en 1567 et 1634, à Poitiers, de Harlay et Séguier. Il est vrai que plusieurs

magistrats que nous rencontrons aux Grands Jours ont par la suite fait parler d'eux d'une façon regrettable, comme Guillaume Poyet, chancelier de France, qui prit part comme conseiller aux Grands Jours de Poitiers de 1531 et fut en 1545 condamné à 100.000 livres d'amende pour malversations, ou comme M. de Novion, président des Grands Jours d'Auvergne de 1665, qui fut quelques années plus tard obligé de vendre sa charge.

Le président était désigné par des lettres closes du roi par lesquelles il recevait en même temps l'ordre de se rendre dans la ville où devait se tenir la session. Ces lettres émanaient du roi lui-même, comme l'édit de convocation des Grands Jours; elles étaient en effet toujours datées d'un endroit où le roi se trouvait à l'époque indiquée.

Néanmoins il y a quelques exceptions à cette règle : ainsi, en 1454, le roi charge le Parlement de désigner le président des Grands Jours qu'il désire faire tenir à Poitiers : « Avons voulu et ordonné, voulons et ordonnons, que par ces présentes soient par nos aimés et féaux conseillers les gens tenant à présent et qui tiendront pour le temps à venir notre Parlement à Paris, nommés, élus, commis et envoyés, l'un de nos présidents et six de nos conseillers en notre dile

Cour de Parlement » ; en 1542, pour les Grands Jours qui devaient se tenir à Riom et furent ajournés, le Parlement élit le président Bertrand en même temps que les conseillers et ce fait se reproduit en 1546 pour le président Minard élu également par le Parlement.

Le choix des conseillers qui entouraient le président était abandonné au Parlement ; le roi se bornait à en indiquer le nombre et sa Cour lui soumettait les noms de ceux qu'elle jugeait les plus dignes d'aller la représenter dans les provinces : presque toujours elle suivait l'ordre d'ancienneté.

En général le roi ratifiait ce choix. Mais on rencontre des exemples du contraire ; c'est ainsi qu'en 1567, « Charles IX, selon Dongois, excusa ceux qui lui avaient été nommés et en nomma d'autres ». Et à partir de cette époque il semble que le prince ait été moins respectueux de la décision du Parlement. En 1579 en effet, la Cour, en vérifiant la commission de ses membres, y ajoute ces mots : « A la charge que l'ordre ancien sera observé à l'avenir » ; en 1582, une députation du Parlement va trouver la reine-mère pour lui faire des remontrances, l'ordre du tableau n'ayant pas été suivi pour la désignation des magistrats des Grands Jours de Clermont. Les registres ne mentionnent pas

l'effet que produisirent ces récriminations et il est probable qu'il n'en fut tenu aucun compte.

Le roi se bornait en ce cas à choisir un certain nombre de magistrats dans la Grande Chambre et dans chaque Chambre des Enquêtes, sans considération de l'ordre du tableau.

Etant donnée la variété des attributions des Grands Jours, il était naturel de ne pas prendre tous leurs membres dans la même partie du Parlement. Comme ils rendaient au civil des sentences sur débat oral, il fallait qu'ils comprissent des conseillers à la Grande Chambre, habitués à juger les appels des sentences orales ; et comme ils étaient aussi compétents pour les sentences rendues sur rapport, il était nécessaire qu'ils continssent des conseillers de la Chambre des requêtes qui avaient l'habitude de ces décisions.

Les conseillers étaient tous membres du Parlement ; ils comprenaient des clercs et des laïques, ceux-ci toujours en majorité et quelquefois même seuls à siéger. On ne relève qu'une exception à cette règle : en 1454, on adjoignit un membre de la Cour des Aides aux délégués du Parlement envoyés à Poitiers.

Le nombre des conseillers varie avec l'importance des sessions ; mais il arrive fréquemment que les causes sont plus abondantes qu'on ne

le supposait, et il faut envoyer des magistrats supplémentaires pour aider leurs collègues surchargés d'ouvrage. En 1519, le roi désigne trois conseillers laïques qui partent rejoindre à Poitiers les quinze magistrats précédemment nommés ; à Moulins, en 1534, on envoie un neuvième conseiller, et en 1540, le nombre des juges est porté à dix-huit au lieu de quinze désignés par l'édit primitif ; il en fut de même aux Grands Jours de Poitiers de 1541.

Les assesseurs n'ont pas toujours, comme leur président, une commission directe du roi ; ils sont souvent convoqués individuellement par le Parlement au nom du roi. Jusqu'en 1539, ils reçoivent chacun une commission en latin ; mais depuis cette date on les comprend tous dans la même commission.

Lorsqu'au cours de la session le roi appelle un conseiller à d'autres fonctions pour un temps assez court, il en avertit la Cour qui lui accorde un congé. Lorsque, par suite de maladie ou pour toute autre cause, plusieurs conseillers sont empêchés de siéger d'une manière permanente, le roi adresse aux Grands Jours des lettres-patentes où il leur donne pouvoir de désigner d'autres conseillers du Parlement pour les remplacer : c'est ainsi qu'on procéda aux Grands Jours de Poitiers de 1541, que les mêmes let-

tres autorisèrent à siéger tant qu'il y aurait au moins sept magistrats par chambre. Quand, en 1567, le conseiller Brachet, malade, fut remplacé par Jean de Thou, celui-ci reçut, au nom du roi, une lettre de cachet pour le substituer à son prédécesseur.

Nous trouvons, dans l'édit de convocation des Grands Jours de Poitiers de 1454, la permission accordée à la Cour de s'adjoindre des notables du pays. Leur rôle n'y est pas précisé. Les registres n'en parlent pas, on ignore s'ils ont été appelés et s'ils ont siégé, et les édits postérieurs n'en parlent plus. Il est néanmoins curieux de voir au milieu du xv^e siècle l'idée du jury traverser le cerveau d'un roi, pour n'être reprise que trois siècles et demi plus tard et devenir une des colonnes de l'édifice moderne de la justice.

Quoiqu'il en soit, les conseillers des Grands Jours étaient en général divisés en deux chambres, leur nombre ne leur permettant pas de constituer quatre sections comme au Parlement. En ce cas la commission fixe un minimum au nombre des magistrats présents à l'audience pour qu'elle puisse être tenue ; aux Grands Jours de Riom de 1546, elle exigeait neuf juges au moins, pour les procès criminels et huit pour les affaires civiles. Lorsqu'il n'y avait pas de

fractionnement, la Cour remplissait successivement le rôle de la Grande Chambre, des Enquêtes, des requêtes et de la Tournelle. Lorsqu'il y avait deux Chambres, l'une s'occupait des affaires civiles, l'autre des affaires criminelles et comprenait toujours le président. Quelquefois aussi, comme aux Grands Jours de Moulins de 1540, on rencontre une Chambre du Conseil et des plaidoiries, avec le président et le maître des requêtes, et l'autre des enquêtes, comprenant chacune un nombre égal de conseillers. Souvent c'est pour que deux Chambres puissent être formées qu'on augmente, au cours de la session, le nombre des magistrats.

Il arrive fréquemment d'ailleurs que la distribution des juges en deux Chambres est prévue par la déclaration royale sans qu'on trouve trace de sa réalisation dans les registres, mais on peut néanmoins conclure que telle était la règle générale, si on en juge par le nombre des affaires expédiées, qu'une seule Chambre eût été impuissante à examiner ; on rencontre en outre de nombreux arrêts signés en marge par des conseillers pour le président, particulièrement à la session tenue à Tours en 1547.

Pour préparer le travail des juges et pour faire entendre auprès d'eux la voix du pouvoir royal et de la société, nous trouvons le minis-

tière public. Il est en général constitué par le procureur général du Parlement, un avocat du roi et un substitut, tout comme au Parlement. Mais le plus souvent le procureur général est trop occupé pour s'absenter pendant si longtemps et il se contente d'être représenté par un substitut assisté d'un avocat du roi. Il désigne lui-même son substitut, suivant une formule qui ne varie guère : « Confiant dans le savoir, probité et expérience de M. il substitue celui-ci en son office ».

Parfois, cependant, le procureur général du Parlement relève de sa présence l'éclat de l'assemblée des Grands Jours ; c'est ainsi que M. Talon assista aux Grands Jours d'Auvergne de 1665.

Le procureur général reçoit d'habitude une commission pour le déléguer à la prochaine session ; mais quelquefois on passe par-dessus sa tête et on commissionne directement un avocat du roi. En tout cas, c'est toujours le roi qui désigne ses aides, avocat général du Parlement ou procureur général du siège où se réunit l'assemblée.

Comme dans toutes les juridictions, c'est le procureur du roi ou son substitut qui dirige les poursuites et fait les actes de procédure, et c'est l'avocat général qui porte la parole à l'audience

et pose ses conclusions et réquisitions à la barre de la Cour.

Le ministère public avait en outre le droit d'intervenir dans toutes les causes, et de donner son avis, aussi bien au civil qu'au criminel, quand il n'était pas l'instigateur du procès. Il se tenait en correspondance avec le pouvoir central, dont il recevait toutes les communications avant de les soumettre aux Grands Jours, et servait d'intermédiaire entre eux et le roi.

Après avoir examiné les personnages qui jouaient les premiers rôles dans les sessions de Grands Jours, n'oublions pas les collaborateurs plus humbles, mais non moins utiles, qui les aidaient dans l'ombre de leurs bureaux.

Le service de la Cour est fait par des huissiers assermentés auprès du Parlement, dont la mission est d'appeler les parties, d'expédier les assignations et les exploits de toutes sortes et de signifier les arrêts. Leur nombre varie de deux à quatre. Ils sont désignés, au ^{xv}^e siècle, par une commission directe du roi, puis sont délégués par le Parlement lui-même.

Toute session de Grands Jours comprenait un greffe très complet, composé en général de trois parties : greffe civil, greffe criminel, greffe des présentations, ce dernier pour recevoir les actes par lesquels les procureurs déclaraient

« se présenter » pour une partie (constitution d'avoué moderne) et servir d'intermédiaires entre procureurs, et entre procureurs et parties.

A la tête de chacun de ces greffes était un greffier. Jusqu'en 1391, le greffe criminel et celui des présentations étaient confiés à la même personne. Quelquefois on ne trouve qu'un greffier mentionné sur les registres ; il a alors sous ses ordres plusieurs commis pour administrer les diverses branches de son emploi. La mission du greffier consiste à garder les minutes, à veiller aux mises au rôle, à rédiger et à transmettre les arrêts et à recevoir en dépôt les pièces des procès.

Les greffiers suivent le même sort que les huissiers en ce qui concerne leur commission. Quand l'un d'eux est obligé de quitter la Cour, celle-ci commet à sa place un autre greffier, ainsi que le firent les Grands Jours de Poitiers en 1634 à la demande de Gilles Boileau, le père du poète.

Quand la Cour avait prononcé un arrêt, il fallait qu'il fût revêtu du sceau pour devenir exécutoire, de même que les décisions du Parlement.

Dans les premières sessions de Grands Jours, le sceau était confié à un conseiller spéciale-

ment désigné à cet effet et le plus souvent au président. Mais on renonça vite à ce système et dès le xvi^e siècle le roi donna commission directe à un maître des requêtes de son hôtel pour tenir le sceau. C'est ainsi que se continuait la similitude entre la Cour de Parlement et la Cour des Grands Jours. Le Parlement avait, depuis le xiv^e siècle, sa chancellerie spéciale, appelée petite chancellerie, distincte de celle de la couronné, munie d'un sceau particulier pour tous les actes du Parlement : c'est cette chancellerie qui envoyait une délégation aux Grands Jours, tout comme le Parlement y envoyait plusieurs de ses membres. Le maître des requêtes, outre le soin de « porter les sceaux », avait pour mission de délivrer les lettres de rémission et de sceller les commissions pour assigner les parties et proroger les jugements.

A côté du maître des requêtes, nous rencontrons les notaires du roi, qui sont ses auxiliaires, au nombre de deux en général. Ces fonctionnaires, créés auprès de chaque chancellerie par Louis XI en 1482, avaient pour mission de délivrer des expéditions des actes que le maître des requêtes revêtait du sceau. Ils étaient assistés d'un certain nombre de secrétaires du roi.

Enfin, ajoutons à ce personnel un receveur

des amendes, chargé de les toucher et d'en disposer pour les dépenses de la Cour selon les ordres qu'elle lui envoie, et un « chauffe-cire », et nous aurons un tableau complet des personnages officiels qui composaient une Cour des Grands Jours.

Mais si tous ces magistrats étaient animés du plus beau zèle pour le service du roi, ils n'oublieraient pas pour cela leur vanité, et nous trouvons fréquemment des traces des questions de préséance qui se posaient devant les Grands Jours.

Dans différentes sessions, en particulier lors de celles tenues à Poitiers en 1454, 1519, 1531, un président aux enquêtes se trouva parmi les assesseurs. Cette inégalité hiérarchique fut le prétexte d'une discussion entre ce président, qui prétendait précéder tous les conseillers clercs, même plus anciens que lui en réception, et ceux-ci, qui s'opposaient à sa réclamation par l'organe de M^e Guillaume de Vendetär, qui objectait que « si les présidents des enquêtes précédaient en leurs Chambres les autres conseillers, ils n'en allaient pas moins en l'ordre de leur réception quand ils étaient dehors ». Chacun protestait d'ailleurs ne pas faire de la discussion une question de vanité personnelle, mais garder seulement les prééminences de sa charge. L'affaire fut renvoyée au Parlement,

seul compétent pour trancher ces questions d'ordre intérieur. En attendant sa décision, on admit par tolérance, en 1519, M. Philippe Pot à siéger après les deux plus anciens conseillers clercs. Le Parlement d'ailleurs ne se prononça pas, car la même difficulté se présenta en 1520 aux Grands Jours de Montferrand, et, pour la tourner, une ordonnance décida qu'il n'y aurait pas cette fois de président des enquêtes.

Mais les discussions les plus graves sur ce sujet ont trait à la présidence. Quand le président des Grands Jours était malade, ou empêché de siéger par suite de récusation ou pour toute autre cause, qui devait le remplacer ? Le plus ancien conseiller ou le maître des requêtes ?

La question se posa pour la première fois aux Grands Jours de Poitiers de 1519, où le roi, par une commission spéciale, désigna M. Auguste de Thou, plus ancien conseiller, pour suppléer le président François de Saint-André, malade.

Elle se représenta aux Grands Jours de Moulins en 1540 ; le président de Montholon étant indisposé, la Cour, sur réquisition de l'avocat général Rémon, décida de siéger en son absence et de faire tenir l'audience par le plus ancien conseiller, M. Jacques Le Roux. On résolut le problème de la même façon aux Grands Jours de Lyon de 1596.

Mais jamais la discussion ne fut aussi ardente qu'aux Grands Jours d'Auvergne de 1665. Fléchier nous en fait un tableau détaillé où l'on sent une pointe de partialité en faveur de son protecteur, M. de Caumartin, maître des requêtes, des enfants duquel il était le précepteur et qu'il avait accompagné à Clermont.

La question fut posée, avant que la session se réunît, par un conseiller à la Grande Chambre, au moment de la vérification de la commission des Grands Jours. Mais on n'insista pas sur ce point, craignant de laisser croire douteux le droit des conseillers et ignorant si on leur disputerait la préséance. En réponse à cette question intervint, à la date du 27 septembre 1665, un arrêt du Conseil, rendu sur un placet de M. de Caumartin, suivi d'une commission particulière et accompagné d'une lettre de cachet en réclamant l'enregistrement, ordonnant expressément qu'en cas d'empêchement de M. de Novion, président désigné, M. de Caumartin, « conseiller de Sa Majesté en ses conseils, maître des requêtes ordinaire de son hôtel », présiderait les Grands Jours « tant ès affaires d'audience que du Conseil », et que le plus ancien conseiller laïque ne présiderait que si M. de Caumartin lui-même était empêché.

Cet arrêt fut loin de couper court aux discus-

sions. Les partisans du maître des requêtes arguaient pour le soutenir qu'il était naturel que la présidence fût déferée successivement à tous ceux d'un même ordre qui composaient l'assemblée d'après le rang où ils étaient nommés, surtout quand tous étaient également commissaires et n'avaient pas d'autre pouvoir que celui conféré par la commission du roi. Ils invoquaient l'exemple des Grands Jours de Moulins de 1534, dont nous parlons ci-dessus, et ajoutaient que « dans tous les établissements et confirmations du Parlement les maîtres des requêtes y étaient toujours compris immédiatement après les présidents et avant tous les conseillers et présidents des enquêtes. Pour avoir l'honneur d'être dans les conseils du roi, ils n'en sont pas moins du corps du Parlement que MM. les présidents et conseillers, avec cette différence qu'ils ont toujours présidé ces derniers ». Ils invoquaient enfin l'autorité du roi qui, suivant la raison et les exemples antérieurs, venait de trancher la question en leur sens, alors qu'il aurait pu esquiver la difficulté en confiant les sceaux à M. de Fortia, intendant d'Auvergne, qui serait parti en tournée dans sa province toutes les fois que la présidence eût été vacante.

Les adversaires du maître des requêtes, encouragés par le premier président de Lamoignon,

gnon, refusaient obstinément de se laisser considérer par une personne qui n'était pas de leur corps et n'avait aucune autorité sur eux, déclarant qu'une telle prétention troublait « l'ordre de la justice et le repos particulier des juges », que le roi n'avait pris une telle décision que sur les sollicitations des amis de M. de Caumartin et en particulier de son beau-père, M. de Vert-hamon.

C'est en arrivant à Clermont que M. Talon, procureur général, reçut l'arrêt du Conseil du 27 septembre et la lettre de cachet en ordonnant l'enregistrement. Quand il la communiqua au président, qui au début ne paraissait pas hostile à la prétention du maître des requêtes, M. de Novion demanda un délai de sept à huit jours pour attendre la rentrée du Parlement et l'intéresser à la question, priant M. de Caumartin de ne pas presser l'enregistrement.

Craignant d'interrompre le cours de la justice en présentant l'arrêt aux magistrats, qu'il savait décidés à le repousser, de mécontenter des conseillers « qui déclaraient préférer l'exil à la présidence de quelqu'un qui n'était pas des leurs », et de trahir les intérêts du Parlement, le président éloignait le plus possible la présentation de ces lettres, malgré les pressants avis venus de Paris.

Il se décida enfin à parler à M. de Caumartin devant tous les conseillers, et lui exposa que « tout le Parlement s'opposerait, irait plutôt au fond des provinces les plus éloignées, que de consentir à l'enregistrement de cette commission ». Il conclut en le priant de feindre d'être malade quand lui-même ne pourrait siéger et de se désister de ses sollicitations.

M. de Caumartin lui répondit dans le sens que nous rapportons plus haut, ajoutant qu'il ne voulait pas entreprendre sur les droits du Parlement dont il avait fait partie et pour lequel il avait le plus grand respect, qu'il n'avait pas brigué son emploi, et réfutant une à une toutes les allégations de ses adversaires. Il termina en disant que ce serait trahir les intérêts de sa compagnie et les intentions de Sa Majesté que de se désister de ses prétentions.

Etonné de ces retards successifs, Colbert se décida à écrire à la Cour une lettre qui ne lui laissa pas d'illusions sur les intentions du roi ; l'échier rapporte qu'elle fut lue par le président à tous les conseillers assemblés dans sa ruelle un soir qu'il donnait un bal à l'occasion de la fête de sa petite-fille Mlle Ribeyre, et cette lecture fut suivie d'un échange de vues où tous les conseillers prirent le parti de la résistance, même ceux qui dans leur for intérieur étaient

d'un avis contraire, afin de ne pas encourir les reproches du Parlement. Cette scène se passait au milieu d'une dizaine d'invités en train de jouer et notre chroniqueur est enchanté de faire remarquer qu'on trouva cela « très peu bien-séant, parce qu'il serait préférable de cacher ces sortes de divisions parmi des gens qui sont en autorité ».

Un des conseillers, M. de Vassan, proposa même, pour mieux marquer la répugnance des grands jours à être présidés par M. de Caumartin, d'être moins familiers avec lui, malgré l'avis de M. Le Coq, le plus ancien conseiller, au profit duquel se livrait toute cette bataille. Le maître des requêtes fut averti de cette décision, qu'on enguirlanda de nombreux compliments.

Car il est juste de remarquer que jamais on n'est sorti des intérêts publics ou corporatifs pour aborder les questions de personnes. Chaque joute oratoire sur ce sujet se termine par des protestations d'estime, de dévouement et d'amitié réciproques, et par des affirmations du genre de celle-ci : « si les opinions sont partagées, les cœurs ne seront jamais divisés ; soyez conseillers à la Cour tant qu'il vous plaira, pourvu que nous ne cessions pas d'être amis ».

Le 15 décembre, la commission pour la présidence de M. de Caumartin fut présentée à la

chambre, en vertu d'une lettre de cachet donnant à M. Talon l'ordre formel d'agir ainsi. Comme M. de Novion ne lui cacha pas l'intention de la Cour de supplier le roi d'adresser l'arrêt au Parlement pour être enregistré et pour éviter de mettre ainsi directement en échec l'autorité du gouvernement, M. Talon alla trouver M. de Caumartin et lui exposa que, quoique le roi soit décidé à aller jusqu'au bout, il se verrait peut-être forcé de céder, car on enverrait ordres sur ordres sans qu'ils soient jamais exécutés et que le droit annuel qui allait être établi sur les magistrats serait suffisant pour eux comme mortification sans y ajouter la présidence d'un maître des requêtes. M. de Caumartin répondit, avec une prudence et une courtoisie auxquelles Fléchier se plait à rendre hommage, qu'il était désolé de voir l'autorité du roi mise en jeu à cause de lui et qu'il accepterait tout expédient qui satisferait le roi, la Cour et les intérêts de sa charge.

La commission fut soumise à la Cour par le procureur général qui conclut à l'enregistrement, puis se retira : « Deux conseillers opinèrent que la Cour ne devait ni ne pouvait l'enregistrer ; tout le reste supplia le roi de faire recevoir l'arrêt et la commission au Parlement et qu'ils la recevraient après avec joie... M. de

Caumartin, suivant l'usage des jugements, étant obligé de revenir à l'avis le plus doux, revint à celui des derniers ».

Par la faute de ces atermoiements et de tous ces conflits, la fin des grands jours de Clermont arriva en février 1666 sans que le problème ait été résolu.

Avant de quitter les magistrats qui composaient les grands jours, voyons comment ils étaient payés. Une ordonnance de 1376 ordonne qu'ils toucheront leurs gages dans la recette du lieu où la session se tiendra. Les « gens des comptes de Paris avertis d'y pourvoir », préviennent le receveur local en lui communiquant la décision royale et les noms des officiers à payer et lui ordonnent « de faire finance par emprunt ou autrement pour leurs gages et frais de déplacement », enjoignant souvent aux receveurs de la province de participer à ces frais pour des sommes déterminées.

Le roi alloue une indemnité à ces magistrats, à laquelle vient s'ajouter le partage des épices. En 1634, l'allocation est de 25.000 écus; le président touche trente livres par jour, le procureur général vingt-sept, les conseillers vingt. La Cour surveille le paiement des officiers inférieurs et rend même des arrêts pour obtenir le règlement de ses propres gages.

Quelquefois l'indemnité primitive est, au cours de la session, augmentée au profit d'un des officiers, qui est en général le greffier, pour les dépenses supplémentaires que lui causent le transport des dossiers et le paiement de clercs plus nombreux.

En dehors de l'argent que les magistrats recevaient pour leur déplacement, ils percevaient des gages en nature, sous forme du sel que le roi ordonnait au grainetier du grenier à sel de leur livrer, ou de bois fourni sur l'ordre du roi par les maîtres des eaux et forêts.

Quittons maintenant les envoyés du roi pour nous occuper de personnages sans lesquels la justice est impossible à rendre, les avocats et les procureurs.

Au début de chaque session, à partir du xvi^e siècle, nous trouvons un arrêt des Grands Jours ordonnant que certaines personnes qui en ont fait la demande seraient reçues au serment de procureurs auprès desdits Grands Jours. C'était la faculté pour les procureurs locaux d'exercer leur métier auprès de cette juridiction anormale.

Mais une Cour des Grands Jours ne gagnait jamais son siège sans être accompagnée d'une nuée de procureurs et d'avocats assermentés auprès du Parlement dont elle émanait, ce qui

s'explique en partie par le fait que l'édit de convocation enlevait au Parlement toutes les causes d'appel des provinces ressortissant aux Grands Jours. Quand les procureurs des parties ne suivent pas les magistrats, ils se font remplacer par des procureurs du ressort, mais il leur faut obtenir l'assentiment de la Cour.

Parmi les avocats qui plaident aux différentes sessions de Grands Jours nous trouvons les noms célèbres de François Pithou, Etienne Pasquier, Antoine Loysel.

En dehors de ces nombreux personnages, tous revêtus d'un caractère judiciaire, nous voyons prendre place aux séances des Grands Jours des assistants qui n'ont rien à faire avec l'administration de la justice.

Ces personnes ne siègent qu'accidentellement et toujours avec un caractère purement honorifique. Ce sont les princes du sang, les hauts dignitaires laïques ou ecclésiastiques de l'Etat ou de la province, les conseillers des Parlements qui passent par la ville où se tiennent les Grands Jours. Mais il n'y eut jamais de membres de droit comme à l'Echiquier de Normandie et aux Grands Jours seigneuriaux de Champagne, pour ne pas rappeler par la présence des hauts dignitaires de la province son autonomie disparue. Le soin avec lequel la Cour précise les condi-

tions où ces personnages seront admis à siéger indique que ce n'était qu'un acte de courtoisie qui ne leur enlevait rien de la connaissance exclusive des affaires que leur avait confiées le roi.

Cet usage remonte aussi haut que les Grands Jours eux-mêmes ; au ^{xiv}^e siècle, l'évêque de Troyes et les principaux ecclésiastiques du comté y prenaient séance en vertu de lettres du roi, ne leur conférant d'ailleurs aucun autre droit que celui d'être présents.

Aux Grands Jours de Poitiers assistent les évêques de Poitiers, de Luçon et de Maillezaïs ainsi que les abbés de Saint-Loup et de Saint-Nicaise, et les registres mentionnent leur présence aussi bien au conseil qu'aux audiences. En 1583, l'abbé de Clairvaux, dom Lupin le Mire, entre avec les magistrats dans la chambre du plaidoyer, après avoir célébré la messe d'ouverture. Cependant, aux Grands Jours de Languedoc tenus en 1666 par le Parlement de Toulouse, la Cour refuse l'entrée à l'évêque du Puy en qualité d'évêque diocésain, tenant pour nul l'exemple invoqué de l'évêque de Clermont accueilli l'année précédente aux Grands Jours d'Auvergne, sous le prétexte que « l'ordre était contraire au Parlement de Toulouse ».

Parmi les laïques qui assistent aux Grands

Jours dans ces conditions, nous trouvons de nombreux gouverneurs des provinces comprises dans le ressort de la Cour : le sieur de Saint-André, gouverneur du Lyonnais, prend séance aux Grands Jours de Moulins de 1540 au-dessus et du côté des conseillers laïques ; il en est de même aux Grands Jours de Poitiers de 1567, pour le comte du Lude, gouverneur du Poitou en l'absence du prince de Navarre et pour le sire de Lanzaç, lieutenant du Dauphin au gouvernement d'Orléans, Bourges et Touraine, qui, siégeant sous les anciens conseillers, expose les crimes qu'il connaissait et fait le tableau exact de l'état de son gouvernement. Nous rencontrerons de nouveau le comte du Lude à la session de 1579, mais cette fois-ci il prétend avoir « voix et opinion » ; on ne fait pas droit à sa demande, car il n'a fait aucun serment à la Cour et ne se fonde sur nulles lettres ni offices qui lui en ouvrent la porte ; on se borne à lui permettre d'assister aux séances comme en 1567. A Clermont, en 1582, nous trouvons le marquis de Canillac, gouverneur de la haute Auvergne et le sieur de Larochevoucauld de Rendau, gouverneur du bas pays d'Auvergne, qui s'asseyent au-dessus du maître des requêtes, « ainsi qu'il est accoutumé au Parlement ». A la session tenue à Lyon en 1596, assistent le gouverneur du pays de Lyonnais,

qui suit la procession générale à côté du président, et le lieutenant du roi au gouvernement de Lyonnais, M. de Botheron. Aux Grands Jours de Poitiers de 1634, c'est le comte de Parabère, gouverneur du Poitou, qui prend séance, ainsi que le sieur de Saint-Georges, gouverneur de la ville de Poitiers, qui s'assied au-dessus de l'évêque et du premier conseiller.

L'ordonnance de Blois de 1579 fait même un devoir, par son article 206, à tous les gouverneurs et lieutenants-généraux des provinces d'assister aux Grands Jours en personne avec les baillis et sénéchaux et de prêter leur concours à l'exécution des arrêts, mais sans prendre part aux délibérations. Cette disposition ne fut d'ailleurs appliquée qu'une fois, à Troyes, en 1583. Tous ces officiers ne sont admis à entrer à la Cour que s'ils laissent leur épée à la porte, l'épée étant un symbole de force qui ne serait pas à sa place dans le temple du droit.

L'entrée de ces assistants extraordinaires est suivie d'un échange de compliments entre le nouveau venu qui offre ses services à la Cour et proteste de son dévouement, et le président qui se déclare enchanté de le recevoir et l'assure de la bonne volonté de la Cour.

Les plus grands seigneurs ne dédaignaient pas de venir siéger aux Grands Jours. Le comte de

Montpensier, pair de France, seigneur de nombreux fiefs en Poitou, exerça son droit de pair en venant siéger à Poitiers en 1579 à la délégation qu'y envoyait la Cour suprême dont il était membre de droit, et deux conseillers furent envoyés à sa rencontre.

Néanmoins, le roi, jaloux de son autorité, défendait aux princes du sang de siéger parmi les magistrats des Grands Jours dont un jour ils pourraient devenir justiciables par leurs actes.

Il arrive très fréquemment aussi que des membres des Parlements, passant par la ville où se tiennent les grands jours, demandent à y assister pour saluer « cette illustre compagnie ». En 1579 nous rencontrons à Poitiers MM. Jacques Turin et Nicolas Violle, conseillers au Parlement de Paris, M^e Jacques Mauvilins, conseiller au Parlement de Bretagne, M^e de Largebaston, premier président au Parlement de Bordeaux et conseiller d'Etat, qui tous ont séance et voix délibérative et siègent au-dessus des plus anciens conseillers. Aux Grands Jours de Lyon de 1596, assistent M. de Bullion, conseiller au Parlement de Paris, venu à Lyon pour ses affaires, et M. Bavyn, conseiller au Parlement de Toulouse, venu à Lyon pour voir son père, c'est-à-dire quoiqu'ils ne soient revêtus ni l'un ni l'autre d'aucune mission officielle. A Poitiers, en 1634,

les Grands Jours reçurent successivement la visite de MM. de Brillac, Grangier, et Bitault, conseillers au Parlement, qui s'assirent suivant l'ordre de leur réception.

Enfin, à certaines audiences solennelles, il y avait des bancs réservés pour les corps constitués locaux : présidial, corps municipal, délégués des chapitres, de l'Université, et des diverses corporations. Ils n'avaient aucune prérogative et ce n'était qu'un honneur accordé par les Grands Jours.

CHAPITRE III

PÉRIODICITÉ ET DURÉE DES SESSIONS

Les Grands Jours étaient-ils réunis d'une manière périodique ? Rien au contraire n'est plus irrégulier que la succession de leurs différentes sessions.

A la fin du xiv^e siècle, et au début du xv^e, nous avons à Troyes onze sessions en 42 ans, de 1367 à 1409, dont cinq en 12 ans, de 1390 à 1402. Puis nous restons 45 ans sans en rencontrer. Le royaume est à ce moment trop troublé par les désastres de la guerre de Cent ans pour que le roi, exilé de sa capitale, et réfugié à Poitiers, songe à réunir des Grands Jours dans les quelques provinces de son domaine qui ne sont pas tombées sous la domination des Anglais. Nous trouvons quatre sessions en 5 ans, de 1454 à 1459, à la fin de la guerre de Cent ans, pour contribuer au rétablissement de l'ordre public et de l'autorité royale.

Jusqu'au règne de François I^{er}, il ne se tint qu'une session, à Montferrand, en 1481. Mais le règne de ce roi est fertile en Grands Jours : en 22 ans, de 1519 à 1541, il convoqua neuf sessions, dans les provinces les plus diverses. Henri II les assemblea deux fois à trois ans de distance (1547 et 1550).

Mais les troubles provoqués par les guerres de religion et les dissensions enfantées par les querelles religieuses rendirent nécessaires plusieurs députations de magistrats dans les provinces ; des bandes de partisans ruinaient les campagnes, les seigneurs se rendaient coupables de violences et de cruautés, les corps judiciaires permanents étaient absolument impuissants : cinq sessions se tinrent en 29 ans, de 1567 à 1596.

Nous ne trouvons pas de session entre 1596 et 1634, ce que Mathieu Molé, dans ses *Mémoires*, applique en disant que « ceux de la religion prétendue réformée croient avoir des juges, par l'édit de Nantes, qui sont les juges ordinaires des lieux en première instance, et par appel de la Chambre de l'Edit, de sorte que si quelqu'un de la religion prétendue réformée se trouve accusé, il prétendra avoir privilège et exemption de la puissance de tous les autres. »

Le xvii^e siècle ne nous présente que deux dé-

légations du Parlement de Paris, à longs intervalles, en 1634 et 1665. L'année suivante, le Parlement de Toulouse tenait des Grands Jours dans le Languedoc. C'est, ainsi que nous l'avons vu, la dernière assemblée portant le nom de Grands Jours.

Plusieurs fois néanmoins les rois ont essayé de rendre périodique cette juridiction extraordinaire. Dans l'édit réunissant les Grands Jours à Poitiers en 1454, Charles VII déclare qu'une session de Grands Jours se tiendra chaque année dans cette ville. Ses successeurs essaient d'établir l'usage de sessions annuelles dans une ville du ressort de chaque Parlement. Mais cette tentative resta toujours vaine, malgré l'appui que lui donnaient par leurs vœux les Etats Généraux.

En 1498, Louis XII, à la suite d'une assemblée de notables, rend une ordonnance, dont il a déjà été parlé, sur la réforme de la justice. Dans ses articles 72, pour le Parlement de Paris, et 73 pour les Parlements de Toulouse et de Bordeaux, elle prévoit des sessions d'an en an pour le premier et de deux en deux ans pour les seconds « pour le désir que nous avons de rendre justice à chacun et mettre nos sujets hors de procès, et eu égard à la grande multitude de procès qui sont de présent en nos cours souveraines. »

Mais ces bonnes intentions restent lettre morte, l'ordonnance de Moulins de 1563 les rappelle sans plus d'efficacité. L'ordonnance de Blois de 1579 prévoit des Grands Jours annuels dans les provinces les plus éloignées de chaque Parlement suivant la distribution qui en sera faite par le roi. En 1629, Louis XIII rappelle encore cette disposition et se réserve de l'appliquer le cas échéant.

En fait donc la plus grande irrégularité régnait dans la succession des Grands Jours. Il en résultait des inconvénients extrêmement graves. Les criminels qui une première fois avait échappé à la sévérité des Grands Jours étaient rendus plus audacieux que jamais puisque leurs victimes ne pouvaient plus compter sur la protection de cette juridiction avant une époque impossible à prévoir ; de sorte qu'au lieu d'enrayer le mal, cette institution ne faisait parfois que l'aggraver. C'est ainsi qu'en 1634 le baron des Francs, accusé de nombreux forfaits, se réfugia dans l'église de St-Savin-sur-Gartempe qu'il transforma en forteresse pour échapper au châtimement ; il fut arrêté, mais une haute intervention s'étant produite à son profit, il fut sauvé de la peine qu'il méritait cent fois, et n'attendit que le départ de la Cour pour reprendre le cours de ses sinistres exploits, qui plus que jamais demeurèrent impunis.

D'autre part, les longs intervalles qui séparaient les sessions rendaient beaucoup moins efficace le contrôle que les délégués du Parlement exerçaient sur les officiers locaux. « Il faudrait dit Omer Talon, promettre et assurer la tenue des Grands Jours tous les huit ou dix ans ; cette appréhension est capable de retenir la noblesse et les officiers dans le devoir. »

Combien de temps durait chaque session ? Sa durée était fixée par l'édit de convocation ; elle était extrêmement variable. Nous trouvons des sessions convoquées pour six semaines, comme celle de Poitiers de 1519 (du 12 septembre au 31 octobre), d'autre pour 5 mois, comme celle de Poitiers de 1634 (du 1^{er} juillet au 1^{er} décembre). La moyenne est en général de deux mois, septembre et octobre. Boyer, dans son « Stile », nous dit que les Grands Jours commencent ordinairement le lendemain de la Nativité de Notre-Dame, qui est le 8 septembre, et finissent le lendemain de la St-Martin d'hiver, c'est-à-dire le 12 novembre.

En tous cas les sessions ont toujours lieu pendant les vacances du Parlement pour ne pas interrompre ses travaux.

Il y eut au sujet de la durée des Grands Jours un dissentiment entre le garde des sceaux et le Parlement à l'occasion d'une session de Grands

Jours que le roi avait décidé de faire tenir à Poitiers en 1627 et qui n'eut pas lieu. Le 21 juillet 1627, le garde des sceaux de Marillac envoya à Mathieu Molé, alors procureur général, qui devint en 1641 Premier Président, puis garde des sceaux lui-même, la commission pour les Grands Jours. Elle ne différait des précédentes que par la durée de six mois que le roi leur imposait « pour en tirer quelque utilité à la punition des crimes et établissement de la justice en des quartiers où il en est grand besoin et auxquels un remède de peu de séjour ferait peu d'effet ». Le lendemain, Molé répond qu'il a reçu les lettres patentes et proteste sur la longueur de la session, qui est inaccoutumée ; « pour ce qu'étant une cour souveraine représentant le Parlement, il n'y a pas d'apparence que, le Parlement étant ouvert et les sujets du roi qui sont du ressort pouvant y venir demander justice, on n'ait pas la puissance de la leur rendre, trois mois durant, si d'une cause évoquée ont fait plainte. » Si, après trois mois écoulés, les affaires à juger sont encore nombreuses, le roi enverra une prolongation, comme il l'a fait déjà plusieurs fois. De cette façon, le Parlement n'aura plus à craindre que la longueur inusitée de la session ne soit un acheminement à la création d'un nouveau Parlement. Le 25 juillet, M. de Marillac répond que

la durée de la session a été fixée par le roi de son propre mouvement, en considération des désordres des provinces éloignées, « dont la séance du Parlement de Paris n'avance pas la poursuite, et la punition ; c'est ce qui rend la séance obligée à quelque séjour, afin que l'espérance de sa cessation quasi aussi prompte que la connaissance de son entrée, ne fortifie pas les esprits qui la craignent en la confiance de la pouvoir éviter. » Néanmoins la commission est réduite à trois mois. Cette décision n'eut pas à être appliquée en 1627 puisque la session n'eut pas lieu, mais le roi, poursuivant son idée d'allonger la durée des Grands Jours, fit séjourner à Poitiers ceux de 1634 pendant cinq mois.

Il arrive souvent que la durée primitivement assignée à une session est trop courte pour expédier des affaires qui y sont portées. Dans ce cas, le roi envoie aux Grands Jours une prolongation dont la longueur est également variable et oscille entre un et deux mois. Quelquefois elle est indéterminée, ainsi qu'on le voit dans des lettres de cachet adressées en 1634 aux Grands Jours de Poitiers, les avertissant que leur « séance et juridiction » est prolongée jusqu'à nouvelle décision par lettres patentes en forme de commission.

La prolongation est en général accompagnée

de lettres missives où le roi recommande à la Cour la plus grande diligence pour expédier le plus d'affaires possible. Si, à la fin de la session ainsi prolongée, la Cour voit qu'un grand nombre d'affaires n'ont pas été appelées, elle décide de renvoyer au Parlement, en leur état, toutes les causes introduites devant elle et qui n'ont pu être terminées.

Parfois les Grands Jours sont mécontents de la prolongation décrétée par le roi. En 1582, la session tenue à Clermont « supplie très humblement le roi de licencier la compagnie à la fin de novembre, terme de la première commission » et le roi réalise ce désir. En 1596, aux Grands Jours de Lyon, ce fut plus grave : ayant reçu des lettres de prolongation jusqu'au 25 décembre, la Cour, dans plusieurs séances et malgré la réitération des ordres du roi, décida de ne siéger que jusqu'au 30 novembre, invoquant plusieurs raisons : les lettres de prolongation n'avaient pas été vérifiées au Parlement et « ce serait une dangereuse ouverture » d'exécuter des lettres de continuation non vérifiées ; les affaires pressées pouvaient être expédiées avant le 30 novembre, date passée laquelle les avocats et procureurs seraient plus difficilement retenus attendu qu'ils avaient déjà été licenciés pour ce jour. Enfin il valait mieux ne pas atten-

dre les incommodités de l'hiver. Le roi fut contraint de céder devant cette décision inébranlable qui lui fut notifié sur le ton le plus respectueux : « nous vous supplions d'avoir pour agréable qu'ayant mis heureuse fin à ce qui nous pouvait retenir ici nous ne changions la délibération prise d'en partir demain pour retourner faire nos charges ordinaires à Paris et vous y continuer le très humble et fidèle service que nous vous devons ».

Quoiqu'en disent Messieurs des Grands Jours de Lyon, la commission prorogeant les sessions n'a pas besoin d'être enregistrée au Parlement, parce qu'elle n'innove rien de grave aux conditions du premier établissement et parce que nous avons de nombreux exemples de décisions royales de ce genre adressées directement aux Grands Jours qui en envoyaient un duplicata au Parlement. Le procureur général se borne à écrire au chancelier pour le prier de faire enregistrer la prorogation au Parlement, pour plusieurs raisons : les registres du Parlement montrent que cela s'est toujours passé ainsi et il n'y a d'ailleurs pas de raison d'agir autrement en ce cas que lorsqu'il s'agit de commissions ; d'autant plus que cet enregistrement ne causera aucun retard à la marche de la justice, puisqu'il est fait immédiatement.

.

Enfin, si le Parlement n'était pas prévenu de la prolongation, il pourrait, rentrant dans le droit commun, recevoir les appels des juridictions ordinaires comprises dans l'étendue du ressort des Grands Jours.

Quelquefois, mais beaucoup plus rarement, se produit un phénomène inverse ; au lieu d'être prolongée, la session est écourtée. Il en est ainsi quand un événement fortuit se présente et il faut alors céder à une force majeure. La peste, qui faisait encore au xvi^e siècle de trop fréquents ravages en France, force les magistrats venus tenir les Grands Jours à Poitiers en 1531 à abandonner leur poste, par suite de l'insalubrité de la ville, avant la fin de leur commission. En 1567, ce sont les troubles religieux qui chassent de Poitiers la Cour des Grands Jours, sur sa demande et avec l'assentiment du roi, qui approuve toutes les mesures prises par elle pour sa sécurité et envoie des ordres aux gouverneurs des provinces qu'elle traversera pour la protéger. Pour la même raison, les Grands Jours de 1579 quittent Poitiers le 19 décembre alors qu'ils ont été prorogés jusqu'au 24.

Parfois la Cour réclame la faveur de se dissoudre avant l'expiration de sa commission. En 1634, M. Talon, ayant été rappelé à Paris

par le garde des sceaux, fut chargé par le président d'exposer à celui-ci que l'incertitude de la fin de la commission et les modifications que les lettres de prolongation avaient apportées à ses pouvoirs avaient fait partir tous les avocats et procureurs et que le séjour de la Cour à Poitiers semblait désormais inutile, car elle était « déchuë de la dignité et splendeur en laquelle elle avait été conservée jusqu'à présent » et de supplier le roi de la rappeler le plus tôt possible, ce que celui-ci se garda de faire.

Fréquemment, quand les Grands Jours arrivent à la fin de leur session, le roi donne des ordres aux gouverneurs des provinces et aux municipalités des villes que les magistrats doivent traverser pour rentrer à Paris, pour les faire accompagner par une escorte imposante. Le roi avertit la Cour de ces précautions et la prie en même temps de renouveler avant son départ la publication des arrêts qu'il tient le plus à voir exécuter, « d'en laisser si bons réglemens aux officiers des lieux que la sémence de vos peines ne soit pas infructueuse » et d'organiser les juridictions locales de façon que la justice y soit désormais rendue avec diligence, intégrité et égalité, « à l'imitation des Grands Jours ».

La Cour rend de son côté un arrêt ordonnant

aux gouverneurs et aux municipalités de laisser passer librement et au besoin séjourner « toutes les tonnes, habits, coffres, malles, papiers, registres et autres bagages de la Cour » sans que ceux qui les conduisent aient à payer aucun droit.

CHAPITRE IV

RESSORT DES GRANDS JOURS

Quelle était, pour les Cours de Grands Jours, la compétence *ratione loci*?

Elle était fixée, dans les premiers temps où fonctionna cette institution, de toute autre manière qu'à partir du milieu du xv^e siècle et aux siècles suivants.

Quand les prédécesseurs de Charles VII convoquaient les Grands Jours, qui d'ailleurs présentaient alors une certaine périodicité, ils ne déterminaient pas leur ressort. A cette époque, pour les Grands Jours de Troyes, le roi envoyait un ordre aux baillis de Champagne et de Brie pour qu'ils publiassent dans leur juridiction, à Troyes, Melun, Vitry et Chaumont, les Grands Jours qui allaient se tenir dans la première de ces villes. Ce sont ces baillages que l'on peut considérer comme formant le ressort des Grands

Jours, puisque nulle part nous ne trouvons trace d'une attribution différente de juridiction ; son étendue était ainsi fixée d'avance, ne variait pas avec chaque session nouvelle et ne s'augmentait pas au cours d'une session.

À partir de 1454 au contraire, l'ordonnance décidant la réunion des Grands Jours fixe en même temps leur ressort, en énumérant les provinces, les comtés, les baillages et les sénéchaussés dont ils pourront juger les affaires. D'une manière générale, on peut dire que le ressort d'une session de Grands Jours comprend un certain nombre de provinces prises dans l'étendue du ressort du Parlement où sont choisis les magistrats qui la tiennent. Ce ressort est plus ou moins étendu selon les sessions, mais, à part quelques exceptions que nous signalerons, ne sort pas du ressort supérieur de la cour souveraine d'où elles émanent. Il ne fixe d'ailleurs que le pouvoir pour la Cour de juger, car en général celle-ci a la permission de poursuivre hors de son ressort et de capturer les criminels qu'elle a condamnés, sans que les officiers locaux aient à intervenir, car il s'agit alors d'un coupable, non d'un accusé, et il ne doit trouver nul asile.

Si en fait les différentes sessions qui se sont tenues dans une même ville, au cours des xv^e,

xvi^e et xvii^e siècles, ont vu leur juridiction s'étendre à peu près sur les mêmes territoires, il n'en est pas moins vrai que rarement elles ont eu un ressort identique. En général, celui-ci va en s'augmentant au cours des siècles ; si au xiv^e siècle les Grands Jours de Champagne comprenaient les baillages dont nous parlions plus haut, nous les voyons en 1535 prendre une énorme extension, allant de la Thiérache au Morvan et au Gâtinais, et de l'Orléanais au Barrois ; en 1583 ils embrassent les pays compris entre Calais et Mâcon, entre la Champagne et le Bourbonnais.

Les circonscriptions sont fixées selon les besoins du moment. Il arrive fréquemment qu'une même province est comprise dans la juridiction de délégations du Parlement siégeant dans des villes différentes. Ainsi le Poitou, la Touraine, l'Anjou, le Maine, la haute et la basse Marche, le baillage de La Rochelle, l'Angoumois, le Lodunois, sont compris par l'édit de convocation dans le ressort des Grands Jours, qu'ils se tiennent à Poitiers, à Tours ou à Angers ; de même la haute et la basse Auvergne, le Bourbonnais, le Forez, le Beaujolais, le Nivernais, le Lyonnais, les baillages de Monfermand et de Saint-Pierre-le-Moutier, la haute et la basse Marche, le Mâconnais, sont visés par les

ordonnances assemblant les Grands Jours à Montferrand, à Riom ou à Moulins.

De même que le roi, s'il juge insuffisant le temps accordé à ses commissaires pour expédier toutes les affaires, recule les délais primitivement fixés, de même, s'il estime que le ressort déterminé à première vue est trop restreint, il l'étend au moyen de nouvelles lettres patentes, pour y ajouter soit plusieurs provinces, comme le Limousin et le Périgord furent attribués aux Grands Jours de Poitiers en 1634, soit un simple baillage, comme celui de Gien fut octroyé aux Grands Jours de Moulins de 1540.

Quand la Cour reçoit de telles lettres, elle les enregistre sans que le Parlement intervienne en général, bien qu'il y ait là une innovation indiscutable au premier établissement des Grands Jours qui a été enregistré par le Parlement, car ceux-ci sont en droit d'enregistrer toutes les déclarations qui les regardent; elle les fait publier, puis en envoie copie aux baillages intéressés pour qu'elles y soient lues et exécutées et ordonne aux substituts du procureur général de lui rendre compte de leurs diligences dans un délai assez court.

Souvent il arrive que l'attribution aux Grands Jours d'une compétence plus étendue *ratione loci*, donne lieu à des protestations de leur part.

Lorsqu'en 1579, le duché de Berry et le pays de Combrailles furent ajoutés au ressort des Grands Jours de Poitiers, ils ne voulurent accepter cette extension que pour le criminel. Il y eut même aux Grands Jours de Lyon de 1596 un incident plus grave à ce sujet; le roi avait attribué à la Cour la connaissance de tous les crimes commis dans le Vézélais, le Vivarais, le Gévaudan et les Cévennes, en interdisant au Parlement de Toulouse de s'occuper de leur répression tant que les Grands Jours siègeraient à Lyon. La Cour répondit au roi que, quoique très honorée de cette extension de sa juridiction, elle se voyait forcée de la refuser, les pays visés étant du ressort du Parlement de Toulouse, dont elle ne voulait pas s'attirer la jalousie, et désirant de plus ne pas prolonger son séjour à Lyon, ce qui serait indispensable à cause du temps nécessaire pour porter les lettres du roi à la connaissance des intéressés, pour donner les instructions nécessaires aux magistrats locaux, pour capturer les criminels et pour instruire leur procès, et serait d'ailleurs inutile, car les deux mois de prolongation accordés par le roi étaient trop courts, et les avocats et procureurs avaient déjà été licenciés. La Cour se retira donc comme elle l'avait primitivement arrêté.

Parfois le désaccord au sujet du ressort des

Grands Jours commence entre le Parlement et le roi au moment où celui-ci le fixe par son édit. Il en fut ainsi en 1627, à l'époque où Louis XIII avait décidé de faire siéger les Grands Jours à Poitiers, sans que cette session ait eu lieu. Dans les lettres patentes portant établissement de cette cour, dont nous avons déjà parlé à propos de la durée de sa commission, le roi lui attribuait la juridiction sur des lieux qui se trouvaient en dehors du ressort du Parlement de Paris, tels que la Saintonge, le Limousin et le Périgord qui appartenaient au Parlement de Bordeaux. Le procureur général Molé transmet au garde des sceaux de Marillac les protestations du Parlement au sujet de cette attribution abusive de juridiction ; le garde des sceaux répondit en invoquant l'exemple des précédents Grands Jours, tenus à Lyon en 1596, à qui on avait attribué des provinces situées dans le ressort du Parlement de Toulouse ; mais « sachant que le roi aura fort agréable que j'aie suivi votre avis, ajoute M. de Marillac, sachant l'affection sincère que vous avez à son service, je trouve bon de ne point comprendre pour le commencement dans la commission les provinces hors le ressort ».

Ce n'est pas seulement avec ses magistrats que le roi entre en conflit à propos du ressort

des Grands Jours. La session tenue à Troyes en 1583 nous offre un curieux exemple d'une discussion d'un autre genre. « Son Altesse de Lorraine » ayant appris par ses représentants en France que pour punir les crimes commis en Champagne, le roi avait ordonné que des Grands Jours vinssent siéger dans cette province et qu'il comprenait dans leur juridiction le baillage de Bar, ordonnant aux officiers de ce baillage de venir à Troyes rendre compte de leur charge, commanda à ses serviteurs de « remonter au garde des sceaux de France et au besoin au roi que ces poursuites étaient une entreprise manifeste contre ses droits et autorité dont elle a joui de tout temps et nommément contre la teneur des traités et transactions passés et accordés sous la foi publique entre le feu roi Charles et Son Altesse en 1571 et confirmés par le roi actuel par ses lettres du 8 août 1575. » Suivant ces instructions, « le bon commis de la Nionnière » alla trouver à Gaillon « la Majesté de la Reine-Mère » pour obtenir du roi des lettres donnant satisfaction à son maître ; mais le roi, sans conseillers autour de lui, renvoya la difficulté au Conseil d'Etat à Paris. Comme ce retard était préjudiciable aux droits de Son Altesse, les sieurs de Bimont et François Bardin, ses représentants, eurent quelques conférences amiables avec les gens du roi,

qui firent droit à leur requête. Mais le roi fut d'un avis contraire : il fit enregistrer au Parlement une commission où il comprenait dans le ressort des Grands Jours le baillage de Bar, dont le procureur général mandait à Troyes les officiers comme s'ils étaient officiers royaux. Le duc de Lorraine renvoya aussitôt Bardin en France « à la suite des Grands Jours pour continuer à faire des remontrances, obvier aux entreprises brassées contre ses droits et autorité, poursuivre la vidange et jugement de plusieurs causes d'appel où Son Altesse est partie demanderesse ou défenderesse et remédier à ce qui pourrait de nouveau subvenir de préjudiciable aux affaires de son état ». Devant les Grands Jours, Bardin expliqua que le baillage de Bar ne dépendait pas absolument du baillage de Sens et ne devait pas être traité comme lui, car « il en était distrait pour l'arrière-ban, la convocation d'Etats, l'établissement de coutumes et stiles judiciaires » et les causes supérieures à 500 francs ; il exposa que les officiers de Bar ne reconnaissaient la Cour que pour les causes d'appel, que la punition de leurs malversations, s'il y avait lieu, appartiendrait à son Altesse et non au roi, qu'ils n'avaient jamais été appelés aux précédentes sessions tenues à Troyes et que depuis il était intervenu entre eux un traité por-

tant que les sujets de son Altesse ne pourraient être distraits de leur juridiction en première instance. La Cour répondit que « la justice serait observée de façon que Son Altesse n'aurait pas lieu d'être mécontentée. » Comme les officiers de Bar ne comparaissaient pas, la Cour ordonna des poursuites contre eux. Aussitôt Son Altesse envoya à Paris deux de ses conseillers pour se plaindre au roi de ce qu'on eût ordonné aux officiers de Bar de venir aux Grands Jours rendre compte de leur charge et qu'on leur eût envoyé des ordonnances de ceux-ci pour les faire publier. Le roi écrivit à la Cour pour avoir son avis et lui enjoignit de surseoir aux poursuites jusqu'à ce qu'il eût statué; la Cour répondit que les principes du droit français voulaient qu'on appelât aux Grands Jours tous les juges d'appel pour la sincérité de leurs jugements et conclut que les juges de Bar devaient comparaître devant elle, « car ils étaient répréhensibles et leur stile et procédure étaient blâmables. » Enfin, à la dernière séance de la session, l'avocat général, à huis-clos, obtint défaut contre les officiers non comparants au mépris des usages et des lettres royales, sans entendre aucun représentant du duc de Lorraine, malgré les protestations de Bardin auprès du président.

Si nous nous sommes aussi longuement éten-

dus sur cette discussion, c'est afin de montrer comment, encore à la fin du xvi^e siècle, la royauté ne perdait aucune occasion d'infiltrer partout son autorité, profitant des circonstances les plus insignifiantes en apparence, et d'en étendre les ramifications dans les branches les moins importantes de l'administration du royaume. Et cela toujours lentement, doucement, sans rien brusquer, par les voies légales, mais fermement et sûrement.

CHAPITRE V

CÉRÉMONIAL DE LA COUR. — RESPECT QUELLE INSPIRE.
FÊTES LOCALES.

Les registres des Grands Jours nous montrent à chaque page de quel respect on entourait cette juridiction extraordinaire : elle recevait tous les honneurs qui étaient dus à la délégation du pouvoir souverain. Toutes les relations que nous possédons, qu'elles émanent de Dongois ou de Fléchier, nous font assister aux cérémonies pompeuses qui accompagnent toujours l'arrivée des magistrats dans la ville où le roi leur a ordonné de siéger.

Avant d'arriver à Troyes pour la session de 1583, les magistrats des Grands Jours se rendirent au château de Saint Lyé où l'évêque de Troyes, Monseigneur de Beaufremont, leur donna à dîner. A leur entrée en ville, ils furent reçus et harangues par le président du présidial, le lieutenant général du baillage, le grand

bailli et gouverneur de Troyes, le maire avec ses échevins, le lieutenant général du gouvernement de Troyes, et on les conduisit en grande pompe dans les plus belles maisons de la ville, celles des chanoines de Saint-Pierre et Saint-Etienne.

Pour les Grands Jours de Poitiers de 1634, les conseillers s'étaient arrêtés à Châtellerault; c'est dans cette ville que vinrent les saluer les députés du présidial, du chapitre de la cathédrale et de la ville de Poitiers, ainsi que les représentants de l'évêque de Poitiers, du comte de Parabère, gouverneur du Poitou et de M. de Saint-Georges, gouverneur de la ville de Poitiers, « pour faire offre à la Cour de tout service, obéissance et savoir ». Les magistrats, pour gagner Poitiers, eurent une escorte d'archers sous les ordres des prévôts des maréchaux de Châtellerault, Thouars, Saumur, etc..., à la rencontre desquels vint avec ses archers en grand uniforme, le prévôt provincial du Poitou qui descendit de cheval pour saluer la Cour, « protestant exécuter tous ses commandements ». Puis arriva le gouverneur de Poitiers, avec plus de cent vingt gentilshommes à cheval, qui descendirent de leur monture à la rencontre du président sorti de son carrosse, pour saluer la Cour et l'assurer de leur dévouement. Puis ce

fut le tour de M. de la Narbonnière, trésorier de France en Poitou, alors maire de Poitiers, suivi de douze trompettes aux casques blanches et rouges et d'une cinquantaine de notables, bourgeois et échevins, qui supplièrent le président de leur conserver leurs privilèges. Puis vinrent au-devant de la Cour les officiers de l'élection, ceux du présidial, le lieutenant général, le lieutenant criminel, le lieutenant assesseur civil et criminel, les gens du roi, le recteur « avec plusieurs suppôts de l'Université », qui fit sa harangue en latin et à qui le président répondit en latin.

Tous ces personnages accompagnèrent les magistrats jusqu'à la demeure du président, qui logeait chez le lieutenant criminel, où vinrent le saluer, après le dîner, l'évêque de Poitiers avec sa suite, le gouverneur de la ville, le maire, les officiers du présidial, les chanoines et chapitres de plusieurs paroisses et communautés, qui tous firent leurs offres de service dont le président les remercia au nom de toute la compagnie.

Fléchier nous rapporte qu'à l'arrivée des magistrats des Grands Jours à Clermont en 1665, tout le peuple de Clermont et de Montferrand était sur leur passage « pour voir les magistrats qui leur apportaient la justice ». On juge en effet

de l'attrait qu'exerçait cette entrée solennelle sur le peuple, toujours amateur de ces sortes de spectacles, si on songe que ces magistrats étaient les membres de ce Parlement de Paris qui venait de tant faire parler de lui pendant la Fronde en résistant au pouvoir royal, et que cette marque d'indépendance était d'un bon augure pour ces malheureux paysans vivant depuis de longues années sous le régime de l'oppression et de la terreur. Les corps constitués étaient assemblés sur la route que suivait la Cour, qu'ils saluaient de nombreuses harangues « remplies de comparaisons tirées du soleil et de la lune, des grands et des petits jours, les premiers propres aux grandes entreprises par leur durée et leur sérénité, les seconds favorables aux mauvais desseins, à cause des ténèbres ». Ces harangues continuèrent en ville, de la part de gens « qui ne voulurent rien perdre de leurs études passées et qui prétendirent se mettre en réputation par une ostentation fort ennuyeuse de leur méchante éloquence ». Le lendemain, le défilé des notabilités locales continua ; ce furent les officiers des justices voisines « venus s'humilier devant celle de Paris » ; ce furent des « religieux de différentes couleurs, qui venaient en corps citer Saint-Paul et Saint-Augustin, comparer les Grands Jours au juge-

ment universel, et faire voir que Saint-Ambroise avait prophétisé, ce qui se passait présentement en Auvergne ». Puis « toutes les dames de la ville vinrent pour rendre leurs respects à nos dames, non successivement, mais en troupe, car elles n'étaient pas habituées aux cérémonies de la Cour et se rassuraient ainsi entre elles ». Les mêmes cérémonies avaient lieu lors de l'arrivée d'un président envoyé aux Grands Jours en cours de session : quand le président Simon Foison arriva à Troyes en 1391, il fut reçu par l'évêque, le bailli et tous les seigneurs venus pour les Grands Jours avec une suite des principaux chevaliers et conduit en grande pompe, au son des cloches, jusqu'à sa demeure.

Les habitants de la province offrent des présents en signe de déférence et de courtoisie, « pipes de vin, pots d'hypocras et tourtes d'une livre ». En 1634, la ville envoie des confitures à la femme du président Séguier, à celle de l'avocat général Omer Talon et à chaque femme de conseiller.

La session commençait trois ou quatre jours après l'arrivée des magistrats, pour leur laisser le temps de se reposer, permettre d'achever les travaux d'installation de la salle des séances, en général non terminés, et de pousser encore plus

activement la poursuite des instructions judiciaires et l'arrestation des prévenus. Elle s'ouvrait toujours par la messe du Saint-Esprit célébrée en général par l'évêque et appelée « messe rouge parce que les conseillers y assistaient en robes rouges, où messe des révérences, parce qu'ils allaient à l'offrande en faisant des révérences de tous côtés ». Ils s'y rendaient selon leur rang, le président d'abord, puis le maître des requêtes, puis les conseillers deux par deux selon leur ancienneté, suivis des principaux officiers locaux. Les magistrats se réunissaient au palais de justice, d'où ils partaient pour la cathédrale pour assister à cette messe solennelle, en robes rouges, manteaux et chaperons fourrés d'hermine. Cette ouverture solennelle était de tous points semblables à celle du Parlement, sauf un détail signalé par Dongois : on ne donne pas d'argent à l'offrande, « parce qu'à Paris, Messieurs n'y donnent qu'un sou, ce qui eût paru étrange à Clermont ».

Après la messe, les magistrats retournent au Palais, accompagnés par l'évêque qui prend séance avec eux, et échange des compliments avec la Cour. L'audience s'ouvre par la lecture des lettres patentes de commission et autres pièces officielles, suivie des discours de l'avocat du roi et du président, et de la réception du ser-

ment des avocats et procureurs. Nous possédons quelques-uns de ces discours d'ouverture ; il expose en général les motifs de la tenue des Grands Jours, les devoirs des avocats et des officiers de justice, chantent les louanges du roi qui, selon l'expression de M. Talon en 1665, « loin de se cacher dans le voile mystérieux de son palais en affectant de se mettre au rang des dieux qui cachent leurs défauts par la retraite, n'a pas de raison de dissimuler ses actions, toutes grandes et éclatantes et rend la justice à tous », et n'oublie pas de vanter les vertus et les mérites de la Cour elle-même, menaçant tous les coupables de ses foudres et assurant tous les opprimés de sa protection. Tel est le fond de ces discours, plus ou moins éloquents selon le talent de celui qui les prononce.

La Cour participe à toutes les solennités qui ont lieu dans la ville ; elle fait partie des processions, et on la consulte sur leur date et leur itinéraire. C'est ainsi qu'aux Grands Jours de Troyes de 1583, le doyen de St-Etienne, grand vicaire de Troyes, lui demande son avis sur l'opportunité d'une procession pour implorer l'aide de Dieu au sujet de la peste qui sévissait alors dans la ville ; « sans l'avis de ladite Cour, il ne voudrait en ordonner aucune », et la Cour répond qu'elle préfère attendre « que la lune soit plus

avancée. » Deux mois plus tard, le doyen lui demande à nouveau d'ordonner une procession générale « pour rendre grâce à Dieu du bon et heureux succès advenu par la grande diligence de la Cour ». Les sessions se terminent toujours par une cérémonie religieuse, où les magistrats se rendent en corps pour rendre grâces à Dieu.

Le respect dont étaient entourés les magistrats des Grands Jours ne se manifestait pas seulement par la pompe dont on entourait leur réception. Les plus hauts personnages du royaume leur témoignaient les plus grands égards. C'est ainsi qu'en 1481, à leur départ de Riom pour Montferrand, les conseillers du Parlement rencontrèrent le comte de Montpensier, prince du sang, qui, malgré ses 80 ans, venait avec le baron de Montréal, gouverneur de la province, les comtes d'Allez et d'Auvergne, et toute la noblesse du pays, saluer cette illustre compagnie. En 1539, le prince de La Roche-sur-Yon écrit aux magistrats des Grands Jours d'Angers pour « s'excuser de ce qu'il n'avait pas été leur faire la révérence, à cause du commandement à lui fait par le roi d'assister à son entrevue avec la reine de Hongrie. » Aux Grands Jours de Poitiers de 1579, le duc de Montpensier, pair de France, écrit à deux reprises à la Cour, la première fois pour déplorer qu'elle ne soit pas pas-

sée par son château et l'inviter à s'y arrêter à son retour, espérant la visiter d'ici là et ajoutant que si elle a besoin de son assistance, elle « en fasse état comme de celui sur qui elle a puissance et qui sera toujours disposé d'obéir à la volonté de Sa Majesté et de sa Cour de Parlement » ; la deuxième fois, pour s'excuser de n'être pas allé saluer la Cour par suite d'un rhume, et offrir de hasarder le peu de santé qui lui reste plutôt que de défaillir à son devoir. Ces deux lettres sont signées : « Votre obéissant et affectionné meilleur ami, Louis de Bourbon ». Le 1^{er} décembre, il se présente à la Cour, qui envoie deux conseillers pour le recevoir et lui déclare « qu'il a toute sa vie honoré et estimé et eu en grande recommandation la justice par laquelle les rois règnent, les princes et les peuples sont maintenus en paix, et qu'il eût été bien marri faillir à son devoir de venir saluer cette si notable compagnie, qu'il savait avoir administré la justice en toute intégrité et sincérité et dont il témoignera partout, d'autant que la conservation d'icelle appartient spécialement aux princes du sang dont il a cet honneur d'être et descendre de la huitième génération du roi St-Louis ; qu'il est venu assurer la Cour qu'en tous endroits qu'elle connaîtra sa puissance, force et biens, pouvoir servir à l'exécution des arrêts d'icelle, il s'y emploiera de

tous les biens que Dieu lui a donnés voire jusqu'à sa propre vie. Partant a supplié la Cour de continuer et aviser en quoi elle aura besoin de son aide pour s'y employer de bien bon cœur. » Le président remercie chaleureusement le duc de Montpensier de la peine qu'il a prise de visiter la Cour « avec beaucoup d'incommodité, tant par l'inclémence du temps qu'indisposition de sa personne. » Le duc de Montpensier s'inclinait ainsi devant la Cour comme seigneur féodal, et celle-ci lui rendait des honneurs en sa qualité de prince du sang. Au cours de la session, le prince de Condé envoie un de ses secrétaires qu'il charge d'assurer la Cour « que comme prince du sang et l'une des colonnes de cet état, il doit toute assistance et mainforte à la justice que ladite cour exerce en ce lieu souverainement, qu'il obéira bien volontiers à ce qu'elle voudra requérir pour l'exécution de ses ordonnances et arrêts, ne désirant rien tant que voir la justice fleurir. En ce qui regarde le particulier de chacun des sieurs président et conseillers de cette Cour, il les prie de croire qu'il leur sera toujours et de très bon cœur tout plaisir, saveur et courtoisie aux occasions qui se présenteront. Et d'autant qu'il est venu à ses oreilles qu'aucuns prévenus se sont retirés à sa suite pour éviter la punition de leurs crimes, prie le seigneur prince cette compagnie

de n'estimer qu'il le voulut souffrir, car plutôt s'il en savait aucuns les ferait appréhender et amener en ce lieu. » Les lettres remises au messager sont signées : « Votre humble et affectionné ami Henri de Bourbon. » Si les princes du sang voulait ainsi éviter tout soupçon, quelle terreur devait régner sur des personnages moins considérables ! Enfin, à la fin de cette même session, Monseigneur Geoffroy de St-Belin, évêque de Poitiers, vient de la part du clergé prendre congé de la Cour et « lui rendre grâce de sa bonne et sainte administration de la justice qu'elle avait indifféremment rendue à toutes sortes de personnes, même audit clergé ; pour tous ses bienfaits il et ceux de son clergé feront prières continuelles à Dieu pour la santé et prospérité de la compagnie. »

En dehors de ces manifestations tout à fait désintéressées de respect et de dévouement, les grands seigneurs s'adressaient aussi à la Cour pour leur recommander quelque protégé inquiété par elle ou simplement lui demander justice, comme le fit à Clermont en 1582 l'évêque de St-Flour qui se plaignait que ses ouailles lui fissent « tant d'indignités qu'impossible est de plus » ; le roi et la reine recommandent sa cause à la Cour pour l'expédier avec justice et promptitude. En 1579, M. duc d'Alençon, frère du

roi, recommande aux Grands Jours de Poitiers le sieur André de Beauvau son chambellan, accusé du meurtre d'un recors et d'un sergent, de levées illégales de deniers, etc..., et il signe la lettre où il cherche à l'excuser et demande son acquittement : « Votre bien bon ami, François. » La Cour n'en tint d'ailleurs aucun compte et fit exécuter le criminel. La recommandation d'Henri de Bourbon, prince de Condé, n'empêcha pas de même le sieur de Ribérolles d'être condamné et canonné dans la maison où il était assiégé. Les Grands Jours tenus à Clermont en 1582 reçoivent une lettre de la reine de Navarre, femme de Henri III, où elle prie la cour de hâter la procédure entreprise par le sieur de la Porte, qui lui a été recommandé, contre les meurtriers de son fils et l'exécution de l'arrêt qui les condamne si justement ; cette lettre est signée : « Votre bonne amie, Marguerite. »

La considération qui accompagne toujours les magistrats des Grands Jours se retrouve jusque dans les félicitations et les encouragements qui leur sont adressés par le roi ou par de puissants personnages. A la session tenue à Poitiers en 1579, le lieutenant général de La Rochelle, présente à la Cour des lettres closes de la municipalité de cette ville, exprimant « le grand plaisir qu'elle ressent à l'annonce des Grands Jours et

le chargeant de baiser les mains des magistrats pour leur témoigner le contentement qu'ils en attendent avec tous les gens de bien. » Plusieurs fois au cours de cette session, le roi exprime son contentement pour la diligence de la Cour, et son espoir que sa dextérité viendra à bout des difficultés que lui crée la malice de ceux qui nous sont prévenus. « Encore que vous fussiez justement obligés à ce devoir pour décharger vos consciences et voir acquérir l'honneur et louange que vous en rapportez, toutefois nous estimons la prudence, probité et loyauté dont vous avez usé que la licence affreuse et corruption trop grande de ce temps n'en a pu empêcher les effets et obscurcir la lumière, laquelle, outre le bien présent que nos affaires et la chose publique de notre royaume en reçoivent, servira à l'avenir de fanal et aiguillon à ceux qui seront ci-après délégués en semblables fonctions, et de crainte et terreur aux vicieux. » La reine-mère écrivant à ces mêmes magistrats pour les entretenir des protestants, en profite pour les « congratuler de leur bonne justice ». En 1634, le roi écrit aux Grands Jours de Poitiers pour les exhorter à continuer à s'employer à l'expédition des affaires « avec les mêmes soin et diligence que jusque-là, dont nous avons entière satisfaction. »

Le séjour des magistrats des Grands Jours

dans une ville du royaume était une occasion de réjouissances. On profitait de leur présence pour donner de nombreuses fêtes, souvent trop nombreuses si l'on en croit un arrêt des Grands Jours tenus à Troyes en 1391, décidant que les magistrats ne se rendraient plus en corps aux dîners qui leur étaient offerts, car les plaisirs de la table empiétaient sur les devoirs de la justice et tournaient en abus.

Les différentes sessions tenues à Poitiers ont laissé des traces de fêtes fort joyeuses. Leurs nombreuses occupations permettaient aux magistrats de fréquenter les salons de Poitiers, parmi lesquels le plus recherché était, en 1579, celui de Mme des Roches ; c'était un précurseur de l'hôtel de Rambouillet, où se réunissaient les beaux esprits de la ville, et où tout était prétexte à versifier : une puce ayant piqué Mlle des Roches, sa fille, ce fut le signal d'un véritable tournoi poétique auquel prirent part le président de Harlay, l'avocat général Brisson et l'avocat Etienne Pasquier, qui firent à ce sujet quelques pièces légères réunies en un recueil publié à Paris en 1581 et dont nous extrayons la suivante :

« Les avocats ont fait merveille,
« Et le public doit applaudir ;
« On n'en voit pas un s'endormir ;
« Ils ont tous la puce à l'oreille. »

Mais c'est surtout Fléchier qui nous donne d'amusants détails sur la vie privée des magistrats siégeant à Clermont en 1665. On se presse aux représentations d'une troupe de comédiens de campagne, « venus pour donner du divertissement à ceux qui donnaient de la terreur à tout le monde ». Quoiqu'ils jouent mal, on assiste au spectacle, mais c'est surtout « pour trouver compagnie et il se passe dans le théâtre bien d'autres amours que sur la scène ». Et avec cette prédilection pour l'antithèse que manifeste toujours notre chroniqueur, il ajoute : « MM. des Grands Jours qui font dresser des échafauds pour les exécutions font dresser des théâtres pour leur divertissement ; ils font le matin des tragédies dans le palais et le soir viennent entendre les farces dans le jeu de paume ; ils font pleurer bien des familles et veulent après qu'on les fasse rire ». Mais même en matière de réjouissances l'autorité des Grands Jours reparaît perpétuellement : ainsi ils interdisent de réciter une satire contre M. Chapelain, pour préserver les gens de bien contre la calomnie, qui atteindrait aussi les juges des Grands Jours. « M. de Chastillon donna un souper après la comédie ; on y dansa, on y vint en masque, la fête fut plus galante que magnifique et on s'y divertit beaucoup ». De temps à autre, on recevait des lettres de Paris, et celles

de M. de Marigny, adressées à M. de Caumartin, amusaient fort les magistrats dans leur exil de province, informant par exemple le maître des requêtes que le roi différerait de donner la charge de lieutenant criminel de Paris jusqu'après les Grands Jours, « pour la donner au plus grand pendeur de la compagnie ». On récitait souvent des « sonnets de province » où le président de Novion et le procureur général Talon, étaient des « soleils venus dans la province comme cet astre va dans une de ses maisons pour dispenser la lumière du droit et exciter le zèle de la justice ». Parmi les œuvres de ce « Parnasse barbare », qui compare sans cesse les Grands Jours au jugement universel, Fléchier choisit le moins mauvais sonnet pour le citer ; il est adressé au président de Novion :

« Pour couronner ton front de ce pouvoir sublime,
 « Dont le sacré dépôt t'élève au rang des dieux,
 « L'invincible Louis, tournant sur toi les yeux,
 « Potier, te rend l'objet d'une éclatante estime.
 « Il te fait le secours d'un peuple qu'on opprime ;
 « Il oppose ta force aux esprits factieux,
 « Et de ta vertu seule il forme dans ces lieux
 « L'appui de l'innocence et la terreur du crime.
 « Mais quoi qu'ait fait pour toi le plus juste des rois,
 « Tu n'as point d'autre éclat de cet auguste choix
 « Que celui dont ta gloire était déjà suivie.
 « Tu fais encore ici ce que tu fis toujours,
 « Et de tous les jours de ta vie
 « Tes grandes actions en ont fait de grands jours. »

On comprend que le fin et spirituel Fléchier ait préféré à cette poésie massive les bals qui se multiplièrent à la fin de la session, les magistrats étant égayés à l'idée de retourner bientôt à Paris. Et pour achever de nous peindre les contrastes au milieu desquels il vivait à Clermont, le futur évêque de Nîmes ajoute : « Pour finir les Grands Jours agréablement, et, après les avoir commencés par une mort illustre, les finir par un célèbre mariage et achever ainsi la tragi-comédie, M. de Vaurouy, conseiller à la Cour, épousa Mlle Ribeyre, petite-fille du président de Novion.

Quittons maintenant ces diversions mondaines pour nous occuper de sujets plus sérieux et plus juridiques en étudiant la procédure des Grands Jours.

CHAPITRE VI

PROCÉDURE

La procédure employée par les Grands Jours n'a rien qui leur soit particulier : « elle se fait et se pratique, nous dit le stile de Boyer, en la forme et manière qu'en la Cour de Parlement, soit par l'instruction des procès par écrit, l'expédition des appellations verbales, l'instruction et le jugement de toutes les instances et pour les présentations de toutes les causes et assignations qui sont données ès dits Grands Jours ».

Néanmoins, comme toutes les affaires qui vont au Parlement sont réparties entre ses différentes chambres, et qu'ici il n'y en a souvent qu'une, la procédure subit quelques légères modifications, toujours les mêmes, car les magistrats se conforment aux usages des sessions précédentes dont ils consultent les registres ; à

cet effet, ils nomment dès leur arrivée deux d'entre eux pour étudier ceux-ci et leur rapporter la pratique antérieurement en usage. Cet examen porte même quelquefois sur les registres de sessions tenues dans d'autres villes que celles où se réunissent les conseillers qui les consultent, car ils invoquent à l'occasion des arrêts qui s'y trouvent.

Comme au Parlement, il y avait aux Grands Jours des matinées et des après-dînées, des plaidoyers, et des appointements en la chambre du Conseil, où la Cour renvoyait les parties après que leurs procureurs avaient exposé leurs causes. La chambre des vacations du Parlement déléguait aussi ses pouvoirs aux Grands Jours, pour qu'ils puissent sur place donner prompt solution aux affaires urgentes:

Au début de chaque session, la Cour fixe les jours où seront reçues et jugées les affaires de chaque sorte et prend des mesures générales pour établir son rôle et des mesures de détail pour expédier le plus d'affaires possible. Elle est absolument maîtresse de son temps, décide de vaquer à certaines fêtes qu'on ne célèbre pas dans la ville où elle se trouve, mais qu'on célèbre à Paris, on ordonne que sa séance sera levée à quatre heures au lieu de cinq, par une ordonnance appelée la Mynarde, car elle fut rendue à

la suite de l'assassinat de Antoine Mynard, président des Grands Jours de Riom de 1546, par l'Ecossais Stuart en sortant du palais. La Cour siège en général le matin de sept heures à midi, et l'après-midi de deux heures à quatre heures. Mais elle est libre de modifier cet emploi du temps à son gré, malgré l'ordonnance de 1446 confirmant ces heures de travail.

Comment les Grands Jours étaient-ils saisis des procès portés au Parlement et que le roi leur donnait commission de juger ? Avant l'ouverture de chaque session et sur l'ordre que contenait l'édit de convocation, le Parlement rendait un arrêt ordonnant qu'un rôle des causes d'appel et autres concernant le ressort des Grands Jours serait expédié à ceux-ci. Les parties qui s'étaient présentées au Parlement étaient dispensées de le faire aux Grands Jours ; le Parlement renvoyait en bloc aux Grands Jours tous les procès de leur ressort, par cet arrêt de dessaisissement. Quant aux crimes dont le Parlement n'était pas saisis (et c'étaient surtout ceux-là que les Grands Jours avaient pour mission de réprimer), la Cour chargeait les officiers locaux de faire une enquête dans leur ressort. Les registres fourmillent d'arrêts rendus soit au début de la session, soit au moment où les officiers de la province venaient rendre compte de leurs charges ; soit, comme

en 1634, par le Parlement lui-même deux mois avant la réunion des Grands Jours ordonnant aux baillis et sénéchaux, aux juges, aux prévôts des maréchaux, aux lieutenants criminels, aux substituts du procureur général, aux huissiers et aux sergents, d'informer de tous les crimes commis dans leurs ressorts et non abolis, meurtres, assassinats, vols, usure, rapt, viols, exactions, usurpations de bénéfices, simonie, rébellion, etc..., d'arrêter les coupables, d'instruire leur procès « jusqu'à sentence définitive exclusivement, nonobstant toutes oppositions ou appels », de s'informer de ceux qui détiennent les cures et bénéfices, de visiter les hôpitaux et léproseries.

Si la Cour voulait prendre des informations avant de statuer, elle ordonnait une enquête particulière. Pour diriger celle-ci, elle pouvait s'adresser soit aux officiers du ressort, soit à ses propres conseillers. C'est ainsi qu'aux Grands Jours de Poitiers de 1454, M^{es} Guillaume de Corbie et Jean Avin, conseillers à la Cour, furent commis pour informer à Poitiers des crimes de Pierre Plain, avec l'aide de M^e Jean Yver, enquêteur en Poitou, et de Jean Lucas, lieutenant criminel. En 1567, trois conseillers sont commis par les Grands Jours de Poitiers, avec le substitut du procureur général pour enquêter sur l'ab-

baye de Petit-Bonneveau ; un autre pour enquêter sur les collèges de Poitiers où des bourses sont restées sans titulaires. En 1579, deux conseillers du présidial et deux lieutenants du sénéchal de Poitou dirigent une enquête sur l'état du diocèse de Poitiers, avec le concours des commissaires ecclésiastiques. En 1596, les Grands Jours de Lyon commettent un des conseillers pour aller à Riom instruire le procès du sieur de Verdières et de ses complices, recevoir en même temps toutes plaintes contre toutes sortes de personnes et faire toutes les informations nécessaires, avec l'aide des officiers du roi requis dans ce but. En 1634, un juge du ressort des Grands Jours de Poitiers est chargé de visiter les localités du Poitou où se trouvent des protestants. A la même session, M^e Louis de la Grange est envoyé dans le Limousin et le Périgord avec ordre d'exécuter toutes ses décisions « nonobstant toutes oppositions ou appels, récusations ou prises à partie » pour stimuler le zèle des officiers de ces provinces qui n'ont pas informé des crimes qu'on les avait chargé d'instruire. Enfin Dongois nous apprend qu'à ces mêmes Grands Jours, M^e Tudert, conseiller au Parlement, reçut plusieurs commissions de la Cour quoiqu'il n'y fût pas commissaire.

Quelle était la procédure proprement dite sui-

vie par les Grands Jours ? Nous avons dit qu'elle était semblable à celle dont usait le Parlement de Paris.

Les affaires attribuées aux Grands Jours de la manière que nous avons ci-dessus indiquée, étaient appelées suivant le baillage dans le ressort duquel elles se trouvaient ; les baillages apportaient à tour de rôle toutes leurs affaires devant la Cour qui fixait au début de sa session l'ordre dans lequel elle s'occuperait de chacun d'eux et chaque procès était jugé suivant l'ordre de son inscription sur les rôles du baillage.

A son arrivée, la Cour promulgue un règlement général de procédure qui varie peu suivant les sessions ; les principaux articles ordonnent aux parties et à leurs procureurs de communiquer à leurs adversaires toutes les pièces dont ils entendent faire usage, leur défendent de demander audience sans avoir été appelés au rôle, et de se mettre d'accord sans avoir obtenu du roi des lettres de congé qui seront présentées à la Cour, leur refusent communication des dossiers renvoyés du Parlement aux Grands Jours sans qu'ils montrent les assignations relatives à ces causes, enjoignent aux procureurs de déposer leurs conclusions au greffe, et au procureur de l'intimé, au cas d'appel, d'appointement ou de sentence interlocutoire, d'avoir toujours avec

lui tous les actes et exploits de la cause, pour les présenter à toute réquisition, décident que les requêtes présentées au cours des débats seront signées à la fois des parties et de leurs procureurs, et si les parties sont absentes, que l'affaire sera renvoyée au Parlement.

L'appelant payait les frais quand la décision des premiers juges était confirmée et était de plus condamné à payer une amende dite de fol appel, exactement de la même manière que de nos jours.

Quant aux épices, la Cour décidait seule de leur répartition, et en général, selon Dongois, les partageait également entre les commissaires. Les délais comportaient quelques règles spéciales que nous signale de « Stile » de Boyer ; pour les présentations, les procureurs devaient se présenter au greffe le samedi qui suivait le jour de l'assignation sans attendre les trois jours francs qu'on exigeait au Parlement. Tous les délais n'étaient que de huitaine, quelque fût la distance, avant que le greffier ne délivrât les défauts.

Chaque session prenait d'ailleurs des dispositions spéciales à ce sujet : en 1634, la Cour fixa à un jour les délais pour les assignations données aux habitants de Poitiers, et à huit jours ceux pour les exploits délivrés à la campagne « vu la longueur des procès ».

Nous trouvons aussi dans presque tous les registres une disposition d'après laquelle ceux « ayant seigneurie hors des villes » devront élire domicile dans la plus prochaine ville royale du ressort, pour qu'on puisse leur y signifier les exploits qui les concernent, qu'on parle à leur personne, ou à leurs officiers et domestiques.

Les Grands Jours rendaient deux sortes de décisions qui toutes deux étaient toujours signées du président et du rapporteur : 1° des arrêts, prononcés sur les appellations verbales des sentences des juridictions de première instance ou dans les affaires criminelles ; 2° des jugés, sur appel des procès sur pièces écrites. Comme au Parlement, les Grands Jours comprennent une Chambre du Conseil qui n'est, comme nos chambres du Conseil modernes, qu'une réunion des mêmes magistrats que ceux tenant l'audience, mais avec des attributions spéciales, où se discutent et se décident, hors de l'audience publique, les affaires sur lesquelles un rapport a été rédigé, car si un travail préparatoire est nécessaire ou si la question est très complexe, la Cour nomme un rapporteur, les demandes sur simple requête réclamant une solution immédiate (nos référés actuels), et les procès réclamant une délibération particulière des magistrats, après les plaidoiries, à cause de leur complication,

Quand l'affaire s'est déroulée totalement à l'audience, l'arrêt est prononcé aussitôt ou le lendemain. Mais quand elle va en chambre du Conseil, elle nécessite le prononcé solennel de la décision de la Cour sur le rapport d'un conseiller, à des jours désignés d'avance.

Ces décisions de la Cour se retrouvent dans les registres dont nous avons déjà parlé, et qui se divisaient en trois parties : la première contenait les arrêts et les jugés ainsi que les lettres de justice (lettres d'évocation, lettres de renvoi, etc...) ; la deuxième, les délibérations et les décisions de la Chambre du Conseil ; la troisième, les plaidoiries, subdivisées en audiences des matinées et des après-dînées, avec l'analyse des plaidoyers des avocats, et des réquisitions du ministère public. Certains registres ont adopté une autre division : ceux des Grands Jours de Troyes de 1367 contiennent six parties : 1^o plaidoiries ou affaires d'audience ; 2^o actes de la Chambre du Conseil, *registrum consilii*, ces deux parties rédigées par le greffier Villemer ; 3^o lettres diverses du roi prenant certaines mesures, et nommant les officiers des Grands Jours, ou d'Etat, mandements, défauts-congés, permis d'accord sans amende ; 4^o amendes civiles pour défaut de comparution, déchéance d'appel, etc. ;

5° arrêts et jugés en latin, signés par le président; 6° état du nom des parties.

La procédure criminelle est simple et expéditive; elle varie suivant qu'il s'agit de causes qui arrivent à la Cour par la voie de l'appel ou d'affaires à juger en première instance.

Pour les causes d'appel, la Cour est saisie par l'appelant, que ce soit un particulier, l'accusé ou la partie civile, ou que ce soit le ministère public appelant *a minima*. Quand le condamné fait appel, on le conduit du lieu où il est en prison et où il a été jugé à la conciergerie des Grands Jours et la procédure qui le concerne est envoyée au greffe par le tribunal qui s'est prononcé en premier ressort. La Cour peut statuer sur toutes sortes d'appels, vices de forme ou erreurs au fond, et peut, après examen des pièces et interrogatoire du prisonnier, prendre trois sortes de décisions : confirmer la sentence, la casser, ou la modifier, en général pour l'aggraver, comme ce fut le cas pour cet habitant d'Issoudun qui, condamné au fouet et au bannissement pour bigamie, fut par les Grands Jours, sur appel *a minima* du procureur général, condamné à être pendu après avoir demandé pardon à Dieu, au roi et à sa première femme, puis à être exposé vingt-quatre heures au pilori avant d'être porté aux fourches patibulaires.

Pour les affaires de première instance, la Cour était saisie par le ministère public ou par les parties, mais c'était toujours le ministère public qui exerçait les poursuites. Parfois il arrivait que la Cour, se saisissant d'office, prescrivait la recherche des coupables et rendait des arrêts pour assurer l'exécution de ses ordres, sans qu'il y ait de limite à ce droit d'évocation. Elle rendait en général un arrêt ordonnant au procureur général de « faire publier à son de trompe es lieux accoutumés que ceux qui ont aucunes plaintes à faire les puissent venir faire et proposer librement sous la sûreté du roi et de sa justice souveraine et à ceux qui en savent quelque chose de le venir révéler à justice », et enjoignant aux huissiers et sergents qui prétendaient avoir été menacés ou violentés dans l'exercice de leurs fonctions d'apporter à la Cour les procès-verbaux et les informations qui les avaient suivies. Quelquefois, comme à Troyes en 1583, elle ordonnait l'arrestation de tous ceux qui « notoirement et par certification des officiers du roi et la voix publique, étaient diffamés d'avoir commis » un des crimes dont la répression était confiée aux Grands Jours « encore qu'il n'y eût point d'information faite ni de décret intervenu ».

L'instruction des affaires criminelles était en

général laissée aux soins des officiers du lieu où le délit avait été commis, pour qu'ils l'envoyassent au greffe une fois terminée. Si le magistrat instructeur était trop lent ou faisait preuve de mauvaise volonté, la Cour lui infligeait un blâme et déléguait un commissaire pour le remplacer : en 1567, un nommé Maillant ayant été assassiné et dévalisé, sa veuve porta plainte au prévôt des maréchaux de Loudun, puis, trouvant son information trop longue, et ses dispositions mauvaises pour elle, elle s'adressa aux Grands Jours de Poitiers qui ordonnèrent au prévôt des maréchaux de leur amener les meurtriers dans la quinzaine avec les pièces du procès.

Les ordonnances royales décident que les causes criminelles passeront toujours avant les affaires civiles ; il n'y a aucune difficulté quand la Cour est divisée en deux Chambres. Dans le cas contraire, les audiences civiles alternent avec les audiences criminelles. En fait, le nombre des affaires que la Cour a à juger est tel qu'on ne peut guère leur imposer un ordre régulier ; on les examine quand elles sont en état ou quand il y a urgence, et on regarde peu de quelle nature elles sont.

Les plaignants et les témoins appelés à déposer sont mis par un arrêt de la Cour sous la sauvegarde du roi, ainsi que leurs familles, leurs

serviteurs et leurs biens. Quelquefois, pour plus de sûreté, la Cour les « donne en garde » individuellement à quelque seigneur ou abbé, à qui elle « défend de leur méfaire ou médire en corps ni biens, directement ou indirectement ». Les arrêts dispensent les témoins menacés ou violentés par les seigneurs de la justice de ces derniers et défendent qu'on les détourne, qu'on les intimide et qu'on les emprisonne pour dettes quand ils viennent à la barre.

Le ministère public a toujours le droit de donner son avis ; en matière d'administration ou de comptabilité, dans les causes civiles et criminelles, dans les affaires intéressant la religion ou la surveillance des officiers locaux, il fait entendre sa voix, ou plutôt la voix du roi. Nous trouvons là une nouvelle preuve de ce travail patient entrepris par la royauté pour imposer partout sa volonté et son autorité, dans le but d'absorber petit à petit toute la puissance publique et de faire jouer seule tous les rouages du gouvernement. Il est là pour requérir l'exécution des lois, pour défendre les intérêts de la royauté et pour veiller à la sécurité du royaume, en un mot pour jouer le rôle actif et rappeler toujours aux magistrats l'autorité souveraine de celui qui les a députés aux Grands Jours.

Les jugements rendus par ceux-ci étaient

sans appel, comme ceux du Parlement, dont ils possédaient tous les pouvoirs souverains ; certains édits de convocations, entre autres celui de 1454, le disent en propres termes : « Nous voulons que lesdits arrêts et jugements soient mis à exécution comme arrêts de notre dit Parlement ». De nombreuses lettres patentes et de multiples arrêts s'occupent de l'exécution des décisions de la Cour, ordonnant à tous les officiers du roi de prêter leur concours à cette exécution. Ces arrêts prévoient souvent que la force sera opposée par les condamnés, et ils donnent les ordres et les pouvoirs nécessaires aux lieutenants, baillis et prévôts pour que « l'autorité demeure au roi et à la justice », en rassemblant une troupe armée, au besoin en enfonçant les portes et en y menant le canon. D'autres arrêts visent certains individus qui « tiennent fort contre la justice » et prennent des mesures spéciales contre eux, ordonnant à ceux qui les cachent d'ouvrir leurs maisons, ou aux seigneurs voisins de prêter leurs canons aux exécuteurs des sentences de condamnations.

C'est qu'en effet il était insuffisant de rendre des arrêts sévères, il fallait encore les faire exécuter, sinon l'efficacité de cette juridiction aurait été nulle. Le roi, en 1531, donne commission à Louis de Chandir, grand prévôt des maréchaux,

pour accompagner à Poitiers les magistrats des Grands Jours, et lui confère les pouvoirs les plus étendus ; si ses archers sont insuffisants, il peut convoquer le ban et l'arrière-ban de la noblesse, les francs-archers du pays ; il peut poursuivre les prévenus hors du ressort des Grands Jours sans obtenir de *pareatis*.

Malgré ce déploiement de forces, de nombreux arrêts n'étaient exécutés qu'en effigie et les contumaces étaient nombreux. Mais l'effet produit était cependant suffisant et les Grands Jours ramenaient toujours l'ordre dans leur ressort.

Pour éviter la multiplication des jugements par contumaces, les Grands Jours ne manquaient pas de prendre les mesures les plus sévères ; chacun de leurs registres abonde en arrêts sur cette matière ; ils sont tous semblables les uns aux autres et reproduisent à peu près les mêmes dispositions. La Cour décide que ceux contre lesquels sera intervenu un décret de prise de corps ne seront pas « reçus à proposer erreur » avant de s'être constitués prisonniers ; elle ordonne d'établir des garnisons dans leurs maisons et châteaux ; elles vivront du revenu des terres du condamné, à qui aucune restitution ne sera faite ; s'il y a eu rébellion, les maisons seront rasées, les matériaux en seront

vendus et défense sera faite de les reconstruire ; puis les terres seront également vendues, avec défense de troubler dans leur jouissance les nouveaux acquéreurs ; défense est faite à toute personne de rien acheter aux contumaces, et à leurs débiteurs de rien leur verser ; personne ne devra les cacher ou participer à leur fuite, sous peine, pour ceux qui ont une justice, de la voir confisquée, et pour les autres de voir leurs biens saisis, avec mention spéciale pour les patrons des navires de mer, sous peine de confiscation du navire. Pour que ces dispositions soient exécutées, la Cour ordonne que les noms des contumaces soient affichés aux portes des villes et en particulier dans les ports ; elle enjoint aux officiers publics et à toutes personnes de les arrêter et de les livrer à la justice, ce qui donnera droit à une récompense. Les contumaces sont toujours exécutés en effigie, au moyen de tableaux représentant les condamnés subissant leur supplice, qui restaient exposés sur la voie publique : cette sanction n'était d'ailleurs que l'accessoire des peines terribles que nous mentionnons plus haut.

Ces arrêts des Grands Jours sont encouragés par des lettres du roi, prononçant des peines semblables contre les contumaces ; lors de la session tenue à Troyes en 1583, le roi écrivit au

comte de Charny, grand écuyer de France, lieutenant général en Bourgogne, et au Parlement de Dijon, pour qu'ils fassent arrêter et amener à Troyes les prévenus réfugiés en Bourgogne à la nouvelle de la session. En août 1665, Louis XIV promulgue une déclaration où il s'exprime ainsi : « Sachant que les principaux coupables mettront leur salut dans la fuite et dans l'espérance que, par la longueur des procédures pour l'instruction des contumaces, la séance de ladite Cour sera finie avant qu'ils puissent être condamnés, ne voulant pas que le séjour de notre dite Cour dans la province soit inutile, ni que ceux qui y sont accusés de crimes énormes se procurent l'impunité par leur absence, ordonnons qu'il soit procédé par ladite Cour à l'instruction et jugement des procès de tous ceux déferés et prévenus de crimes, le plus brièvement et sommairement possible ».

Les Grands Jours ne s'occupent pas seulement des sentences de contumace prononcées par eux-mêmes, mais aussi de celles que les juges locaux ont dû laisser sans exécution ; ils ordonnent en conséquence, à chaque session, aux sergents et huissiers de communiquer au greffe les sentences de contumaces prononcées depuis vingt ans et qui n'eurent pas de suite.

Les Grands Jours, avons-nous dit, rendaient

des arrêts souverains, et en dernier ressort, comme le faisait le Parlement. « Voulons et nous plaît que les jugements et ordonnances données par lesdits président, maître des requêtes et conseillers, être de tel effet, vertu et exécutoire comme jugements donnés en notre Cour de Parlement, sans qu'aucun soit reçu à en appeler ». De nombreuses lettres patentes donnaient pouvoir à la Cour de juger toutes les affaires qui leur étaient attribuées sans s'arrêter aux « commissions et règlements de juges obtenus par les parties, ni aux défenses du Grand Conseil ». En 1547, Henri II permet aux Grands Jours de Tours de « passer outre nonobstant opposition ou appellation quelconque et par provision et sans préjudice d'icelles et des juridictions et droits que peuvent prétendre l'abbaye de Marmoutier Saint-Julien et le chapitre de Saint-Martin de Tours et autres prétendant justice tant en ladite ville et faubourgs que banlieue d'icelle ». On voulait ainsi éviter que les parties qui avaient peu de confiance dans la justice de leur cause n'eussent recours à des artifices de procédure qui les missent à l'abri d'un jugement préjudiciable à leurs intérêts.

Les conflits de juridictions étaient en effet très nombreux dans l'ancienne organisation judiciaire ; il suffisait que l'accusé demandât à

être jugé par un tribunal différent pour qu'il y eût lieu à règlement de juges et que l'affaire ne subît un retard indéfini. La Cour entendait les juges en présence et souvent ne leur confiait que l'instruction du procès s'en réservant le jugement. Quand le conflit n'était pas encore né, mais se préparait à éclater, elle le devançait par les règlements d'attribution que nous étudierons en parlant de sa compétence réglementaire. Mais ce « maquis » était encore plus impénétrable que de nos jours, si nous en jugeons par ce gentilhomme condamné par les Grands Jours d'Auvergne de 1665 après avoir arrêté la procédure pendant quatorze ans en se pourvoyant devant un simple exempt de prévôt des maréchaux.

Souvent aussi les Grands Jours renvoyaient les causes religieuses au juge d'église, mais « à charge du cas privilégié », dont ils se réservaient la connaissance ou qu'ils confiaient à des juges laïques spécialement désignés.

A la fin de chaque session la Cour renvoyait au Parlement toutes les affaires qu'elle n'avait pas eu le temps de juger, soit que le Parlement les lui ait une première fois renvoyées lors de leur installation, soit qu'elles se fussent présentées depuis ; quelquefois les affaires étaient renvoyées aux prochains Grands jours, quand on

prévoyait une session rapprochée, comme cela se passa à Troyes en 1381. Mais d'autres causes furent aussi renvoyées au Parlement, par exemple celles du duc de Bourbon et du comte de la Marche, pairs de France, renvoyées à cause des pairies par les Grands jours de Montfermand de 1481 ; quelquefois aussi, on pensait qu'on trouverait au siège du Parlement plus de documents intéressants et on lui attribuait l'affaire pour qu'elle soit mieux jugée. Parfois enfin le renvoi était fait aux juges inférieurs pour hâter la solution des procès que la Cour avait préparés.

Parfois même le roi stipule expressément que les causes introduites devant une autre juridiction seront envoyées aux Grands Jours : en 1579, Henri III leur renvoya à Poitiers les affaires pendantes devant les requêtes de l'hôtel et le prévôt de Paris, afin d'éviter aux privilégiés l'avantage d'enlever leurs causes aux juges réguliers par des *committimus*.

Nous trouvons même un exemple de peines prononcées contre des particuliers qui avaient voulu se soustraire à la juridiction des Grands Jours et les juges qui s'étaient prêtés à leur combinaison ; ceux de Troyes de 1398 condamnèrent à l'amende l'évêque de la ville, son official et les exécuteurs d'un testament qui avaient

attiré devant le juge d'Eglise les héritiers du défunt.

Les ordonnances ne permettent pas de discuter la compétence des Grands Jours. Elles prévoient le cas où les coupables, pour gagner du temps, récuseraient un certain nombre de magistrats pour qu'ils ne soient plus assez nombreux pour tenir l'audience. En 1519, la Cour refuse de laisser récuser un conseiller qui avait eu à son service une des parties, et, en 1579, le roi envoie aux Grands Jours des lettres où il déclare qu'on ne pourra en aucun cas décliner la compétence de la Cour, et s'en rapporte aux lois ordinaires pour les récusations individuelles qui resteront possibles tant qu'il y aura assez de magistrats pour que l'affaire puisse être jugée, ne voyant là que des subterfuges destinés à éviter le châtement ; en 1634, des lettres patentes ordonnent de juger les procès quoique les récusations soient assez nombreuses pour qu'il ne reste pas dix juges :

Nous ne rencontrons qu'un exemple d'une affaire enlevée aux Grands Jours : il se rapporte au procès célèbre d'Urbain Grandier, jugé en 1634, M^e Jacques Tardieu, conseiller à la Cour, étant en tournée à Loudun, fut accosté dans la rue par un archier du prévôt de l'hôtel qui lui signifia, sans aucun respect de sa qualité, pour

Lui et ses collègues des Grands Jours; que par arrêt du Conseil d'Etat le procès fait à Grandier et à ses complices serait continué par M^e Jean de Laubardemont, qui avait défendu de répondre aux assignations données par la Cour dans cette affaire. Il est vrai que la Cour ne tint aucun compte de cette décision du Conseil et que Grandier fut supplicié, et Laubardemont ajourné à sa barre avec son irrespectueux archer. Il arrivait plus fréquemment que la Cour évoquait des affaires attribuées à d'autres juridictions. La session de Troyes de 1583 attire à elle toutes les sentences et instructions dirigées par les juges inférieurs contre les contumaces ; celle de Poitiers de 1634 ordonne qu'un procès criminel pendant au siège d'Angoulême sera jugé par elle ; enfin les Grands Jours de Languedoc de 1666 évoquent « toutes les informations, instances et procédures criminelles faites par les juges subalternes du ressort ».

Terminons cet examen de la procédure en usage aux Grands Jours par l'étude d'un secours puissant que l'Eglise mettait à leur disposition ; nous voulons parler des monitoires.

C'étaient des lettres des évêques publiées aux prônes des messes paroissiales et affichées dans les endroits publics, obligeant, sous des peines religieuses dont la moindre était l'ex-

communication, tous ceux qui avaient connaissance d'un crime, à révéler à la justice ce qu'ils en savaient. C'est une des mesures énergiques que le pouvoir royal mettait à la disposition des Grands Jours pour rendre leur action plus efficace dans les affaires criminelles qui étaient leur principal but.

Ces monitoires étaient lus en chaires par les curés, ainsi que l'édit de convocation. On augmentait ainsi la publicité donnée aux Grands Jours et on usait de pression pour obtenir des révélations pour la punition des crimes et la réforme des abus.

Les lettres patentes établissant les Grands Jours ou un arrêt de ceux-ci permettaient au procureur général d'obtenir ces monitoires des évêques du ressort, qui d'habitude ne faisaient pas de difficultés. Cependant l'archevêque de Reims les refusa en 1583 aux Grands Jours de Troyes, qui prononcèrent la saisie de son temporel s'il persistait à refuser d'obéir.

Les monitoires étaient ainsi adressés : *Universis et singulis parrochis, vicariis, notariis et aliis quibuscunque, salutem in Domino*. Ils enjoignent à toutes personnes connaissant des coupables de dévoiler leur retraite et les actes de toutes sortes qu'ils ont pu passer ainsi que ceux qu'ils les ont aidés à se cacher, et de signaler

à la Cour des Grands Jours, les crimes dont ils font une énumération très longue et très détaillée : usurpation de biens ecclésiastiques, simonie, exactions variées, usure, malversations, concussions, détentions illégales, rébellion, usage de faux poids et mesures, prisons mal installées, fausse monnaie, vols, viols, assassinats, etc.

Ces monitoires sont accompagnés en général d'une instruction adressée par le procureur général aux officiers subalternes pour assurer le châtimement des coupables et le triomphe de la justice.

Quand les monitoires n'avaient pas produit l'effet qu'on en attendait, les évêques envoyaient des « fulminations », où ils lançaient l'excommunication contre ceux qui ne leur avaient pas obéi, et prononçaient contre eux les peines d'aggrave, qui interdisait l'usage des choses publiques et privait des biens spirituels, et de réaggrave, qui défendait toute société, en faisant en un mot des « membres de l'Eglise séparés de leur mère ».

Les curés devaient envoyer au plus prochain siège royal les révélations que les monitoires auraient amenées, et le substitut en faire informer immédiatement, pour que le juge royal le plus rapproché statuât, à moins que l'affaire ne fût portée aux Grands Jours, si elle rentrait dans leur compétence. En quoi consistait celle-ci ?

CHAPITRE VII

COMPÉTENCE GÉNÉRALE DES GRANDS JOURS

D'une manière générale, on peut dire que la compétence attribuée aux Grands Jours est identique, dans leur ressort, à celle que possède le Parlement dont ils émanent, à laquelle le roi a ajouté les pouvoirs d'autres Cours souveraines, Cour des Comptes; Cour des Aides, Conseil d'Etat, en réunissant entre les mains des magistrats des Grands Jours les pouvoirs que possédaient les conseillers de la *curia regis* au moment où elle devient le Parlement:

Elle comprend toutes sortes de matières; puisque cette Cour est souveraine et représente le roi dans le domaine judiciaire. Comme de plus le principe de la séparation des pouvoirs était insoupçonné au temps où cette juridiction fonctionnait; nous voyons venir s'ajouter à leurs attributions naturelles, les attributions judiciai-

res, des attributions d'ordre purement administratif ; ceci sans doute pour faire compensation avec les décisions nettement judiciaires que rendait parfois le Conseil d'Etat.

Il ne faut donc pas croire que les Grands Jours étaient convoqués uniquement pour rendre des arrêts criminels dans des causes particulièrement importantes ; c'est leur fonction la plus connue, peut-être même est-ce la principale, mais ce n'est pas la seule, et elle ne fait partie de la compétence des Grands Jours que parce qu'elle appartient aussi au Parlement.

Quelques ordonnances se sont occupées de fixer les attributions des Grands Jours. L'ordonnance de Blois de 1498, dans son article 72, leur confie la connaissance des procès civils jusqu'à cent livres tournois de rente et mille livres une fois payées, et des procès criminels qui devront passer avant tous autres. Mais elle se borne à cette indication peu détaillée et d'ailleurs peu utile, car chaque édit de convocation s'étend assez longuement sur les matières que devra juger la Cour.

L'énumération donnée par ces édits n'est pas limitative ; elle n'est pas toujours la même et varie suivant les circonstances ; comme elle sert plutôt à désigner particulièrement aux magistrats les points sur lesquels ils devront plus spé-

cialement porter leurs efforts, il est naturel qu'on n'y rencontre pas toujours les mêmes termes. Les édits se montrent de plus en plus clairs chaque année et l'énumération s'allonge toujours, sans que cependant la compétence des Grands Jours ait varié le moins du monde. Mais avec le temps la royauté s'affermissait sur son trône et pouvait émettre ouvertement des prétentions que sa faiblesse la forçait à cacher lors des premières sessions.

Boyer, dans son « Stile », nous donne un aperçu assez complet de l'ensemble des matières soumises aux Grands Jours : « Ils peuvent connaître et juger toutes les appellations comme d'abus, appellations de simples exploits, toutes instances, compulsoires, oppositions, sommations et requêtes formelles, adjudications et profits de tous exploits donnés en Parlement et ès dits Grands Jours, réparations civiles, reprises de procès, réceptions d'enquêtes, créations de curateurs ès causes, permissions de *pareatis*, décrets d'*iterato*, en ce qui concerne lesdites appellations verbales, entretènement de contrats, séquestres, provisions d'aliments, dots, douaires, garnisons, reconnaissances de cédulés, consignations et autres matières qui se pourraient vider sur-le-champ avec lesdites appellations verbales, exécution des arrêts,

taxes de dépens, et recevoir toutes conclusions et acquiescements en quelque matière que ce soit, tout ainsi que l'on fait en la chambre des vacations, juger tous défauts, congés simples en toutes matières, par faute de présentation des parties ajournées tant en la Cour de Parlement qu'auxdits Grands Jours, connaître et décider de tous abus, fautes et malversations des officiers du ressort des Grands Jours, pour les châtier, corriger et punir, selon l'exigence des cas, corriger toute mauvaise pratique, stile et procédure abusive, formulaire de praticiens, comme ils verront être à faire par raison. Parcillement peuvent connaître de toutes matières criminelles de quelque grandeur et qualité qu'elles soient, contraventions aux édits et ordonnances, tant en première instance que par appel ».

Nous allons maintenant examiner en détail les attributions des Grands Jours et nous verrons ainsi quelle puissance représentait cette juridiction et quelle force elle était entre les mains du pouvoir royal.

CHAPITRE VIII

COMPÉTENCE CIVILE

Le nombre des affaires civiles était parfois très considérable. D'après Jean Bouchet, les Grands Jours de Poitiers de 1531 eurent à « vider les appellations verbales de quatre ou cinq années qui étaient encore indécises ».

Les Grands Jours étaient juges des matières réelles et personnelles, jusqu'à des sommes qui ont toujours été en augmentant rapidement avec le temps : en 1454, l'édit de convocation fixait la compétence des Grands Jours de Poitiers à cinquante livres de rente et mille de capital ; ceux de Montferrand de 1481 jugeaient jusqu'à six cents livres de rente et dix mille de capital, et depuis lors ce chiffre n'a pas varié, sauf quelques exceptions, comme la commission donnée aux Grands Jours de Riom de 1545 qui en bornait la compétence à cent livres de revenu et à mille livres une fois payées.

A côté de cette compétence en premier et dernier ressort, les Grands Jours possédaient une juridiction d'appel, pour les sentences rendues par tous les juges du ressort, baillis, sénéchaux, prévôts des maréchaux, etc. Parfois des lettres patentes spéciales, comme celles adressées à la session d'Angers de 1539, leur attribuaient l'appel des sentences rendues aux requêtes du Palais, et celles du prévôt de Paris « tant en sa qualité ordinaire que de conservateur des privilèges de l'Université de Paris, pourvu que les choses litigieuses et les domiciles des parties fussent situés dans le ressort des Grands Jours ».

Il arrive aussi que par ampliation le roi étend la compétence primitivement accordée aux Grands Jours : c'est ainsi qu'il attribue à la session tenue à Poitiers en 1579 la connaissance des causes civiles traitées d'ordinaire en la chambre de l'édit.

On trouve dans les registres des arrêts sur les questions les plus diverses, qui éclairent un peu plus l'exposé des pouvoirs de la Cour que les énumérations froides et un peu confuses des édits de convocation et des auteurs tels que Boyer.

Les Grands Jours de Poitiers de 1454 nous offrent deux affaires intéressantes. L'une est un

procès intenté par un sieur Colas Germain à Jacques de Beaumont, sieur de Bressuire, qui lui réclamait un droit de barralage, c'est-à-dire d'entrée aux portes de la ville, prétendant que sa maison ne dépendait que du château de Chinon et que seul le roi pouvait lui réclamer une redevance. La cause avait été jugée à Chinon en vertu de lettres royales, puis à la sénéchaussée de Poitou sur l'appel du seigneur à qui elle avait donné raison ; mais le procureur du roi en Touraine lui défendit de s'occuper de l'affaire qu'il renvoya au sénéchal de Touraine, et c'est sur l'appel de Jacques de Beaumont que les Grands Jours eurent à se prononcer ; ils décidèrent que Colas étant sujet du roi devait être jugé par un tribunal royal ; ainsi la Cour restait dans la tradition de la royauté qui travaillait à s'attribuer le plus de causes possible aux dépens de la justice seigneuriale. L'autre affaire fut plaidée entre l'évêque de Poitiers, Juvénal des Ursins, défendeur, et le procureur du roi en Poitou, le procureur du maire de Poitiers, la veuve et les héritiers d'Hilaire Larcher, assassiné par Thomas Robillau, qui s'était réfugié dans l'église Saint-Didier, où les archers l'arrêtèrent ; l'évêque protesta contre cette violation d'un lieu d'asile et on lui répondit qu'on n'en connaissait pas les auteurs et que le meurtrier ne serait pas

reconduit dans son refuge. L'évêque lança alors l'excommunication contre les coupables, auxquels le procureur du roi et la municipalité étaient assimilés comme complices, quoiqu'« ils prétendissent que Robillau fût à la prévôté par la grâce du Saint-Esprit ». Ceux-ci demandaient la main-levée de l'excommunication, invoquant l'horreur du crime et la nécessité d'apaiser la colère populaire. Les Grands-Jours d'ailleurs ne se prononcèrent pas et l'affaire fut renvoyée au Parlement qui décida que le prisonnier serait reconduit dans son asile, duquel on le tirerait au moyen des formalités ordinaires et sans user de violences.

Les Grands Jours de Bordeaux en 1459 nous offrent un tout autre genre de cause : ils furent chargés par une lettre de Charles VII des procès que le roi avait naguère confiés à plusieurs commissaires qui n'avaient pris aucune décision par suite de récusations et d'empêchements divers ; il s'agissait de vaisseaux marchands anglais capturés dans la Gironde, pour décider de la validité de la prise, de leur confiscation et de celle de leur cargaison. Les Grands Jours fonctionnaient ici comme nos modernes tribunaux de prises, et les commissaires primitivement désignés siégeaient à côté des magistrats dépu-

tés par le Parlement, sans s'occuper des récusations antérieurement faites.

Nous trouvons à Poitiers, en 1519, un procès entre l'évêque d'Angoulême, qui affirmait que les notaires ecclésiastiques étaient compétents dans les actions personnelles entre laïques et la duchesse douairière Louise de Savoie qui voyait dans cette prétention une menace pour tous les tribunaux laïques et soutenait un nommé du Tillet, qui avait empêché d'exécuter un acte rédigé dans ces conditions, en défendant aux juges d'Eglise de statuer. L'avocat du roi donna ses conclusions en faveur de la duchesse, pour protéger les droits des officiers royaux, et la Cour, en vertu de la tendance que nous signalions tout à l'heure, lui donna raison.

En 1531, la session de Poitiers a à statuer sur les vœux que doivent prononcer les religieux de l'ordre Saint-François. Une des parties prétendait que dans cet ordre il y avait trois catégories de membres ; les premiers ne possédant rien, *neque in communi neque in particulari* ; les seconds ayant des biens seulement *in communi* ; les troisièmes ne faisant pas profession d'une religion mais plutôt de *honestus quidam vivendi modus*, ne prononçant aucun vœu et s'engageant seulement à observer les commandements de Dieu. L'autre partie soutenait que

les religieux du « tiers ordre de Saint-François » faisaient les trois vœux solennels, et le procureur général l'approuva en se basant sur l'avis des papes Nicolas IV et Clément V, qui rendaient sans valeur les décisions opposées des conciles antérieurs.

La Cour séant à Poitiers en 1634, décide que la mort civile ne rompt pas le mariage et que les enfants qui sont nés après la condamnation n'en sont pas moins légitimes. Les Grands Jours de Clermont de 1665 nous ont laissé, grâce à Fléchier, des détails curieux sur certains procès civils. C'est d'abord celui d'un moine « qui réclamait contre ses vœux et qui, ayant quitté le froc par avance, faisait le galant en Auvergne, avec un justaucorps bleu et toujours en compagnie de dames » ; il est condamné à revêtir le froc et à rentrer au couvent. Puis on s'occupe de religieuses qui avaient aussi quitté l'habit « ce qui n'a rien d'étonnant par suite des contraintes exercées sur elles au nom d'intérêts domestiques et de l'autorité des mères ». Plus long fut le procès des chanoines de Saint-Augustin, qui avaient, en Combrailles, « des sujets esclaves dépendant d'eux de toutes manières », ne pouvant sortir du lieu de leur habitation sans permission, laissant leurs biens aux seigneurs à défaut d'héritiers directs, et chargés

d'autres redevances très onéreuses. Cet état de choses dura jusqu'à la suppression de la servitude personnelle par Louis XVI en 1779, quoique depuis 1510 il n'y ait plus eu de serfs en Auvergne ; mais cet esclavage était fondé « sur les coutumes, l'usage et la longue possession, malgré la charité chrétienne et les règles de la douceur évangélique ». Quelques-uns voulurent s'affranchir sous prétexte qu'ils étaient nés d'un père libre, tandis que les chanoines soutenaient que la mère devait transmettre sa condition aux enfants, « étant le principe le plus assuré de notre naissance » invoquaient les coutumes provinciales, les lois anciennes qui laissaient dans l'esclavage les enfants issus des esclaves parce que les mariages de ceux-ci n'étaient pas de vrais mariages, et cette maxime vulgaire : *partus ventrem sequitur*. Sur les conclusions de M. Talon, procureur général, favorable à ces « captifs sans chaînes », la Cour appointa l'affaire, c'est-à-dire se réserva de statuer sur l'examen des pièces, ce qui se passait quand la cause était délicate ou compliquée. — L'affaire des religieuses de Marsac nous montre la vie intérieure d'un couvent à cette époque : la prieure, Mme de Talleyrand, se trouvant trop vieille pour continuer à diriger le monastère, appela à sa succession sa nièce, Mlle de Cha-

lais, qui fut très bien accueillie par les religieuses et élue à la place de sa tante, qui restait au couvent à titre de simple particulière. Mais les deux parentes furent vite en désaccord, il y eut des conflits d'autorité, la nouvelle prieure n'exécuta pas ses engagements au sujet de la pension de sa tante, qui essaya de reprendre son bénéfice et aboutit à se faire interdire par sa nièce l'entrée des parloirs. Un « visiteur », venu avec deux avocats, l'official de l'évêque et un jésuite, crut avoir fait cesser le régime de vexation, mais il n'en fut rien et les Grands Jours furent saisis, l'ancienne prieure réclamant la nullité de sa résignation, la nouvelle sa confirmation, les religieuses le respect de leur droit d'élection. La Cour laissa les choses en l'état, c'est-à-dire maintint la résignation et l'obligation de verser la pension promise à Mme de Talleyrand. Enfin Fléchier nous entretient longuement de l'affaire des religieuses de Sainte-Ursule, qui, ayant leur monastère voisin de celui des religieuses de Sainte-Marie, obtinrent de la ville de s'emparer de la rue qui les séparait de leur jardin où elles accédaient par un souterrain, ce qui isolait un moulin situé au bout de la rue et appartenant « aux Sainte-Marie » qui se plaignirent ; elles s'adressèrent, pour les soutenir, à Mme de Caumartin, pour contrebalancer l'influence de

Mme Talon, qui au début avait pris parti pour « les Ursules ». Deux conseillers des Grands Jours vinrent sur place et, sur les plaintes de la population, décidèrent le maintien du *statu quo* dans l'intérêt du public. « Ce procès, conclut Fléchier, amusa plus les parties que les juges, qui ne s'amusaient plus à examiner des causes civiles ».

On conçoit en effet que ces questions de murs mitoyens intéressent peu ces magistrats qui avaient été passionnés par certains procès criminels que nous allons examiner en passant à l'étude de la compétence criminelle des Grands Jours.

CHAPITRE IX

COMPÉTENCE CRIMINELLE

Outre l'énumération faite par l'édit de convocation des causes criminelles qui relevaient de la juridiction des Grands Jours, énumération qui n'était nullement limitative et se terminait en général par ces mots : « et en général toutes matières criminelles de quelque grandeur qu'elles soient et contraventions à nos ordonnances, tant en première instance qu'en appel », nous en trouvons une autre dans des termes à peu près semblables dans les commissions données aux officiers locaux pour informer des crimes et délits accomplis dans leur ressort. Mais avant d'entrer dans le détail des causes criminelles que les Grands Jours furent appelés à juger, disons tout de suite que nous rencontrons dans leurs registres de nombreux règlements élaborés par eux, sur le conseil du roi, en vertu

de cet axiome qu'il fallait mieux prévenir que réprimer. Cette puissance leur était attribuée expressément par le monarque qui souvent ne s'en tenait pas aux recommandations de son édit de convocation et écrivait, en cours de session, d'autres lettres aux magistrats pour les prier de prendre de nombreuses mesures préventives ou répressives sur des points particuliers. Ces arrêts de règlement prévoyaient des peines variées pour des délits spécialement énumérés et fixaient certains points de droit et de procédure, comme celui des Grands Jours de Clermont de 1665, renvoyant aux juges royaux et prévôts des maréchaux du ressort l'instruction de tous les procès criminels. Ainsi les Grands Jours pratiquaient cette « justice sévère pour le passé et prévoyante pour l'avenir » que désirait Fléchier.

La compétence criminelle des Grands Jours, comme leur compétence civile, était double : ils jugeaient à la fois en première instance et en appel.

Les procès d'appel étaient ceux qui étaient déjà passés devant les juges inférieurs, dont les sentences avaient été, par les parties, déférées au Parlement qui les renvoyait aux Grands Jours avec toutes les causes du ressort. Ce renvoi nécessitait le transfert des prisonniers enfer-

més à la Conciergerie de Paris dans la ville où se tenait la session.

En première instance aussi bien qu'en appel, les Grands Jours avaient une compétence sans limites ; tandis qu'au civil le Parlement se réservait toujours certaines causes très importantes, ici les Grands Jours étendaient leur pouvoir sur tous les crimes et délits commis dans leur ressort. Nous trouvons même ici un curieux signe de la puissance des Grands Jours. Le Parlement, dont ils émanaient, n'avait pas compétence pour juger les causes criminelles en première instance, il n'en pouvait connaître qu'en appel, sauf si les prévenus étaient pairs de France ou s'il s'agissait d'un crime de lèse-majesté. Les Grands Jours, au contraire, étaient compétents pour juger en premier et dernier ressort tous les crimes dont étaient troublés les provinces où ils siégeaient.

Bien entendu la Cour ne perdait pas son temps à s'occuper des infractions sans gravité qui ne sortaient pas du commun ; elle se réservait pour châtier soit les grands criminels, à la condamnation desquels leur puissance et leur rang assuraient un retentissement énorme, soit les crimes particulièrement odieux ou répandus. Son but étant de faire des exemples, elle choisissait ses victimes et laissait aux magistrats

locaux le fretin de ces bandes de criminels.

Nous trouvons dans les registres des arrêts sur les cas les plus divers ; presque à chaque session nous rencontrons une décision nouvelle et intéressante.

En 1391, les Grands Jours de Troyes défendent à deux femmes et à un bailli de publier de nouveau contre l'évêque des injures où il était accusé d'avoir fait mourir un de leurs parents. On voit tous les jours des sentences sur ce sujet dans nos tribunaux correctionnels. En 1481, c'est le lieutenant général du bailli de la ville que protègent contre les injures les Grands Jours de Montferrand. En 1409, la session condamne un maçon à faire amende honorable « sur le lieu du délit, un jour de fête, sans chaperon ni ceinture et à genoux, en disant qu'à tort il a fait couper les arbres et plantes du prieur de Moustier-la-Celle et rompu ses huis et fenêtres », et à payer deux amendes, au roi et au prieur, qui aura droit en outre à des dommages-intérêts.

Les registres de Poitiers de 1531 signalent plusieurs faux monnayeurs que, selon la mode d'alors, on fit bouillir « en de l'eau vive et de l'huile ».

Les Grands Jours de 1533 s'attaquèrent surtout aux gentilshommes. « Il y en eut beaucoup de décapités, dit Dongois, pour avoir tué des

sergents et leurs maisons furent rasées et démolies ; un gentilhomme fut aussi condamné à faire amende honorable *cum figuris* et à quatre cents livres de réparation envers deux de ses tenanciers pour leur avoir fait donner les étrières ; il fut privé de sa justice et les deux tenanciers exempts de son fief et des charges des rentes foncières qu'ils lui devaient ».

Les Grands Jours de Moulins nous offrent deux procès intéressants : l'un qui aboutit à la pendaison du geôlier et d'un notaire de Mâcon « pour avoir déposé faussement qu'ils avaient vu rogner des écus d'or à deux prisonniers », l'autre où un gentilhomme fut condamné à faire amende honorable en chemise, à avoir le poing droit coupé et à être banni à perpétuité, pour avoir frappé un sergent qui avait instrumenté contre son père et son frère.

Les registres de Moulins de 1540 mentionnent un incident d'audience qu'ils rapportent en ces termes, qui montrent la promptitude et la sévérité de cette justice : « Le 2 septembre, la plaidoirie est interrompue par un coupeur de bourses qui a été pris dans la chambre du plaidoyer, amené incontinent dans le parquet, où il a été sur-le-champ jugé, convaincu et condamné à être fustigé de verges par les carrefours de la ville, la corde au cou, les oreilles coupées et

banni. Et ce pendant, l'heure a sonné ». On croirait être dans la grande salle du Palais où Victor Hugo nous montre Jehan Frolo attendant sur sa colonne l'entrée des ambassadeurs flamands et Clopin Trouillefou exerçant son métier dans la foule avec ses acolytes de la Cour des Miracles.

Les Grands Jours de Poitiers de 1567 nous montrent à quel point le trouble régnait dans le Poitou à cette époque. Un sieur de la Rubatière avait tué le seigneur de Bazoches et avait été condamné par contumace par le Parlement, en 1565, à avoir les membres et les reins rompus et à mourir sur la roue, puis à être coupé en morceaux et exposé sur le lieu du crime, sans parler de la confiscation de ses biens et de sommes élevées pour les amendes et les réparations, telles qu'une chapelle commémorative où on célébrerait deux messes par semaine. Les prévôts des maréchaux de Poitou refusaient de capturer l'assassin, sachant de quelles violences il était capable ; des lettres patentes de 1567 aux sénéchaux d'Anjou, Poitou et Saintonge attribuèrent la cause à la Cour si d'ici son arrivée la sentence ne pouvait pas être exécutée. Le lieutenant particulier de Saint-Jean-d'Angély s'étant rendu à la maison du sieur de la Rubatière avec le prévôt des maréchaux de Thouars

et ses archers et avec plusieurs gentilshommes, l'un de ceux-ci fut tué d'un coup d'arquebuse. La Cour ordonna d'exécuter l'arrêt de 1565 « en assemblant si grandes forces qu'il semblera bon, même le canon », et, comme toutes les peines avaient été prononcées contre le coupable, elle se borna à augmenter l'amende « pour les frais de l'expédition ». Une autre condamnation fut prononcée à la même session contre Henri et Jacques de Clérambault, écuyers, et frère Louis Clérambault, convaincus par défaut « d'avoir fait assemblées illicites d'hommes armés et d'avoir avec eux saccagé le prieuré de Saint-Paul de Montpénil, démoli les meubles et maisons en dépendant, blessé les gens, occis les bêtes et s'être installé par violence dans ledit prieuré depuis cinq ans, sans parler de plusieurs autres crimes relevés dans les informations ». Ils sont condamnés à être décapités, du moins en effigie, devant Notre-Dame-la-Grande, à payer l'amende au roi et à la reine douairière, à voir leurs biens confisqués et leur maison détruite avec défense de la reconstruire sans autorisation du roi, et à restituer le prieuré et les fruits qu'ils y ont perçus. La même session confirme encore un arrêt du sénéchal de Montmorillon condamnant Jean Puyonneau, notaire, coupable de divers faux, à être pendu après

avoir demandé pardon de ses fautes, et avoir subi la question pour connaître ses complices et ses instigateurs. Nous trouvons aussi l'exécution d'une femme, Jeanne Brunet, qui fut pendue pour avoir tué son mari. Et, pour montrer que la Cour protégeait aussi bien les mœurs que les propriétés, elle condamne deux femmes à être fustigées nues « pour vie lubrique et scandaleuse » et poursuit un voiturier qui avait abusé d'une de ses prisonnières en l'amenant des prisons de Blois à Poitiers.

La session tenue à Poitiers en 1579 nous offre de même de nombreuses exécutions, malgré les jugements rendus par contumace ; ainsi que le prouverait seule la somme de cent vingt deux écus d'or touchés par l'exécuteur des hautes œuvres de Poitiers ; on pend moins, on ne brûle qu'une fois, mais la hache ne chôme guère. Nous rencontrons de nombreuses condamnations pour calomnies, subornations de témoins, meurtres, rébellions, blasphèmes, vols, exactions et oppressions de toutes sortes, etc. Pour ces dernières, la Cour ordonnait aux Elus de Poitiers, Thouars, Fontenay-le-Comte, etc., d'apporter en personne les procès-verbaux des chevauchées faites par eux contenant toutes les levées faites dans l'étendue de leurs élections depuis 1573, avec les noms de ceux qui les ont

reçues et la destination qui leur a été donnée. A côté des peines terribles que nous signalons plus haut, nous trouvons parfois des peines insignifiantes, comme celle qui consistait à exposer pendant trois heures, avec un panier de pêches au cou, deux vagabonds qui avaient volé des pêches ; nous avons même l'exemple d'un cas peut-être unique dans les Annales de cette juridiction, un accusé relâché parce que la veuve de sa victime n'avait pas l'argent nécessaire aux poursuites. C'est un premier signe d'une tendance des Grands Jours à une moindre sévérité, tendance dont nous trouverons dans les sessions suivantes de fréquentes manifestations.

La session de Clermont de 1582 nous fournit un amusant exemple de l'audace des malfaiteurs ; M. Philbert de Turin, conseiller aux Grands Jours, fut volé de 2.000 livres, la nuit, dans une hôtellerie où il s'était arrêté en allant rejoindre son poste.

Les Grands Jours de Lyon de 1596 eurent à s'occuper d'un criminel qui avait commis à lui seul assez de méfaits pour faire tomber plusieurs têtes : le sieur de Verdières était poursuivi pour « fabrication de fausse monnaie et exposition d'icelle, meurtres, assassinats, voleries, rançonnements, levées de deniers sans commission et autres crimes non abolis par les édits » ; il fut

condamné à mort et aux peines accessoires ordinaires de confiscation, amende, etc. La Cour s'attaque aussi aux crimes d'usure, ordonnant à tous les officiers royaux, notaires et curés de lui envoyer toutes déclarations et informations qu'ils connaissent à ce sujet, et elle adjuge une partie de l'amende payée par l'usurier à son dénonciateur. Enfin pour réprimer les exactions dont souffre le peuple, elle rend une ordonnance, sur réquisition du procureur général, qui se plaint que des commissaires particuliers informent sur ces faits dans le ressort des Grands Jours, et « en conséquence des clauses insolites de leurs commissions non vérifiées par la Cour, entreprennent sur les juridictions ordinaires et exécutent par-dessus l'appel leurs condamnations contre les maximes ordinaires de la justice, ce qui tournerait plus à l'oppression des sujets du roi contre son intention qu'au soulagement qu'ils en doivent avoir, » ordonnance enjoignant aux Elus du ressort de faire sans délai leurs chevauchées dans les élections pour informer des levées de toutes sortes faites sans commission du roi, ou détourner de leur destination et défendant « à toute personne de prendre connaissance desdits faits pendant la séance des Grands Jours et exécuter aucune commission à cet effet qui n'ait été vérifiée par la Cour ».

Un arrêt semblable fut d'ailleurs rendu par toutes les sessions postérieures.

Les Grands Jours de Poitiers de 1634 commencent leur œuvre de justice par la pendaison de Louis de Montfaucon, assesseur de robe courte du vice-sénéchal de la Basse-Marche, convaincu de vols, pillages, malversations, concussions, violences dans l'exercice de ses fonctions et de ce fait en particulier « d'avoir obligé un gueux à se faire pendre à la place d'un autre », en lui faisant croire qu'il serait grâcié au dernier moment. Ils condamnent à mort un jeune gentilhomme qui avait battu un curé devant son église « sans que les démarches des siens ni sa jeunesse puissent le sauver ». Les faux monnayeurs fournissent à cette session une ample moisson de condamnés ; beaucoup sont gentilshommes, l'un d'eux même est un religieux de l'abbaye de Maillezais, accusé en outre de blasphème et de sodomie ; malgré sa sévérité, la Cour ne peut purger totalement le Poitou des officines de fausse monnaie. Les conseillers eurent à s'occuper aussi d'un procès connexe à l'affaire d'Urbain Grandier pour protéger Madeleine de Brou, de Loudun, accusée faussement de magie et de complicité avec ce dernier, et persécutée par un apothicaire, qu'elle avait fait condamner par le Parlement, et par le prévôt

Laubardemont qui avait perquisitionné illégalement chez elle et l'avait même arrêtée ; Mlle de Brou demanda à la Cour d'informer contre toutes ces violences, mais Laubardemont se plaignit à Richelieu que ses droits recevaient des atteintes de la part de « ces messieurs des Grands Jours » qui tentaient de s'attribuer l'affaire Grandier et, étant venus à Loudun, y avaient fait publiquement des choses indécentes et répréhensibles. La Cour n'est pas arrêtée par cette démarche et ordonne au prévôt de lui apporter sa commission et de respecter la personne et les biens de la suppliante, sous peine de dix mille livres d'amende. Et pour achever de nous édifier sur la manière dont les officiers royaux rendaient la justice, nous avons la condamnation du lieutenant de robe courte du prévôt provincial de Montmorillon, poursuivi pour juger et exécuter les inculpés de sa propre autorité.

Fléchier passe en revue les divers crimes punis par les Grands Jours de Clermont de 1665 et ils étaient nombreux : « il y avait un si grand nombre de criminels qu'on en fit effigier un jour plus de trente à la fois ; il faisait beau voir dans la place des exécutions tant de tableaux exposés, dans chacun desquels un bourreau coupait une tête, spectacle d'autant plus agréable qu'il y avait

de la justice sans qu'il y eût du sang répandu ». Cette dernière remarque n'est qu'un blâme déguisé contre l'indulgence incompréhensible dont cette session fit preuve à l'égard de quelques coupables. Nous en trouvons un premier exemple dans le procès de M. Deshéraux, qui avait pendu un de ses soldats sous le prétexte faux qu'il avait violé sa femme et déserté. Il avait demandé son renvoi au Parlement de Paris où son affaire était pendante en vertu d'un arrêt du conseil ; mais, sur l'avis de M. Talon, la Cour ordonna au bailli de Berry de rester saisi, et l'accusé se renferma alors dans un mutisme complet ; huit conseillers des Grands Jours se prononcèrent pour la mort, sept pour le renvoi au Parlement et c'est ce qui le sauva.

Les Grands Jours usèrent encore de faiblesse pour le baron de Sénagas, accusé de toutes sortes de crimes : élection d'échevins de son autorité privée, exactions à main armée, impôts illégaux, démolition de chapelles, assassinats, emprisonnements, rançons, séquestration d'un homme dans une armoire où il ne pouvait se tenir ni debout ni assis et d'où il sortit couvert de mousse et de moisissure, etc... Mais, comme la défense de l'accusé était très habile, les preuves peu convaincantes et les témoins suspects de partialité, il ne fut condamné qu'au bannissement, à

la démolition de ses fortifications et à la confiscation de ses biens ; « ainsi il passa à fleur de corde. »

Une femme qui avait tué un enfant adultérin, et avait voulu, pour toute défense, persuader aux juges que son mari était revenu près d'elle sans s'en douter, ne fut condamnée qu'au fouet, au bannissement et à la marque. La même peine fut prononcée contre deux filles-mères, qui avaient tué leur enfant, l'une d'elle ayant été condamnée à mort par les juges inférieurs. Nous trouvons une autre marque de faiblesse dans l'affaire de M. de Canillac de Pont-du-Château, sénéchal de Clermont, qui était allié au président de Novion et qui, selon Fléchier, passait pour le plus criminel de la province ; il fut assez audacieux pour venir haranguer les magistrats à leur entrée dans Clermont, en sa qualité de sénéchal, et fut arrêté peu de jours après ; mais on ne put jamais faire contre lui la preuve de crimes pourtant constants, tous les témoins, par peur, semblant le justifier : duels mortels, exactions et vexations de toutes espèces, persécution de certaines familles du pays, etc... Le président de Novion lui fit « une belle réprimande, lui reprochant les dérèglements de sa vie passée, l'exhorta à s'amender, lui déclara que toute la Cour le croyait coupable des accusations dont

on le chargeait quoiqu'il ait écarté les preuves et corrompu les témoins. » Il fut condamné à 500 livres d'amende, à l'indignation générale, malgré le réquisitoire de M. Talon qui concluait au bannissement perpétuel, à la destitution et à une forte amende, tout cela parce qu'il était allié à M. de Novion et que M. de Vaurouy, son rapporteur était l'amant de sa belle-sœur. Toute cette famille de Canillac était d'ailleurs composée des pires gredins. M. de Beaufort de Canillac fut condamné à mort par contumace pour meurtre d'un paisible gentilhomme qu'il avait raillé, provoqué et tué dans sa maison, ce qui ne l'empêcha pas d'assister à l'entrée de MM. des Grands Jours ; il prit la fuite quand on arrêta son cousin M. de la Mothe-Canillac. Ce dernier était aussi de la maison de Canillac, « ce qui donne bonne opinion de sa noblesse, mais non pas beaucoup de sa conduite, y ayant un dérèglement universel dans toute cette famille » ; il était le plus innocent des Canillac, « ce qui ne le rendait pas innocent, mais moins coupable. » Il fut arrêté après un dîner où on l'avait plaisanté au sujet des Grands Jours, et les avis furent partagés sur cette capture ; les uns pensèrent que le président avait voulu montrer qu'il suivait aveuglément les intérêts de la justice du roi sans entrer dans des considérations person-

nelles, telles que l'alliance ; les autres qu'on avait voulu commencer par un grand exemple pour faire trembler toute la noblesse, et de fait « il se faisait mille conversions qui venaient moins de la grâce de Dieu que de la justice des hommes ; ceux qui avaient été les tyrans des pauvres devenaient leurs suppliants et il se faisait plus de restitution qu'il ne s'en fait au grand jubilé de l'année sainte » ; d'autres estimèrent que le nom de Canillac étant très mal vu à la Cour, on faisait ainsi valoir auprès du roi l'autorité des Grands Jours ; Fléchier pensa avec M. de Caumartin qu'on aurait mieux fait de ne pas épouvanter les gentilshommes qui s'enfuirent sitôt après cette arrestation, car pour réussir la capture d'un demi-coupable, on renonça à celle de cent criminels, » et tout le monde est d'accord que cette première capture est un bon coup pour le juge mais non pour la justice ». Quoiqu'il en soit, M. de la Mothe-Canillac était accusé d'avoir attaqué M. d'Orsonnette avec une douzaine de cavaliers, de l'avoir blessé et d'avoir tué son fauconnier, sous le prétexte qu'il avait dilapidé l'argent que Canillac lui avait confié pour équiper des cavaliers pour le service du prince de Condé. Le maître des requêtes, M. de Caumartin, lui accorda des lettres de rémission sur les supplications de sa femme, malgré l'avis de

M. de Novion et des conseillers qui prétendaient que c'était un retard à la procédure, que ce serait un précédent, et que la déclaration du roi s'y opposait. Mais ces lettres furent la cause de sa perte, car elles furent délivrées sous le prétexte que Canillac, en blessant d'Orsonnette, était en légitime défense contre celui-ci qui lui avait tendu une embuscade, alors que tous les témoins affirmaient que d'Orsonnette avait pris la fuite dès que son adversaire l'avait attaqué, parce qu'il était dans un état notoire d'infériorité numérique ; comme il avouait, pour obtenir ces lettres, qu'il avait blessé d'Orsonnette et tué son fauconnier, il prononçait par là même sa condamnation, puisqu'il était démontré qu'il était l'agresseur. Il eût pu espérer quelques ménagements de ses juges, car son accusateur était plus criminel que lui, et était accusé lui-même d'avoir tué son père et tenté de tuer son frère, et les témoins à charge étaient indignes de confiance, ayant été condamnés, pour la plupart, aux galères et au bannissement perpétuel ; quant à celui qui avait fait l'information, il avait été condamné comme faussaire ; « il aurait pu se tirer d'affaire avec un peu de conseil et il ne périssait que faute de conduite ; des gentilhommes l'aurait absous, non des juges venus pour rétablir l'ordre dans une province où tous les nobles

font les tyrans. » Mais ses adversaires faisaient valoir que « la justice serait inutile si on devenait innocent en avouant qu'on est criminel et que les méchants auraient bien de la confiance s'ils pouvaient espérer l'impunité par la confession ; qu'il fallait considérer cela, ou comme un effort de la vérité qui se découvre souvent sans qu'on y pense, ou comme un embarras où le crime jette bien souvent ceux qui l'ont commis ; que, pour ce qu'il était le plus innocent de sa parenté, cela ne concluait point qu'il ne fût coupable, que ces innocences de comparaison donnaient quelque impression devant le peuple et ne justifiaient pas devant les juges ; que le témoignage qu'on rendait qu'il était moins violent que les autres Canillac était une grande honte pour les autres et non une louange pour lui ; enfin qu'il y avait un certain état de crime où le plus et le moins ne devaient pas sauver un accusé. Quoiqu'il en soit il avait été le premier pris, il portait un nom fort décrié à la Cour, il avait suivi un parti contraire aux intérêts du roi, mais quoiqu'il méritât la mort, il était plus malheureux que criminel ; aussi c'est la loi seule qui l'a condamné et les juges ne l'ont suivie que la larme à l'œil. » Malgré les arguments présentés par son rapporteur, M. Le Coq, plus ancien conseiller, il fut condamné à mort à l'unanimité

moins deux voix et exécuté devant la cathédrale. Si, après avoir lu Fléchier, nous sommes prêts à déplorer cette mort, nous changeons d'avis en consultant Dongois, qui nous présente ce Canillac comme un criminel endurci et ne méritant aucun ménagement. Et il nous semble préférable de nous en rapporter à l'opinion de ce dernier, si nous nous souvenons des tendances indulgentes de cette session que nous signalions plus haut. Cette triste affaire eut un épilogue comique : ayant appris qu'un coffre déposé chez M. de Beaune par la veuve de Canillac contenait de l'argent de son mari, un prévôt alla y mettre les scellés, et quand le conseiller Nau vint pour l'ouvrir, on n'y trouva que de la ferraille ; « M. Nau faisait une forte plaisante figure, de dépit et de crainte, devant ces pistolets rouillés qu'il soupçonnait recéler des ressorts dangereux pour ses jours ». Enfin pour compléter le tableau de cette maison illustre, d'où étaient sortis deux papes et plusieurs capitaines », mentionnons le procès fait au marquis de Canillac, qui avait pratiqué sur ses terres « tout ce que la tyrannie peut inventer en matière d'imposition ; on levait la taille de Monsieur, celle de Madame, et celle de tous ses enfants. » Pour l'aider il entretenait douze scélérats qu'il appelait les douze apôtres, « qui catéchisaient avec l'épée ou

le bâton » ; il imposait les aliments les plus usuels, puis, « comme on pratiquait trop d'abstinence », il imposait ceux qui n'en consommaient pas ; son plus grand revenu était tiré de sa justice, car il jetait ses sujets en prison pour rien et exigeait de l'argent pour se racheter : il fut condamné à mort par coutumace, ce qui ne le gêna guère car il avait déjà assisté à une semblable exécution, ordonnée contre lui par le Parlement de Toulouse. Son fils fut également exécuté en effigie pour avoir tué un prêtre qui s'était mêlé d'une intrigue qu'il avait nouée avec une femme, sans lui laisser plus de temps qu'il n'en fallait pour faire sa prière.

Mais la famille de Canillac n'avait pas le monopole des forfaits et l'un des plus grands criminels de la région était M. d'Espinchal, qui décida en partie de la tenue des Grands Jours de 1665 ; « il avait, nous dit Fléchier, tout ce qu'il faut pour se faire craindre des cavaliers et aimer des dames », mais se livrait à toutes sortes de crimes. Il avait, sur une simple dénonciation et n'écoulant qu'une stupide jalousie, « pratiqué sur un page de sa femme une opération des plus hardies qui le fit mourir civilement au monde » et le laissa agoniser en l'attachant au plafond par les pieds ; puis il traita un de ses fils de la même façon, laissa à sa femme le choix entre un

pistolet et du poison pour la tuer et elle n'en réchappa que par suite de l'excès de la dose de celui-ci. Condamné à mort par contumace par le présidial de Riom, il se réfugia à Paris, dans des maisons à double issue, enleva ceux qui se plaignaient de ses méfaits en disant qu'il agissait au nom du roi. Serré de trop près à Paris, il se réfugia dans les monts d'Auvergne, où il s'offrit le plaisir de se moquer des juges du présidial qui en voulaient à sa tête, en leur annonçant que le roi lui avait accordé des lettres de grâce, qu'il leur apporterait le lendemain pour les entériner et il ne leur envoya qu'une boîte vide en fer-blanc « dont ils furent surpris extrêmement ». Pendant la session des Grands Jours, il vécut dans les montagnes, où il changeait de gîte tous les jours, les prévôts le rencontraient parfois sans oser l'arrêter « tant il avait l'air d'un honnête homme » et quelquefois ils étaient suivis par lui alors qu'ils pensaient le poursuivre. Toute leur vigilance ne servit qu'à faire confirmer l'arrêt de mort du présidial et il ne fut exécuté qu'en effigie.

Le procès des frères Combalibœuf est lié au précédent; ceux-ci étaient poursuivis pour avoir tué un M. Dufour sur l'instigation d'un de leurs amis, nommé L'Avena, qui lui en voulait; à l'approche des Grands Jours ils avaient pris la

fuite, et leur père, pour essayer de les sauver, obtint du président des Grands Jours la promesse de leur grâce s'ils faisaient prendre d'Espinchal ou L'Avena ; mais le sauf-conduit délivré par M. de Novion ne fut pas respecté pour l'ainé et le puiné fut arrêté à un rendez-vous qu'il avait donné à L'Avena et où celui-ci ne vint pas. Ils furent condamnés à mort et décapités, soit pour rendre leur mort plus douce, soit pour faire plus de bruit à la fin de la session en les traitant comme des gentilshommes. Le rôle du président fut différemment jugé : les uns l'approuvèrent sans réserve du stratagème, les autres seulement de l'intention, disant que M. Talon aurait dû agir et non lui, pour ne pas être forcé de condamner ceux à qui il avait fait espérer la grâce.

Citons encore le procès de MM. du Palais père et fils qui avaient tué ou blessé les huissiers venus pour leur signifier un décret dans leur château et leur rappeler qu'ils y étaient, comme tous, soumis aux lois ; ils furent condamnés à être décapités et à voir leurs biens confisqués et leurs châteaux rasés. La Cour condamne encore le comte d'Apcher, pour levées illégales de tailles, siège de maisons, mauvais traitements infligés à des bourgeois et à des dames, mais l'intendant l'avait laissé s'échapper avant les

Grands Jours parce qu'il était mécontent de n'en pas faire partie. Ils se vengent sur M. de Veyrac qui, surpris qu'un notaire ait eu l'audace de verbaliser contre lui, alla l'assiéger chez lui et le tua après lui avoir promis la vie sauve s'il se rendait.

A côté de ces criminels de marque, nous trouvons à la session de 1665 de nombreux procès moins considérables, mais très variés. Mme de Vieuxpont fut condamnée au bannissement et au paiement de grosses sommes comme amende et dommages-intérêts pour avoir accusé fausement le procureur du roi d'Evreux d'avoir prononcé des paroles de révolte contre le roi et fait l'apologie de la république et du gouvernement autonome des provinces. La Cour se montra assez clément envers M. de Montvallat, accusé d'accorder à ses justiciables trop de grâces moyennant finances et de fixer trop haut la redevance qu'il exigeait pour le rachat du prétendu droit de noces, « droit des plus dangereux pour l'honneur » ; cependant de nombreux témoins l'avaient chargé, mais c'est parce qu'il n'était pas assez craint, « car il était si doux et si tranquille que souvent ses paysans le menaçaient et sa femme le battait ». La Cour condamne à neuf ans de bannissement le grand prévôt de Bourbonnais, accusé d'exercer des violences et des

abus de pouvoir, et d'avoir excité au duel, dix-neuf ans auparavant, un archer contre un exempt pour se divertir ; on ne le condamna pas à la prison, car la goutte le tenait couché depuis deux ans, et « il était sa prison lui-même, on usait de rigueur en ne le condamnant pas à mort puisqu'il devait continuer à souffrir ».

Une femme accusée d'avoir brûlé quelques maisons fut condamnée à la question ordinaire, qui est « une extension un peu violente, sans grande quantité d'eau », marquée à la fleur de lys et exilée, car le crime était incertain et la preuve difficile, car elle avait agi « sans autre ministère que celui de sa propre malice ». L'intendant fit arrêter le président de l'élection de Brioude, sous l'inculpation de magie, mais il s'échappa dans les bois, et Fléchier déplore qu'on ait ainsi « perdu l'occasion d'apprendre des nouvelles du Sabbat et de savoir l'art des caractères ». La Cour eut aussi à juger un fermier accusé de sortilège ; pour se venger d'une jeune bergère dont le chien lui avait tué deux canes, il jeta un sort au moment de son mariage sur elle et sur son mari pour que « le sacrement ne pût avoir son dernier effet ». Mais l'Eglise « qui est une bonne mère » fit brûler le bois de coudrier qui avait servi au prétendu sorcier

« pour rendre la liberté à ces deux misérables languissants ». Et Fléchier conclut en ces termes stupéfiants chez un homme de son intelligence : « Cette histoire nous fait voir qu'il ne faut point tenir ces enchantements pour des fables ». Nous rencontrons en passant quelques condamnations pour adultère ou inceste. Mentionnons encore la pendaison du curé de Saint-Babel qui avait tué un de ses paroissiens qui l'avait malicieusement enfermé dans une grange où il se trouvait avec sa maîtresse, et d'où il était sorti en présence de toutes ses ouailles assemblées devant la porte ; il avait été jugé par l'official de l'évêque qui l'avait livré au bras séculier en prononçant contre lui « toutes les pénitences que l'Eglise ordonne pour les grands crimes, suppliant la Cour de vouloir se contenter de ce châtiment, ce qui est une clause qu'on ajoute quand on reconnaît le criminel digne de mort ». Ce curé n'était pas exempt de tout reproche avant son crime : appelé près d'une malade, et trouvant dans la maison une fille à son goût, il oublia la pénitente et « loin d'exhorter la malade à bien mourir, il sollicitait celle qui se portait bien à mal vivre ». Cette session condamne encore un curé qui, dans ses prênes, regrettait les beaux jours de la République romaine, exprimant le désir de vivre indépen-

dant et sans payer d'impôts, et « joignant l'impïété à la sottise ». Elle rend à son mari une femme qui demandait à être séparée de son mari parce qu'il la battait, en réalité à cause de ses relations avec l'official, décision prise dans le but de « la tirer de la juridiction de l'officialité », ajoute spirituellement Fléchier. Elle renvoie se soigner un pauvre visionnaire qui accusait sa belle-mère et ses frères du second lit d'avoir empoisonné son père et sa femme, sans invoquer d'autre argument que l'habituelle antipathie qui règne entre les enfants d'un autre lit et leur belle-mère ; M. Talon avait demandé « qu'on lui fit prendre de bons bouillons ».

Pour terminer la liste de ces divers procès, tous plus ou moins tragiques, citons quelques causes macabres ou même gaies. M. de la Tour ayant été condamné à être pendu, la Cour s'aperçut par la suite qu'il était gentilhomme ; « on lui rendit l'honneur qu'il méritait et on le condamna à avoir noblement la tête coupée ». La Cour se divertit beaucoup en entendant un curé qui venait lui demander des lettres de grâces : on avait jeté un dévolu sur son bénéfice et on le jugeait indigne d'exercer son sacerdoce depuis que, dans un repas de noces, il avait tué un chien « malappris » qui venait voler sa viande dans son assiette ; on comprend que

toutes les causes n'aient pu être expédiées si on s'arrêtait à de tels enfantillages. Puis les Grands Jours examinèrent la plainte d'un médecin de Bourbon contre un baigneur qui s'était révolté contre lui et l'avait traité d'« âne de médecin », « croyant que sa science ne relevait pas d'Hippocrate et qu'il connaissait les règles du bain aussi bien que les médecins » ; il en fut quitte pour une légère amende et une suspension de six mois. Fléchier nous raconte encore qu'un individu condamné aux galères s'imagina qu'il serait sauvé si quelque fille le demandait en mariage, ainsi que cela se passait à la Cour des Miracles, dans le royaume d'Argot ; des dames charitables lui découvrirent une fille « qui était tombée en quelque faute », et qui consentit à l'épouser ; il fut désolé quand on lui apprit qu'aucune loi n'autorisait cette « permutation de peine », selon l'expression ironique de Fléchier. Terminons enfin cette revue des causes criminelles des Grands Jours par l'affaire de la comtesse de Saigne, sur laquelle notre auteur nous donne de nombreux détails. C'était une jeune fille fort belle, d'extraction roturière, que le comte de Saigne avait épousée en secondes noces ; mais il lui « apporta ses maux en même temps que ses biens », et n'ayant pu par les soins les plus éclairés des facultés de Cler-

mont et de Paris effacer les effets de cette contamination, elle demanda à se séparer de son mari, qui y consentit ; mais, ayant eu des regrets, il refusa de lui verser sa pension pour la forcer à revenir. La dame se plaignit à la Cour à qui elle exposa son affaire dans les moindres détails au grand divertissement des magistrats, qui rendirent un jugement en audience publique « devant la pitié des uns et l'indignation des autres ».

Avant de passer à un autre sujet, voyons quelles peines prononçaient les Grands Jours. Les plus fréquentes, comme peines capitales, étaient la décapitation et la pendaison ; quelquefois on brûlait le condamné, une fois même il subit l'écartèlement. La peine était appliquée le jour même, pour éviter qu'aucune grâce n'intervint, elle était souvent précédée de la torture. Les peines moins graves étaient les peines appliquées par les tribunaux ordinaires : marque, mutilation, fustigation, bannissement, prison, amende honorable, confiscation, amende, etc...

Quittons maintenant la compétence criminelle des Grands Jours et voyons quel était leur pouvoir réglementaire.

CHAPITRE X

POUVOIR RÉGLEMENTAIRE

Les Grands Jours, nous l'avons dit, avaient en troisième lieu des attributions réglementaires. De nombreux arrêts, rendus en la forme et avec les effets des arrêts de règlement du Parlement, nous montrent encore une similitude entre ce dernier et sa délégation, qui exerce tout comme lui le véritable pouvoir législatif qu'il possède.

Ces arrêts traitent les matières les plus variées. Les uns s'occupent de procédure, et nous avons parlé de plusieurs de leurs dispositions dans le chapitre que nous lui avons consacré. Les autres se rapportent à des questions criminelles et nous ont servi à exposer les attributions des Grands Jours à ce point de vue. Il nous reste à examiner les règlements qui ne touchent à aucun de ces deux sujets.

Nous verrons qu'ils envisagent les questions religieuses et en particulier qu'ils prennent une part active à la lutte contre les protestants, qu'ils réglementent la police locale, le prix des vivres, la situation des hopitaux et les secours à distribuer aux pauvres, les corps de métiers, les universités, la voirie, les finances des établissements publics, et les devoirs des officiers royaux.

SECTION I

Questions religieuses

Nous avons déjà vu, en particulier en étudiant la compétence civile des Grands Jours, que ceux-ci étaient amenés à s'occuper de questions touchant de très près la religion : vœux de religieux, conflits avec les juges ecclésiastiques, etc.

Ils entraient encore bien plus avant dans les affaires de l'Eglise. Dans certains registres, on rencontre pour ainsi dire à chaque page des arrêts ordonnant que les monastères et les églises du ressort seront visités et réformés par les magistrats de la Cour.

Autrefois même, les visites étaient faites uni-

quement par des conseillers des Grands Jours, dont le clergé admettait l'intervention; mais, de 1579 à 1634, on leur adjoignit des ecclésiastiques en nombre égal. Ce ne fut pas parce que des doutes étaient nés sur la légitimité de la façon antérieure de procéder, mais parce qu'on avait taxé d'office le clergé pour le faire participer aux frais de cette inspection et qu'on trouvait juste et convenable de l'associer à la visite, surtout en 1634 où il avait offert spontanément d'affecter quinze cents livres à cette mission.

Il ne semble pas que l'on ait jamais contesté aux Grands Jours le double pouvoir de faire des règlements concernant la religion et d'ordonner la réforme d'abus existants dans les établissements ecclésiastiques. Bien plus, le clergé leur en était le plus souvent reconnaissant, si l'on en juge par les remerciements que l'évêque de Poitiers, Monseigneur Geoffroy de Saint-Belin, adressait en 1579 aux Grands Jours pour leur « bonne justice et la protection accordée au culte et à ses ministres ». On pourrait être étonné que l'Eglise, qui se montrait en général si jalouse de ses prérogatives, ait accepté aussi facilement une ingérence indéniable du pouvoir royal dans ses affaires. Mais cette résignation s'explique par le fait que, au milieu des troubles qui nécessitaient la tenue des Grands Jours

dans une province, les gentilhommes s'emparaient des biens ecclésiastiques, et usaient de violences envers les prêtres : ceux-ci, ne pouvant pas se protéger eux-mêmes, étaient bien contents de s'adresser au bras séculier pour punir et effrayer les usurpateurs, et ce sont eux qui réclamaient son intervention, bien loin de s'en plaindre. D'autre part, le roi était enchanté de l'occasion qui s'offrait à lui de pénétrer dans les affaires de l'Eglise, d'étendre son pouvoir sur une classe de la société qui en était assez indépendante et de montrer au clergé qu'il ne pouvait rien sans l'aide du pouvoir royal. Ces droits ont appartenu de tous temps aux Grands Jours, mais les édits de convocation n'en parlent qu'à partir de 1541, en ces termes : « Les conseillers pourvoiront aux églises tant pour le fait du divin service, entretenement des saints décrets et discipline régulière que sur les ruines, décadence et désolation desdites églises, édifices et lieux auxdites églises appartenant, aliénation d'icelles, dégradations, ventes et coupes de bois et autres mauvaises administrations des titulaires ». Il était d'ailleurs quelquefois nécessaire d'intervenir pour réprimer certains abus du clergé ou des communautés soit contre des particuliers, soit contre la royauté elle-même ; dès 1395, les Grands Jours de Troyes défendent au

doyen et au chapitre de Saint-Pierre de Bar « d'exiger des habitants plus excessivement que les curés d'ancienneté ont accoutumé » ; en 1409, une autre session s'occupe des exactions des curés pour « droits de confrairies; offrandes, fiançailles, mariage, sacrements, droits mortuaires, testaments, etc. » Les Grands Jours avaient souvent à se prononcer sur des appels comme d'abus au sujet d'empiètements du pouvoir ecclésiastique dans les attributions de l'Etat; la session de Poitiers de 1531 rend un arrêt, défendant à l'official et à tous les notaires, greffiers et clercs de l'officialité de « bailler à l'avenir citations et monitions abusives portant maledictions et autres clauses superstitieuses, insolites et réprouvées par les canons, saints décrets, et arrêts de la Cour, au scelleur de l'officialité d'en sceller aucune qui ne porte le visa de l'official », afin qu'il puisse en être rendu responsable. A Moulins en 1540, les notaires royaux de Saint-Pierre-le-Moutiers et du Nivernais requièrent qu'on défende aux gens d'Eglise de recevoir les contrats des laïques sous peine de nullité, et qu'on leur permette d'informer des contraventions faites à ce sujet aux ordonnances. En 1531, les Grands Jours de Poitiers cassent comme abusif un arrêt de l'officialité de Tours, confirmé par la primatie de Lyon, assis-

tée de deux juges délégués par la Papauté, et condamnant le gcôlier de cette officialité à une réparation civile pour avoir laissé évader un prisonnier; la Cour, considérant qu'il s'agissait d'un laïque, déclara qu'il y avait abus et l'acquitta.

Mais si parfois les Grands Jours prenaient des décisions préjudiciables au clergé, la grande majorité de ses arrêts constituait pour lui un appui des plus sérieux. Ainsi les Grands Jours de Troyes de 1583 promulguent un règlement défendant aux officiers du roi de se mêler directement ou indirectement des affaires des prélats, abbés et communautés et de leur prendre des gages ou des pensions. Mais qu'il s'agisse de règlements généraux, de réformes de monastères, de discipline religieuse, d'usurpation de biens ecclésiastiques ou du respect dû aux lois religieuses, l'Eglise peut compter sur la protection des Grands Jours. En ce qui concerne les règlements généraux touchant la religion, nous les rencontrons surtout au moment des temps troublés de la Ligue et des luttes entre catholiques et protestants. Ils comprennent quelquefois un seul arrêt où il est question des difficultés les plus variées; quelquefois il y a des arrêts séparés pour les visites d'abbayes, le respect du repos dominical, etc. En 1579, les Grands Jours

de Poitiers rendent un arrêt ordonnant que les curés et « autres bénéficiers ayant charge d'âme » résident personnellement dans leurs cures et bénéfices, que les évêques n'accordent qu'exceptionnellement des lettres de non-résidence, tiennent la main à l'administration des sacrements et à la prédication de la parole de Dieu et fassent « les visitations qu'ils sont tenus faire selon les constitutions canoniques », que certains officiers du roi se transportent en qualité de commissaires dans les cures et bénéfices pour s'informer des personnes qui en sont pourvues et à quel titre elles le sont, de l'état des édifices, de la façon dont le service divin est célébré et les sacrements administrés, en quoi consistent les revenus et à quel usage ils sont employés, quels biens ont été vendus, le tout en consultant tous les titres et papiers nécessaires que devront leur fournir les curés, marguilliers, « fabriqueurs », chapelains, assemblés par eux avec les fondateurs des établissements, les hauts justiciers et un certain nombre de paroissiens, dont ils prendront les avis ; puis l'arrêt ordonne d'assigner les réfractaires aux décisions des commissaires ainsi que les usurpateurs de biens ecclésiastiques en prenant toutes les mesures provisoires nécessaires ; enfin, pour son exécution, l'arrêt décide que quatre officiers de justice

seront nommés dans chaque sénéchaussée du diocèse, pour, avec les représentants du clergé nommés par l'évêque, visiter les lieux qui leur seront assignés, pour appliquer les décisions de la Cour. Les frais de cette enquête seront supportés par une taxe levée sur les abbayes, chapitres, communautés et évêchés, dont quelquefois, comme en 1634, la Cour donne elle-même la répartition : 300 livres tournois sont à payer individuellement par l'évêque de Poitiers, le chapitre de la cathédrale, celui de Sainte Radegonde, celui de Saint-Hilaire, 180 par l'abbé de Moustier et 120 par celui de la Selle.

Cet arrêt est reproduit en des termes peu différents par les sessions postérieures, tantôt pour tous les diocèses du ressort, tantôt pour quelques-uns d'entre eux, tantôt pour un seul : les Grands Jours de Troyes de 1583 ordonnent la restitution des bénéfices usurpés, défend aux titulaires de s'absenter de leurs cures et bénéfices, ordonne de vérifier les comptes des établissements charitables, de réparer les monuments du culte, en instituant toujours une commission de quatre officiers royaux. Ceux de Poitiers de 1634 ordonnent que « la parole de Dieu soit annoncée par gens capables de bonne vie et non suspectés de factions », et défend de

troubler les ecclésiastiques dans la perception de leurs revenus.

Mais le plus souvent c'est par règlements particuliers qu'opèrent les Grands Jours. Les plus nombreux se rapportent à la réforme des monastères. Les procureurs généraux ne se font pas faute d'attirer l'attention de la Cour sur l'importance de sa mission à cet égard, et donnent des ordres aux substituts du ressort pour qu'ils les avertissent des désordres qu'ils connaîtront, les menaçant parfois d'ajournement personnel, comme à Tours en 1533, pour n'avoir pas fait leur devoir.

Tantôt la Cour agit à la requête du procureur général ou de sa propre initiative, tantôt sur la demande de l'abbé ou prieur, tantôt sur celle de l'évêque. Elle vise parfois tous les monastères d'une province (ceux de la Marche en 1579), mais le plus souvent les désigne un à un. En général, la Cour désigne deux de ses membres pour aller visiter l'abbaye suspecte et statuer sur leur rapport; le plus souvent elle décide qu'elle sera réformée *tam in capite quam in membris*, et mande à l'évêque dont elle dépend de nommer deux religieux qui, de concert avec un conseiller, procéderont à la réforme désirée, en disposant des revenus de l'abbaye dans la limite fixée par la Cour. Comme moyen d'action, les

commissaires possédaient la saisie du temporel. Quelquefois, comme à Moulins en 1541, la Cour se borne à faire comparaître les prieurs, en ordonnant au bailli compétent d'informer sur les réparations à faire aux bâtiments, « sur la contamination du service divin, auquel il doit pourvoir », sur l'état des ornements, etc., et en prononçant la saisie des revenus jusqu'à ce que le prieur ait obéi. Quelquefois aussi les enquêteurs installent des « commissaires dépositaires de justice » pendant la contestation. Cette disposition fait partie des mesures provisoires que prenait souvent la Cour en décidant la réforme, parmi lesquelles se trouve encore l'ordre aux personnes séculières mariées et aux femmes demeurant dans les abbayes de les quitter, « sous peine de voir leurs meubles mis sur les carreaux ».

Parfois les magistrats n'agissent pas eux-mêmes : c'est ainsi qu'à Poitiers en 1634 ils ordonnèrent aux officiers de Châtillon-sur-Indre « d'assembler le peuple pour aviser au rétablissement des églises ». Quelquefois enfin, comme à Moulins en 1534, la Cour ordonne aux officiers royaux « de prêter conseil et asile au provincial de l'ordre des Carmes dans la province de Narbonne pour faire observer ses ordonnances pour la réformation de l'ordre ».

A Moulins en 1534 comme à Troyes en 1535, à Riom en 1546 comme à Troyes en 1583, « on travaille fortement aux réformations des monastères et au rétablissement des églises ruinées », nous dit Dongois. Les Grands Jours de Tours de 1547 procèdent à l'interrogatoire de tous ceux qui ont participé aux coupes de bois faites sur le domaine de l'abbaye de Marmoustier et mettent « en la main du roi » les bois coupés et non vendus.

Si les arrêts de la Cour ne sont pas exécutés de plein gré, elle les fait exécuter de force, affectant une partie des revenus à ce but et donnant une destination spéciale à l'autre partie, telle que nourriture des religieux, ou charges de l'abbaye. Parfois même la saisie du temporel est prononcée en même temps que la réforme et il est confié à des commissaires choisis parmi les notables du lieu qui l'emploieront à l'entretien des religieux et aux réparations et ornements décidés. Le temporel est aussi saisi à titre de peine, comme on le fit en 1634 pour certaines abbayes du Poitou qui n'avaient pas payé la taxe imposée par la Cour, et comme l'huissier chargé de faire les commandements n'avait trouvé ni les receveurs des chapitres ni les fermiers des abbayes, la Cour lui ordonna de les signifier à l'un des chanoines les plus élevés en

dignité qui devra le conduire aux receveurs, sous peine d'être responsable sur tous ses biens. Parfois au contraire la Cour contribue à ces dépenses en leur affectant une partie des amendes et des confiscations qu'elle a prononcées, ainsi qu'on le vit à Clermont en 1582 au profit des Frères prêcheurs qui touchèrent ainsi 333 écus.

Déjà les Grands Jours de Poitiers de 1634 abondent en réformes en ce genre, mais ceux de Clermont de 1665 agirent encore avec plus d'autorité. M. Talon, procureur général, représenta « les abus de l'état ecclésiastique par le peu d'autorité des chanoines, le libertinage des monastères déréglés et des religieux qui se prétendent exempts de la juridiction épiscopale, le désordre et scandale des religieuses de la campagne, et mille autres choses ». La Cour ordonne la visite de tous les bénéfices, force les supérieurs des monastères établis depuis trente ans à rapporter les lettres patentes de leur établissement et leurs acquisitions depuis dix ans, régleme la liberté des chanoines, rétablit la juridiction de l'évêque et prend diverses mesures disciplinaires. Fléchier nous dit que quelques-uns trouvèrent que la compagnie excédait ses pouvoirs, car elle dépassait les réformes des conciles provinciaux, et l'accusè-

rent de jansénisme parce qu'elle méprisait l'autorité du pape ; mais d'autres approuvèrent cette énergie qui rétablissait la juridiction de l'évêque et qui avait été encouragée par le roi lui-même. On est tenté d'être de ce dernier avis en lisant le récit de l'affaire des religieuses de l'Hôtel-Dieu : cet hôpital, qui n'était pas tout à fait construit, avait été occupé par des religieuses de Loches qui peu à peu s'y étaient crues chez elles et ne s'occupaient plus des malades que pour leur envoyer un peu d'eau bénite et peu de médicaments ; elles avaient achevé les constructions selon leurs goûts personnels et étaient en plus grand nombre que les pauvres ; l'évêque excommunia ceux qui se plaignirent, mais les Grands Jours furent saisis et sommèrent les religieuses de présenter leurs lettres patentes, où on peut lire que « par vœu et profession, elles s'étaient obligées à s'appliquer entièrement aux soins des pauvres et à employer toute leur personne et tous leurs biens au service des hôpitaux ». La mère de M. Talon alla visiter le monastère avec un conseiller et la Cour mit bon ordre à ces abus.

Ceci touche presque déjà à la discipline ecclésiastique. Mais les Grands Jours ne devaient pas la maintenir que dans les communautés : ils la faisaient respecter aussi par

les religieux individuellement. Ceux de Poitiers de 1519 ordonnent le transfert de deux abbesses dans d'autres couvents, leur conduite étant sujette aux reproches. Ceux de Clermont de 1582, apprenant qu'un prieur avait quitté son habit pour se marier, tout en continuant à habiter le prieuré avec sa femme, ordonnent au bailli de Gien de l'arrêter et de confisquer ses biens. Ceux de Troyes de 1583 commettent un conseiller pour « informer sur ce que l'abbesse de Paracle fait profession publiquement dans l'abbaye et partout de la religion prétendue réformée, ce qui est un très grand scandale et contre les édits de pacification ». Ils ordonnent aussi l'arrestation d'un prêtre accusé d'« intempérie et mauvaise vie, même qu'il tient femmes en sa maison et a des enfants ».

Les Grands Jours se sont toujours attachés à faire restituer aux titulaires légitimes les bénéfices usurpés à la faveur des troubles : c'est un des principaux buts que se proposait le roi qui le leur rappelle souvent par des lettres spéciales. Charles IX écrit à la session de Poitiers de 1579 : « ayant appris que la plupart des cures du pays sont occupées par des gentilshommes et laïques qui les considèrent comme leur propre héritage et n'y entretiennent aucun prêtre pour le service divin et les sacrements, ce qui

fait que le peuple vit sans aucune connaissance de Dieu... ». Ce sont surtout les sessions de la seconde moitié du xvi^e siècle et celles du xvii^e qui eurent à s'occuper de ces usurpations. Les magistrats appellent devant eux les détenteurs illégaux des cures, bénéfices et établissements religieux, ordonnent la saisie de leurs fruits et nomment des commissaires pour leur administration, en attendant leur retour à leur véritable titulaire. Ils ajoutent le plus souvent une condamnation à une grosse amende.

Les Grands Jours ne se bornaient pas à protéger l'Eglise dans ses biens seulement ; ils se faisaient les gardiens de ses règles et les commandements de Dieu trouvaient en eux des juges sévères pour ceux qui ne les observaient pas. La Cour agissait alors en général sur les instances de l'autorité ecclésiastique, qui invoquait, pour motiver sa demande d'intervention, le relâchement des pratiques religieuses. A la session tenue à Tours en 1547, le procureur général présente trois requêtes, à la suite desquelles la Cour rend un arrêt y faisant droit, demandant : « 1^o qu'on ordonne aux doyen et chapitre de l'église de Tours de pourvoir au scandale causé par ce fait que, les jours fériés, les habitants tiennent leur boutique ouverte et vendent publiquement ; 2^o qu'on leur

ordonne de faire faire l'eau bénite le dimanche avant la grand'messe et non le samedi où il n'y a presque personne ; 3° qu'ils eussent à pourvoir que dans les églises soient dorénavant dites les vêpres et vigiles les jours de fête pour l'édification du peuple. » Presque chaque session promulgue ainsi un règlement général, défendant à tous de « jurer et blasphémer le saint nom de Dieu », de travailler les dimanches et fêtes et aux hôteliers de recevoir les gens dans les tavernes et jeux de leur donner à boire et à manger ces mêmes jours pendant le service divin et de « donner de la viande les jours défendus par l'Eglise », défendant de se promener dans les églises, ordonnant à tous, même aux protestants, de « porter honneur et respect au Saint Sacrement, et d'ôter le chapeau de la tête quand il sera porté par les rues » et de souffrir qu'on tende des tapisseries devant leurs maisons aux jours et octaves du Saint-Sacrement.

Les sergents sont chargés d'arrêter tous les contrevenants et les baillis de faire observer l'ordonnance concernant les blasphémateurs, mais il faut croire que ces arrêts étaient d'une exécution difficile, car ils sont souvent renouvelés au cours d'une même session.

Les peines prononcées pour punir les délin-

quants de cette catégorie sont très variées; aux Grands Jours de Languedoc de 1666, un protestant est condamné à trois cents livres d'amende pour irrévérences contre le Saint-Sacrement, et un autre individu est pendu et brûlé « pour avoir jeté à terre la sainte hostie ». Mais ces peines sont toujours sévères.

A côté de ces règlements, les Grands Jours rendent aussi des arrêts pour punir les individus qui ont violé la loi divine. Ceux de Riom de 1546 condamnent une fille de Moulins à « assister à une messe paroissiale durant laquelle elle fut à genoux tenant un cierge qu'elle porta à l'offrande, et à l'issue de la messe elle fut menée devant la principale porte de l'église et y fit amende honorable à deux genoux, une torche ardente à la main, et déclara à haute voix que témérement et indiscretement elle avait proféré les paroles mentionnées au procès contre l'honneur de Dieu, les saints et son église, et fut renfermée dans une tour des murailles de la ville pendant cinq ans », afin, ajoute Dongois, de réagir contre l'extension inquiétante de la religion réformée. En 1634, le procureur général signale à la Cour un livre d'un ministre protestant, imprimé sans permission ni privilège « contenant plusieurs choses contre l'honneur dû au Saint-Sacrement

et au Pape » ; la Cour charge un de ses conseillers de faire un rapport et ajourne devant elle l'auteur du livre incriminé.

Les Grands Jours s'occupaient enfin des juridictions ecclésiastiques : en 1534 la session de Moulins contraint l'évêque de Bourges, par saisie de son temporel, à « donner vicariat à deux conseillers ecclésiastiques de la Cour pour juger les appellations qu'interjetteraient les prêtres de leurs dégradations. » Celle de Troyes de 1535 ordonne l'établissement dans le Barrois d'un official forain de l'évêque de Toul, qui n'était pas alors sous la souveraineté de la France.

Mais la juridiction que nous étudions eut à partir du xvi^e siècle, un nouveau champ d'action pour son activité et les manifestations de son zèle religieux ; nous voulons parler de la lutte qu'elle soutint contre les protestants.

SECTION II

Lutte contre le protestantisme

La « religion prétendue réformée » fut dès sa naissance en butte aux attaques du pouvoir royal. Celui-ci employa contre elle tous les

moyens dont il disposait et nous avons vu que l'institution des Grands Jours était un des plus efficaces : les mesures à prendre contre les protestants ne tardèrent donc pas à faire partie de la compétence des Grands Jours ; peut être même cette lutte contre les progrès de l'hérésie fut-elle la cause de la fréquence des sessions sous François I^{er}.

Nous verrons que bien souvent les Grands Jours sont sortis de leur rôle judiciaire et administratif pour entrer dans le domaine de la politique, ne faisant d'ailleurs que suivre l'exemple que leur donnait quelquefois le Parlement dont ils émanaient ; il ne pouvait en être autrement au milieu des guerres engendrées par les dissensions religieuses, où les balances de la justice lui étaient moins utiles que son glaive : aux coups de force il fallait pour se protéger répondre par la force et les Grands Jours devaient fréquemment faire acte de gouvernement, puisqu'ils étaient la plus haute représentation du pouvoir central dans la province. Certes celui-ci n'avait pas fait figurer cette mission dans l'édit de convocation, mais il n'était pas fâché des mesures énergiques prises dans son intérêt par ses serviteurs, qui avaient ainsi une occasion nouvelle d'affirmer la puissance du roi.

Ici encore nous trouvons que la délégation du

Parlement avait plus de pouvoirs que le Parlement lui-même, à qui le roi aurait refusé de prendre des dispositions qu'il appartenait au roi seul d'arrêter. Mais la promptitude des attaques, l'imprévu des événements, ne permettaient pas d'en référer à qui de droit; d'ailleurs cette action, exercée sur-le-champ et sur place, était peu inquiétante pour la royauté, car la commission des Grands Jours n'était que temporaire.

La lutte contre le protestantisme est déjà entamée en 1539 et 1540, où, à Angers et à Moulins, les Grands Jours donnent commission aux baillis pour « extirper les hérésies, sectes damnées et doctrines réprouvées », et informer contre ceux qui en sont suspects.

Certaines sessions furent convoquées dans le but principal de réagir contre les progrès du protestantisme ; c'est surtout le Poitou qui demanda à être protégé, car la nouvelle doctrine y avait de profondes racines. Les Grands Jours de 1567, envoyés à Poitiers pour réprimer les troubles des provinces voisines, durent d'abord se protéger eux-mêmes : ils délaissèrent les affaires des particuliers pour pourvoir à leur propre sûreté menacée chaque jour par les entreprises des protestants et à celle de la ville qui s'attendait à être assiégée. La Cour tient conseil fréquemment avec le sieur de Lanzac, gouverneur

d'Angoumois, les évêques de Luçon et d'Uzès, le sieur de Montond, « gouverneur pour le roi au gouvernement d'Orléans, Bourges et Touraine, sous Monseigneur le prince Dauphin », sur les mesures à prendre pour punir les rebelles et défendre les provinces et la religion. Le comte du Lude, gouverneur du Poitou, réunit chez lui des assemblées auxquelles la Cour délègue deux conseillers « pour obvier aux surprises de ceux qui se sont armés à découvert contre les édits du roi ». Celle-ci ne se borne pas à délibérer, elle agit, elle fait arrêter le lieutenant général de Saumur qui est suspect d'attachement au protestantisme et permet aux habitants de la ville de lever trois cents hommes de pied ; elle charge le comte du Lude d'envoyer des officiers et des troupes pour défendre Fontenay-le-Comte menacée. La ville de Saumur lui cause beaucoup de peine et d'inquiétude : les catholiques réclament l'application d'un arrêt antérieur dirigé contre les protestants et au besoin l'expulsion de ceux-ci ; une autre requête prétend que ces mesures, de même que celles autorisant la population à prendre les armes, ont été décidées sur la demande de quelques perturbateurs, « impatientes de paix publique », qui ne feront qu'augmenter le trouble, et prient qu'on s'en tienne à une ordonnance autorisant les

habitants de quelque religion qu'ils soient, à lever des soldats pour leur sûreté. La Cour ordonne l'exécution de cette ordonnance, permet au capitaine du château de lever de son côté deux ou trois cents hommes, et recommande de bien traiter les protestants restés à Saumur, et d'arrêter, si c'est possible, ceux qui en sont partis en armes. La Cour autorise les habitants de Poitiers, de Saumur et d'Angers, à prendre les armes « pour le service du roi et la garde de la ville », et le sénéchal de Poitou à imposer sur les habitants de Poitiers, « le fort portant le faible », les sommes qu'il jugera nécessaires pour protéger la ville ; elle commet quatre conseillers pour visiter les maisons suspectes et voir si les vivres sont en assez grande abondance pour le cas de siège ; elle demande trois cents arquebussiers aux échevins de Tours, qui ne peuvent les lui envoyer car ils en ont besoin pour leur propre sécurité ; elle s'adresse aussi à Thouars et à Limoges sans plus de bonheur ; elle ordonne à toutes les villes closes du Poitou de lever dix mille livres, dont la municipalité de Poitiers fera l'avance ; elle autorise le clergé à lever un décime et, pour se le procurer immédiatement, à contracter un emprunt en donnant son temporel en garantie. Malgré toutes ces mesures, les troubles ne cessant pas, il fut question d'al-

ler siéger à Angers « qui est une bonne ville et dont le château est imprenable » ; mais dix jours après, le 23 octobre, les magistrats reçurent des lettres du roi approuvant tout ce que la Cour avait fait pour son service et leur permettant de rentrer à Paris avec une escorte que devra leur fournir le comte du Lude. Nous voyons à quel point les Grands Jours sont, en ces graves circonstances, sortis de leurs attributions ordinaires ; levées de troupes, levées d'impôts, ne rentrent pas dans la commission que le roi leur avait conférée, mais leur furent imposées par l'urgence. La session de 1567 ne se borna pas d'ailleurs à prendre des mesures défensives contre les attaques armées des Huguenots. Ayant eu connaissance, par le comte du Lude, d'une lettre d'un procureur de Poitiers, Michel Brochard, adressée à un de ses homonymes, receveur des tailles à Châtellerault, lettre contenant cette phrase : « Les ennemis faisaient du pis qu'ils pouvaient » et taxant d'une certaine somme quelques personnes supposées protestantes, la Cour fit arrêter le signataire de la lettre, « qui importait contre le repos public » et ordonna au lieutenant de Châtellerault de procéder à une enquête et aux perquisitions utiles.

En 1579, au contraire, le roi a promulgué les édits de pacification et recommande aux Grands

Jours de punir toute infraction à ces édits ; ils deviennent les protecteurs des protestants après avoir été leurs adversaires ; aussi la session ne contient pas un procès pour un fait de religion ; nous ne rencontrons qu'un arrêt où la Cour met à néant les jugements rendus pendant les troubles, lève le séquestre dont étaient frappés les biens des rebelles et rappelle que tous les faits de guerre ont été amnistiés. Nous trouvons un arrêt analogue à la session tenue à Lyon en 1596. En 1582, les Grands Jours de Clermont n'eurent à s'occuper des protestants que pour enregistrer des lettres du roi leur ordonnant d'appliquer aux catholiques aussi bien qu'à leurs adversaires le bénéfice de l'amnistie contenue dans les édits de pacification, « ne voulant pas que ceux qui nous ont obéi et servi soient à pire condition que les autres ».

Mais en 1634, la lutte reprend de plus belle. L'édit de Nantes a accordé certaines libertés aux réformés et le roi, qui regrette un peu les concessions faites par son père, entend qu'ils n'en sortent pas. Aussi charge-t-il ses Grands Jours de réprimer tout empiètement et il leur confie spécialement les causes civiles ou criminelles concernant les protestants, « dont la connaissance peut appartenir aux Chambres de l'Edit ». Peu après leur arrivée, ils rendent un

arrêt, sur les remontrances du procureur général, conforme à ses réquisitions ; les protestants ne pourront plus enterrer leurs morts dans les cimetières catholiques, mais dans un endroit qui sera affecté à cet usage, en exécution de l'article 28 de l'édit de Nantes, sous peine d'exhumation et de mille livres d'amende applicables aux églises ; le service divin sera rétabli et les églises encore occupées par eux seront abandonnées, en vertu de l'article 4 ; les collèges fondés par les Huguenots, où les professeurs ne sont pas catholiques, seront fermés ; les gentilshommes protestants qui ont un droit de haute justice observeront l'article 7 qui les oblige à assister au prêche public qui a lieu chez eux, dans une maison signalée au sénéchal, et ceux qui ne sont pas hauts justiciers se rappelleront l'article 8 qui les force à borner leurs exercices à leur famille, les temples construits trop près des églises et des cimetières, dont elles troublent la tranquillité seront démolis, en application de l'article 3, ainsi que ceux élevés sans autorisation du roi ; enfin le culte nouveau ne devra être désigné, en particulier dans les actes publics, que sous le nom de « religion prétendue réformée ». Le 29 novembre, la Cour, sur les procès-verbaux de plusieurs officiers royaux, juges conservateurs des privilèges de

l'Université, sénéchaux, avocats du roi au présidial, etc., rend plus de vingt arrêts en des termes équivalents, en exécution de l'arrêt précité pour rappeler les contrevenants au respect de ses dispositions ; de très nombreux villages sont visés par cette série de jugements, qui prouvent que la révolte grondait encore et que seule une juridiction aussi puissante que celle-ci pouvait l'empêcher d'éclater. Elle ordonne à quelques réformés d'apporter les titres en vertu desquels ils exercent leur culte dans certains lieux, d'ouvrir des écoles, ou de bâtir des temples, ajoutant parfois des mesures accessoires, dépôt des cloches chez un officier du roi, restitution de clés au curé. Elle ordonne de démolir plusieurs temples, entre autres celui construit à Saint-Maixent près de l'église, sur requête de l'archevêque de Tours, « abbé commendataire de Saint-Maixent, conseiller d'Etat, commandeur de l'ordre et milice du Saint-Esprit ». Enfin, à Vivonne, la Cour va jusqu'à l'interdiction du culte « prétendu réformé ».

Les Grands Jours de Clermont de 1665 ne nous offrent rien de particulier touchant les protestants. Mais ceux du Languedoc de l'année suivante ont encore à s'occuper d'eux, pour leur ordonner de reconstruire des églises détruites par eux ou par d'autres, ou pour punir de cent

livres d'amende un notaire d'Uzès qui avait employé dans plusieurs actes les mots de « religion réformée ». Et si on trouve quelques arrêts dignes d'approbation, tels que celui interdisant aux Huguenots d'imposer aux catholiques des impôts pour l'entretien de leurs ministres, on en rencontre aussi d'iniques, tels que ceux ordonnant aux réformés de quitter Privas dans les vingt-quatre heures, ou décidant que les charges uniques ne seraient possédées que par des catholiques ; nous serons moins étonnés de cette intolérance si nous nous rappelons que les Cévennes sont le berceau des Dragonnades et Louis XIV l'auteur de la révocation de l'édit de Nantes.

Mais abandonnons ces fonctions confiées aux Grands Jours, qui ternissent un peu l'éclat des services rendus à l'Etat et voyons maintenant les améliorations très réelles et très variées qu'ils ont apportées dans les provinces où ils ont siégé.

SECTION III

Mesures de police

Dans les règlements généraux des diverses sessions, nous trouvons presque toujours un article défendant « à toutes personnes de s'assem-

bler en armes ni user de voies de fait, mais leur enjoignant d'avoir recours à justice à peine de déchéance des droits par elles prétendus et de punitions corporelles » ; il est quelquefois rédigé dans des termes plus généraux : « La Cour enjoint à toutes personnes d'observer les édits et ordonnances », ou : La Cour enjoint à tous de se contenir sous l'obéissance due au roi comme bons, fidèles et loyaux sujets ». Cet article est suivi d'un autre défendant de menacer les huissiers et sergents « exploitant les ordonnances de justice ».

Quelquefois les Grands Jours entreprennent d'organiser la police pour une province ; ceux de Troyes de 1409 appellent à eux le bailli de Chaumont et un certain nombre de procureurs du roi « pour aviser à la manière de s'emparer des malfaiteurs qui mettent la Champagne en péril ». Ceux de Clermont de 1582 prient le sieur de Châtillon qui devait traverser le Limagne avec six cents soldats de prendre un autre chemin « car il importe pour le service du roi que toutes choses demeurent en tranquillité dans la ville et les lieux circonvoisins pour le bien du pays et la réalisation de la justice qu'on espère des Grands jours ». Un peu plus tard, le roi écrit à cette même session qu'il ressent un extrême ennui des persécutions que ses sujets reçoivent

des gens de guerre qui tiennent les champs et lui déclare « qu'elle fera service très agréable de décréter contre ceux que vous nous mandez commettre tant d'extorsions, afin de délivrer le pauvre peuple de l'oppression insupportable qu'il reçoit ».

Mais le plus souvent ces mesures sont bornées à la ville où ils siègent ; tantôt ils agissent à la requête du maire et des bourgeois, tantôt de leur propre initiative.

Les Grands Jours sont enchantés de cette occasion qui s'offre à eux de diminuer les libertés accordées aux municipalités du temps où les communes réclamaient leurs franchises avec acharnement ; en s'adressant à eux, elles avouaient leur faiblesse et ils en profitaient pour leur faire sentir lourdement leur puissance et leur autorité. Les règlements de ce genre se ressemblent tous ; ils concernent le lieu où les immondices devront être déposés et défendent de les jeter dans les rues, ainsi que d'élever des porcs dans la ville et de les y laisser divaguer, imposent l'obligation d'avoir des latrines dans chaque maison, toutes mesures qui nous donnent une idée peu avantageuse de la propreté et de l'hygiène de cette époque, défendent aux habitants de certaines rues suspectes, où ont l'habitude de loger les filles de joie « de les loger avec

aucun homme pendant la nuit, de tolérer chez eux des jeux de cartes et autres jeux dissolus », enjoignent à tous, marchands d'accepter en paiement toutes les espèces monnayées du roi du poids de l'édit, ordonnent à toutes personnes de rester chez elles après sept heures du soir, sous peine de fustigation, et visent surtout les mendiants, vagabonds et « autres sans maîtres ni aveux », qui doivent quitter la ville dans les vingt-quatre heures et que les taverniers n'ont pas le droit de loger ; parfois même la Cour fait visiter par les officiers du roi les maisons où il y a des pensionnaires et des étrangers « pour voir quelles gens ce sont et comment ils vivent » et leur interdit de porter des épées et des bâtons. Ces règlements étaient publiés dans la ville « à son de trompe et cri public », par les soins du prévôt de la ville.

Mais quelquefois ils n'étaient pas observés ou étaient insuffisants ; dans ce cas les intéressés, c'est-à-dire la municipalité à qui la Cour en confiait en général l'exécution, s'en plaignaient à elle. En 1634, le maire de Poitiers déplore que le règlement général de police, élaboré par les Grands Jours, lui permettant de punir du fouet les vagabonds en faute, n'ait pas eu d'effet à l'égard de trois femmes, « les plus débordées, impudentes et débauchées qui soient, dont l'une, étrangère et vagabonde, fouettée et ban-

nie, continuait ses débauches même aux jours de fêtes solennelles, et dont les autres, mises seulement au carcan, faisaient de même sous prétexte qu'étant de la ville on ne pouvait rien de plus contre elles ». Le maire demandait que l'on chassât de la ville « toutes telles personnes scandaleuses et diffamées » qu'on appliquât le règlement susvisé aux femmes débauchées, et qu'on leur perçât la langue. La Cour ordonne l'extension réclamée pour les femmes de mauvaise vie, « attestées telles par trois notables de leurs voisins ».

Nous trouvons, en dehors de ces règlements généraux des arrêts rendus pour des cas particuliers; en 1409, les Grands Jours de Troyes défendent aux cordonniers de célébrer « la menestre et dîner » de la Saint-Crépin, pour éviter le retour d'une rixe qui venait d'avoir lieu entre un des cordonniers et un cuisinier du président de la session. En 1666, les Grands Jours de Languedoc ordonnent aux curés de publier tous les trois mois l'ordonnance d'Henri III défendant aux femmes de mauvaise vie qui sont enceintes d'accoucher en secret. Plusieurs fois, entre autres à Poitiers en 1531 et à Troyes en 1583, la session est tenue pendant que la peste sévissait : là encore la Cour prend l'initiative des mesures à établir pour combattre le fléau : fer-

meture et marque des maisons contaminées, arrêt aux portes de la ville des personnes venant d'endroits malsains, soins à donner aux malades, aux suspects et aux convalescents ; en 1583, elle décide l'ajournement d'une procession, qu'elle avait l'intention de ne pas faire passer par les rues pestiférées, mais qu'elle préfère remettre car le peuple suivrait de toutes façons le parcours ordinaire.

La Cour donne toujours l'exemple du courage et du calme, restant à son poste jusqu'à la fin de sa commission, donnant ainsi une leçon aux médecins de Poitiers qui en 1531 lui déclaraient qu'ils se refusaient à visiter les malades.

Nous pouvons constater combien, là encore, étaient variées les attributions des Grands Jours ; ils rentrent dans les moindres détails et cette tendance est encore plus manifeste si nous examinons les règlements relatifs au prix des vivres et des logements.

En arrivant dans une ville, le premier soin des magistrats était, à la requête des habitants et dans leur propre intérêt, de fixer un tarif pour les aliments des hommes et des chevaux, parfois ils reprochaient au maire et aux échevins de ne pas l'avoir fait eux-mêmes, et ces reproches étaient reçus sans répliquer ; pour déterminer les prix, la Cour mandait les gens du roi, les

juges locaux, les échevins et quelques bourgeois. L'arrêt établissant le cours des vivres était quelquefois fort détaillé ; les Grands Jours de Troyes de 1583 fixent le prix des fagots, de la corde de bois qu'ils estiment à deux charretées, de la livre de chandelle, qu'ils recommandent de faire de pur suif de mouton, « du meilleur hustandeau », c'est-à-dire chapon, en plumes et lardé, des différents gibiers, lapins, perdreaux, bécasses, canards sauvages, du lard, du beurre, etc. La session de Troyes de 1535 ordonne aux boulangers de faire le pain « du poids, qualité et blancheur portés aux règlements » et de renseigner exactement le bailli sur le prix du blé.

Toutes ces dispositions tendent à ne pas augmenter les bénéfices des commerçants locaux aux dépens de la bourse des hôtes de passages, et font, à ce point de vue, regretter à nos contemporains qu'on ne puisse plus en prendre de semblables, lors des expositions universelles ou de certaines solennités sportives. Elles ont pour but d'écarter les monopoles, dont le nom se retrouve dans de nombreux arrêts.

C'est dans cette crainte qu'on interdit aux meuniers d'aller au devant du blé hors de la ville, et aux différents « vivandiers » d'acheter au marché leurs fournitures avant dix heures et

de s'entendre entre eux. Les Grands Jours de Moulins de 1540 prévoient même l'accaparement et ordonnent des poursuites contre un marchand de Bourges qui a acheté aux bouchers de Poitiers tout le suif et toute la graisse qu'ils produiraient pendant la session.

C'est la partie la plus prosaïque de la mission des Grands Jours, mais elle n'est pas totalement dénuée d'intérêt si on considère la grandeur du corps qui rendait les arrêts et l'humilité de leur objet.

SECTION IV

Pauvres et hôpitaux

Envoyés dans les provinces pour protéger les faibles, les Grands Jours ne pouvaient pas manquer de s'occuper des pauvres ; ils donnent des ordres à la municipalité pour les nourrir et les faire conduire aux hôpitaux. Ils sont parfois forcés de s'ingérer dans des questions d'argent, et en 1634 répartissent les sommes à lever pour leur entretien entre les différentes classes d'habitants, en laissant la moitié à la charge des ecclésiastiques.

La sollicitude des diverses sessions ne s'étend

pas moins aux hôpitaux « maladeries, léproseries, maisons-Dieu et autres lieux piteux » elles ordonnent des visites des établissements charitables et en chargent les officiers du roi ; elles examinent leurs titres de fondation, pour voir si leurs détenteurs en sont les vrais titulaires et vérifient leurs comptes, pour s'assurer que les malades profitent bien des revenus ; quelquefois elles les réorganissent entièrement et en détail. Elles les protègent contre les usurpations des laïques, comme elles le font pour les bénéfices ecclésiastiques, défendent aux gentilshommes de lever leurs revenus à leur profit et leur ordonnent au contraire de secourir leurs administrateurs sous peine de dégradation de noblesse.

SECTION V

Corporations

Les différents corps de métier étaient également l'objet des sollicitudes des Grands Jours. Les municipalités recourent à eux pour ramener l'ordre dans certaines corporations qui en prennent trop à leur aise avec leurs statuts et leurs obligations, et pour protéger les intérêts du public. Ils s'assurent que chacun y fait son devoir

et la session de Troyes de 1535 ordonne aux « mesureurs jurés pour le blé de remplir en personne leur office au lieu de le confier à des femmes, et s'ils sont empêchés de se faire suppléer par des personnes idoines ». La même session ordonne que deux visites seront faites annuellement chez les apothicaires l'année de leur admission dans la corporation, pour s'assurer que leurs drogues ne tuent pas les malades au lieu de les guérir.

Les Grands Jours ne se privent pas de faire des règlements concernant les corporations, et ne s'écartent pas du système de tracasseries et de réglementation à outrance qui était alors en honneur ; en 1409, la session de Troyes arrête la forme du papier, et fait des ordonnances qu'elle impose aux corroyeurs et tanneurs, aux bouchers et aux poissonniers ; celle de 1535 défend de fabriquer des tonneaux d'une capacité inférieure à celle que fixaient les précédentes ordonnances et donne aux tonneliers jurés le droit de les vérifier. La Cour enregistre aussi les statuts des corps de métier, quand le roi les a approuvés. Elle s'immisce également dans le fonctionnement des corporations pour s'assurer que personne n'en fait partie qui n'en soit indigne. En 1533, les Grands Jours de Tours décident que les experts ne peuvent exercer leur

métier qu'après avoir passé un examen devant les maîtres de leur art et avoir fait le « chef-d'œuvre » et ordonnent à un « barbier-chirurgien » à qui Mme Renée de France avait conféré la maîtrise en vertu d'un privilège qui appartenait aux enfants de France, de se faire « expérimenter » avant d'entrer en fonction. C'est l'état d'apothicaire que les Grands Jours réglementent le plus ; plusieurs sessions prennent des mesures sévères pour que seules des personnes savantes et « ayant la connaissance des drogues et herbes nécessaires à la préservation du corps humain » puissent l'exercer, « pour le bien de la chose publique et conservation de la santé des manants et habitants ». Nous trouvons aussi de nombreux règlements concernant les imprimeurs et leurs privilèges. Enfin de fréquents arrêts concernent les messagers, chargés de porter les sacs de procès d'un greffe à un autre ou à celui de la Cour ou d'amener à celle-ci les prisonniers détenus dans le ressort ; elle les nomme et leur accorde sa protection quand ils sont inquiétés dans leur service.

Ainsi de toutes parts on s'adressait à la Cour pour rétablir l'ordre, aussi bien dans les affaires des particuliers que dans celles de l'Etat ; nous trouvons une nouvelle preuve de cette perpé-

tuelle ingérence des Grands Jours dans les arrêts concernant les Universités.

SECTION VI

Universités

Les Grands Jours procèdent ici un peu comme pour les bénéfices ecclésiastiques et les hopitaux. Quand ils reçoivent des plaintes sur le mauvais fonctionnement d'une Université, soit parce que la discipline y est inobservée, soit parce que les revenus sont dilapidés et les bâtiments aliénés ou ruinés, ils se font apporter les titres de fondation, l'état des revenus et le nombre des professeurs et élèves, et promulguent un règlement pour réformer les abus et les malversations. Nous trouvons à la session d'Angers de 1539 un règlement complet sur l'Université locale, rendu à la requête du procureur général.

Celui-ci, déclarant d'abord que « les études publiques des sciences et arts libéraux appelées Universités sont grandement belles et nécessaires à la chose publique à cause qu'il en sort tant de grands personnages », et rappelant les lois que de tous temps les rois ont faites pour leur protection et les « beaux et grands privi-

lèges et exemptions » qu'ils ont concédés aux maîtres, signale ensuite les abus qui se commettent à l'Université d'Angers et demande sa réformation « pour qu'elle se sente du fruit des Grands Jours ».

La Cour réglemente le nombre des chaires et le nombre de leçons que devront faire les « docteurs et régents », qui sont actuellement « mal continuels ès leurs leçons », à certaines heures fixes, pour « exposer le texte et glose avec l'apparat de Barthole » ; elle défend de faire faire les « lectures » par des substituts, de passer des examens hors des époques prévues et autrement qu'en public, de recevoir licenciés les étudiants parce qu'ils ont payé les droits et quoiqu'ils ne soient pas savants, d'exiger des écoliers d'autres sommes que celles permises « aux docteurs, régents, maîtres d'école, procureurs des nations, bedeaux, etc. » par les anciens statuts ou « une observance invétérée et immémoriale » ; elle étend ces mesures à toutes les Universités du ressort pour éviter que les étudiants ne désertent celle d'Angers pour des établissements « plus faciles » ; elle s'occupe des trésors que chaque « nation », c'est-à-dire province, possède et dépense en superfluités, au lieu de les employer à rétribuer leurs maîtres pour le surcroît de travail qu'ils réclament ;

elle ordonne aux bedeaux d'accompagner toujours le recteur « quand il va par la ville, car il est le chef et doit avoir quelque honneur pour la décoration de l'Université ».

Enfin, l'arrêt enjoint aux étudiants, qui se montrent immodestes *in habitu, gestu et moribus*, portent une épée, une grande barbe, « des bonnets découpés », « font insolences, batteries et tumultes et ne portent pas révérence à leurs maîtres », de ne plus commettre ces fautes sous peine de privation de privilèges. Les écoliers d'Angers n'avaient d'ailleurs pas le monopole de la mauvaise conduite : ceux de Poitiers ne valaient pas mieux, et les différentes sessions tenues en cette ville eurent à sévir contre eux, et à les « contenir en bonnes mœurs et discipline scolastique » ; pour agir plus efficacement, en 1541, la Cour ordonna à ceux qui les logeaient de lui signaler leurs noms et de lui apporter leurs armes et bâtons.

L'Université, malgré ces mesures sévères, se soumet devant la Cour, lui rend les honneurs auxquels elle a droit, et, parmi les personnages qui accueillent les magistrats à leur arrivée, nous trouvons toujours le recteur qui vient lui recommander les privilèges de l'Université.

SECTION VII

Voirie

Parmi les attributions administratives des Grands Jours rentraient les questions de voirie et de travaux publics. Ils jouaient parfois dans les villes le rôle des maires actuels. Ils homologuaient les règlements que leur présentaient les échevins, ou en élaboraient eux-mêmes, et certaines des dispositions édictées par eux subsistent encore dans certains arrêtés municipaux. Nous trouvons à Troyes en 1535 un arrêt ordonnant d'observer les ordonnances relatives aux saillies, potences, édifices qui empiètent sur la rue, et aux trappes des caves, de paver les rues, et défendant de couvrir les maisons en chaume ou en bois, mais en tuiles, pour éviter le feu très fréquent à Troyes.

La session de Poitiers de 1531 enjoint aux châtelains ayant un droit de péage sur les grands chemins de remettre ceux-ci en état sans délai, sous peine de voir leurs biens saisis et affectés à la réparation. En 1579, la Cour fait vérifier la mise en état des routes de Port-de-Piles et convoque les Elus de Châtellerault pour rendre

compte de l'emploi des deniers qui y étaient destinés ; elle fait reconstruire un pont qui est démoli.

C'est également la Cour qui fait procéder aux réparations de l'édifice où elle siège ; elle met les travaux en adjudication et prend des mesures pour en solder le coût, de même qu'à Paris c'est le Parlement qui s'occupe des travaux à exécuter dans son Palais de la Cité.

SECTION VIII

Questions financières

Les Grands Jours s'occupent aussi des finances des établissements publics. Ils vérifient les comptes des municipalités, des hôpitaux, des communautés, etc., jouant ici le rôle de notre Cour des Comptes avec des attributions beaucoup plus étendues, puisque leur surveillance portait sur des comptabilités dans lesquelles l'Etat n'a rien à voir aujourd'hui.

Ils autorisent les villes à lever des impôts dans des circonstances graves, de troubles par exemple, et les évêques à faire des coupes de bois ou à engager leurs biens pour des emprunts.

Ils reçoivent les appels des décisions des collecteurs des tailles et de tous les officiers de finances inférieurs.

Ils donnent des ordres pour payer les auxiliaires qui les assistent dans leur œuvre de justice : huissiers pour leurs voyages, bourreaux pour les exécutions et les fournitures qu'elles nécessitent (échafauds, potences, etc.), clercs pour supplément d'écritures, messagers pour transport de sacs, trompettes pour publication des arrêts, chevaliers du guet pour avoir assisté aux exécutions, geôlier de la Conciergerie pour le pain des prisonniers, confesseur des condamnés à mort, etc.

En dehors de ces questions purement financières, les Grands Jours s'inquiètent aussi des monnaies ; à Troyes, en 1583, ils interdisent le cours de toute espèce de monnaie d'or et d'argent décriée par l'édit de septembre 1577.

Enfin, ils réglementent fréquemment les poids et mesures.

SECTION IX

Pouvoir disciplinaire sur les officiers royaux du ressort, les avocats et procureurs, et les seigneurs

Parmi les mesures d'ordre que les Grands Jours étaient chargés de prendre dans les pro-

vinces, l'une des principales (et nous terminerons, par elle cette revue des attributions des Grands Jours), était l'inspection des magistrats locaux de toutes sortes.

Cette surveillance s'étendait en effet à toutes les branches de l'administration ; pendant leur durée, les Grands Jours concentraient en eux les pouvoirs de l'ancienne *curia regis* qui, au ^{xiv}^e siècle, avait donné naissance au Parlement (branche-justice) à la Cour des Comptes (branche-finances) et au Grand Conseil (branche-administration). Malgré cette division du travail, les officiers des provinces éloignées, qui devaient rendre compte de leur mandat à l'une de ces trois autorités, ne le faisaient que rarement, et les Grands Jours profitaient de leur déplacement pour exercer sur place les attributions plus vastes du vieux *parlamentum*.

Dès son arrivée, la Cour convoque devant elle tous les officiers de justice ; nous voyons successivement défiler à sa barre les baillis et les sénéchaux, qui viennent se mettre à sa disposition, lui présenter leurs devoirs, et rendre compte de leur gestion et de l'état de leur ressort, puis les lieutenants généraux et particuliers civils et criminels et leurs substituts, qui reçoivent ses instructions, les prévôts des maréchaux, dont tantôt elle stimule le zèle pour

rechercher les vagabonds, tantôt elle modère la rigueur en imposant des règles pour la détention des prisonniers. Ces derniers officiers sont d'ailleurs souvent les plus coupables ; on lit en effet dans les travaux préparatoires de l'ordonnance criminelle de 1670 : « la plupart des prévôts des maréchaux sont plus à craindre que les voleurs mêmes et on a reconnu que toutes les affaires criminelles les plus atroces avaient été éludées et couvertes par les mauvaises procédures des prévôts des maréchaux ; comme ils n'ont pas de gages pour subsister, ils s'abandonnent à toutes les malversations possibles ; ils ne font aucune fonction s'ils n'espèrent en tirer de l'émolument ». La Cour inspecte aussi les procureurs généraux, les avocats du roi et les substituts du procureur général, qu'elle exhorte à « continuer le devoir de leur charge » ; les élus des principales villes à qui elle demande des renseignements sur les levées arbitraires d'impôts ; à tous, les magistrats rappellent leurs devoirs, ordonnent de continuer à servir le roi et ils les renvoient à leurs affaires, en leur donnant quelquefois une mission à remplir : visites de bénéfices ecclésiastiques, information de certains crimes, envoi de procédures contre les contumaces.

Mais les choses ne se passaient pas toujours

aussi simplement : quand la Cour recevait des plaintes contre les officiers et qu'elle les reconnaissait fondées, elle usait de son droit de punir les coupables. La peine la plus fréquente est la suspension, qui intervient le plus souvent à titre provisoire, pour laisser aux victimes de l'officier accusé le temps de formuler leurs doléances : en 1409, les Grands Jours de Troyes suspendent de cette façon Guillaume Draperie, procureur du roi à Troyes et en 1634, ceux de Poitiers agissaient de même contre le sénéchal de Fontenay-le-Comte qui refuse de comparaître. A Tours, en 1533, ils ordonnent que les prévôts des maréchaux de Loudun et de Thouars, qui avaient « ignominieusement » fait pendre un nommé Gaultier, feraient inhumer son corps en terre sainte et dire trois cents messes basses et trois hautes auxquelles ils assisteraient à genoux, fonderaient une messe par semaine, et seraient enfin pendus à la même place que leur victime ; la même session adresse un blâme au greffier de Châtellerault « qui avait fait une sentence où il était question seulement de six bœufs, contenant neuf peaux de parchemin, écrites beaucoup trop larges ». Les Grands Jours de Clermont de 1582 menacent de révocation les officiers de Salers accusés de cacher des informations contre un accusé qu'ils veulent

sauver. La révocation est d'ailleurs la peine dont la Cour menace le plus fréquemment les officiers qui n'ont pas la conscience nette, et c'est le moyen qu'elle emploie pour faire comparaître ceux qui préféreraient ne pas lui apporter les explications qu'elle désire obtenir sur leur conduite. Parfois au contraire la Cour se borne à « admonester lesdits officiers de mieux faire leur devoir à l'encontre des criminels, afin qu'on ne s'en puisse prendre à eux ». Parfois enfin elle va jusqu'à emprisonner les représentants du roi ; tantôt ce sont des sergents, comme en 1582 à Clermont, tantôt des prévôts des maréchaux, tantôt même des officiers du présidial, comme à Clermont en 1665. Quelquefois les magistrats prononcent le bannissement, l'amende, l'amende honorable, pour les incorrections trop graves. Mais, en général, la Cour tient compte de ce que l'officier suspect, se présente à elle ; c'est ainsi que le gouverneur du Nivernais, accusé d'avoir fait évader un prisonnier, fut « renvoyé faire sa charge » par la session de Lyon de 1596 ; ceux-ci « admonestent de l'excès de leurs épices » plusieurs officiers du ressort et les rappellent à leur devoir.

Cette inspection porte également sur les corps constitués, ainsi, en 1579, le présidial de Poi-

tiers est admonesté par les Grands Jours « de requérir plus amplement ».

« Comme un des premiers abus dans la distribution de la justice, dit Fléchier, est l'ignorance et la lâcheté des juges, il fallait leur donner quelques règles pour les conduire et quelque dépendance pour les tenir dans la retenue ». Aussi les différentes sessions élaborèrent-elles de nombreux règlements pour diriger les travaux des magistrats subalternes.

Nous trouvons, dans les registres des Grands Jours de Thouars de 1455 un arrêt où ils exposent les bienfaits dont les sujets sont redevables au roi, rétablissement de l'ordre, fuite de l'envahisseur, fin des pillages, etc. et édictent quelques règles pour le fonctionnement des justices des bailliages : heure des séances, lieu des prétoires, assistance aux audiences des gens du roi qui doivent recevoir toutes les plaintes des sergents ou des justiciables, et suivre certaines règles pour l'expédition des affaires du roi, devoirs des clercs et greffiers, observation de la hiérarchie de lieutenant particulier à lieutenant général, gages à réclamer, etc. Cet arrêt se termine par l'ordre aux lieutenants et procureurs du roi de faire rédiger les coutumes qu'ils enverront au roi ou au Parlement. Certaines dispositions établissent, rappellent ou

réforment des règles de procédure. Nous trouvons, aux Grands Jours de Montferrand de 1520 et à ceux de Troyes de 1583, des arrêts invitant les officiers à observer l'ordonnance de Louis XII sur la présentation des lettres de rémission; à Poitiers en 1531, ils rappellent à un officier la défense faite en 1519 de renvoyer une affaire au juge d'Eglise, pour le délit commun en retenant le cas privilégié. La Cour fait aussi des règlements pour organiser un greffe, pour fixer leurs devoirs et leur compétence à une sorte d'officiers, aux sergents par exemple, leur ordonnant d'accomplir tous les actes dont ils seront requis en n'exigeant qu'un salaire raisonnable, et de demander aide à tous les autres représentants du roi en cas de résistance, pour régler le fonctionnement d'un baillage ou d'un présidial au point de vue de la composition, de la compétence, de la procédure, etc., ainsi que pourrait le faire le législateur moderne. Elle prend des mesures pour que toutes les juridictions fonctionnent normalement, ne tolérant pas que les juges les bouleversent ou y introduisent l'irrégularité, désignant un remplaçant à ceux qui ne résident pas à leur siège, ordonnant, comme à Poitiers en 1634, l'ouverture des séances quand elle n'a pas eu lieu à la date ordinaire pour une cause

quelconque et supprimant les vacations « de métives » qui sont parfois cause que la justice est mal rendue et, qui, ajoutées à celles de vendanges, arrêtent pendant trois mois le cours de la justice.

Ces réformes dans la procédure étaient en général spécialement mentionnées dans les édits de convention, qui recommandent de « corriger, amender, si mestier est, usages, stiles et autres choses qu'ils verront être déraisonnables et de les mettre en bon ordre et forme de justice. »

Les pouvoirs accordés aux Grands Jours sur les officiers locaux ne se bornaient pas à une surveillance et à un droit de sanction très sérieux. Ils pouvaient encore en nommer quelques-uns : pendant leur session, ils ont le droit de remplacer certains magistrats quand ils disparaissent, sans doute afin de ne pas entraver la marche de la justice par la perte des auxiliaires inférieurs : ainsi en 1579, ceux de Poitiers nomment un avocat de la ville au poste de juge royal en Basse-Marche. Bien entendu, ces nominations ne sont que provisoires et soumises à la ratification du roi.

Mais les Grands Jours préparent souvent la désignation ou l'installation d'un nouvel officier ; ils font une enquête sur sa vie et ses mœurs et lui font passer un examen « par la fortuite ouver-

ture du Code » pour voir s'il est suffisamment instruit. Quand le roi a procédé à la nomination par lettres patentes ou quand il y a eu une élection comme pour les juges-consuls, les Grands Jours sont parfois chargés de les enregistrer et de recevoir le serment du nouveau magistrat, qui déclarait « que pour y pourvoir il n'avait baillé or ni argent » et promettait de bien exercer son état et d'« administrer la justice aux pauvres et riches sans considération de personnes. » Cette cérémonie d'installation avait « même effet que si elle avait eu lieu au Parlement. »

Les Grands Jours exercent d'autre part un pouvoir disciplinaire sur les avocats et procureurs. Ils leur défendent de demander audience avant leur tour de rôle, de troubler les travaux par des « causes folles » et leur enjoignent d'« être brefs et véritables » ; la session de Riom en 1546 leur ordonne de se communiquer leurs pièces avant de plaider, de s'entendre sur les faits, pour éviter une perte de temps, et de lire dans les pièces aussi bien ce qui est contraire à leur client que ce qui lui est favorable, « et non de les lire à demi, ce qui est indigne d'un avocat chrétien. » A Montferrand en 1481 on leur défend « de procéder par injures contre les officiers du roi. » Les ordres de la Cour sont quelquefois plus spéciaux : en 1596, la session

de Lyon ordonne aux avocats de déposer dans une certaine affaire où ils avaient refusé de dire ce qu'ils savaient parce qu'ils l'avaient appris en consultation ; en 1481 à Montferrand, comme en 1634 à Poitiers, la Cour défend aux avocats et procureurs « venus à la suite des Grands Jours », de rentrer à Paris sans permission avant la fin de la commission, « afin que les affaires dont ils sont chargés ne restent pas en retard et qu'on puisse taxer les dépens. » C'est ce même désir de ne pas arrêter le cours de la justice qui pousse les Grands Jours de 1634 à permettre aux parties de constituer de nouveaux procureurs si ceux qui ont été choisis tardent à se présenter à Poitiers.

Fréquemment la Cour a à trancher un différend entre les avocats et procureurs et d'autres personnes. A Troyes en 1381, elle s'occupe d'un nommé Simon Rebelle qui se plaint d'un avocat « qui a dit en plaidant plusieurs choses injurieuses contre lui », l'accusant d'usure, « quoi-qu'il soit de bonne renommée et d'honnête conversation » ; les termes qu'il emploie sont si violents que l'avocat et le procureur du roi protestent et concluent à « une amende d'honneur profitable au roi et à partie ». En 1535, dans la même ville, les avocats exposent la différence entre eux « qui ont veillé et labouré

pour apprendre le droit écrit » et les procureurs qui ne connaissent que la pratique, et demandent aux Grands Jours de défendre aux procureurs de remplir l'office des avocats, « de siéger aux plus hauts bancs et de faire aucune écriture qui ne soit signée par les avocats » ; les procureurs répliquent en reconnaissant la prééminence des avocats et déclarent n'empiéter sur leurs prérogatives que pour les petites affaires qui ne valent pas leur salaire, soutenus en cela par le maire qui invoque l'intérêt des petits plaideurs ; le procureur général obtient de la Cour une réglementation des droits et devoirs des avocats, procureurs, greffiers et notaires, en particulier pour leurs honoraires, à cause des plaintes qui lui sont parvenues « que le peuple est merveilleusement foulé. » A Angers en 1539, la Cour tranche un conflit entre l'avocat du roi à Poitiers et le substitut, qui empiètent mutuellement sur leurs attributions. A Clermont en 1582, elle ordonne aux membres du présidial de Riom qui « consultent pour les parties », de ne pas continuer. Enfin Dongois nous apprend qu'en 1665, les avocats du Parlement venus aux Grands Jours de Clermont prétendirent empêcher ceux de Riom et de Clermont de s'y présenter, mais la Cour les admit à plaider devant elle.

Enfin la surveillance des Grands Jours s'éten-

dait aussi sur les points où l'administration était aux mains des seigneurs. Là aussi il y avait lieu de protéger les faibles et notre juridiction n'y manque pas. Elle défend à tous les seigneurs n'ayant pas droit de corvée de contraindre leurs vassaux à « faire des charrois, labours, fauchaisons », d'en exiger des redevances indues, de les troubler dans la jouissance de leurs biens, de s'entremettre dans l'assiette des tailles pour faire dégrever les uns et surcharger les autres, de les forcer à marier leurs enfants contre leur gré, de les empêcher de poursuivre leurs droits de justice, etc..., et leur ordonne d' « user d'eux, de leur temps et de leurs outils de gré à gré et contre salaire raisonnable ». En 1665, les Grands Jours d'Auvergne élaborèrent même un règlement applicable aux rares justices seigneuriales qui subsistaient encore à cette époque.

CONCLUSION

Maintenant que nous savons ce qu'était cette institution des Grands Jours des Parlements, quelle opinion pouvons-nous avoir sur eux ? Pouvons-nous dire qu'ils ont été utiles ?

Il est certain que, lorsque le Parlement de Paris devint sédentaire, on privait par là même du « secours de la justice » les habitants des provinces éloignées qui étaient « hors d'état de quitter leurs familles et de s'engager dans la longueur d'un voyage de plusieurs mois » et qui en étaient réduits à « ne former que des soupirs pour leur liberté captive et l'esclavage des seigneurs, auxquels ils obéissaient plutôt par la force et la loi du plus puissant que par la nécessité de leur condition ». Aussi les peuples ont-ils retiré un grand profit du passage des commissaires du roi dans leur pays. Le lieutenant général de la Basse Marche au siège du Dorat, compare les Grands Jours aux « Argonautes qui entreprirent leur fameux voyage pour purger la

Grâce des pirates et des voleurs, suivant l'interprétation donnée par les savants à la conquête de la Toison d'Or ». Les rois n'ont jamais ménagé les compliments à leurs délégués : Henri III leur déclara qu'« ils lui avaient rendu plus de services et fait plus de bien à son Etat et à ses peuples qu'une armée de cinquante mille hommes ». « Cet établissement est en effet d'une profonde paix », écrit Mathieu Molé dans ses *Mémoires*, et ses effets étaient plus durables et moins sanglants que ceux d'une expédition militaire.

Nous avons vu, au cours de cette étude, quels reproches pouvaient être adressés à cette institution : trop grande rareté des sessions, durée trop brève de celles-ci, trop longs intervalles entre la publication des Grands Jours et le commencement des séances, décisions regrettables au moments des conflits religieux, etc.

Sous ces réserves, nous pouvons nous associer aux nombreux panégyriques que nous rencontrons dans plusieurs registres, et qui furent en général prononcés à l'arrivée ou à l'ouverture des Grands Jours, dans le style pompeux qu'employait souvent l'éloquence judiciaire, au xvii^e siècle en particulier, en se livrant aux comparaisons les plus imagées. « Comme le basilic seulement en sifflant chasse tous les serpents

d'un pays, ainsi la Cour des Grands Jours par sa seule présence, guérit le mal de la province qu'elle visite, extermine ceux qui n'y apportent que le venin et le trouble » ; « comme jadis le pays de Lacédémone voguait sur l'Océan des séditions si Lycurgue n'eût apaisé par ses lois les flots impétueux de cette République, ainsi le grand roi Louis le Juste, voulant dissiper l'orage de tant de désordres, voulut, sur les conseils de ce grand cardinal de Richelieu, que la Cour des Grands Jours se tint à Poitiers ».

Bornons-nous à reproduire un passage du discours d'ouverture prononcé par le procureur général Talon aux Grands Jours d'Auvergne de 1665. « Le roi a voulu former un corps d'élite tiré de la même compagnie qui, par la sainteté et la droiture de ses jugements, peut être appelée l'oracle de la France, pour faire sentir les influences de son secours aux lieux qui ne peuvent être favorisés par sa présence, pour donner par préférence à cette province le privilège de recevoir la justice dans son propre sein, de la trouver sans fatigue, de la demander sans crainte et de l'obtenir sans délai, et tout cela avec une certitude infaillible de goûter tous les fruits que cette fille du ciel attire à sa suite, tels que sont le maintien des personnes faibles et abandonnées contre la persécution de celles qui leur

font injure ; la défense des lois et des magistrats contre l'audace et la rébellion des hommes qui les méprisent ; le rétablissement de la sûreté publique et particulière contre les assemblées illicites, la force et la violence. Les mains que notre roi destine à cet emploi sont les mêmes sur lesquelles repose continuellement sa puissance et auxquelles il a confié la garde des lois et le précieux dépôt de la justice... Ceux qui méprisent avec plus d'orgueil les armes ordinaires de la justice doivent d'autant plus trembler aux nouveaux bruits de ces foudres divines et royales qui portent toujours la mort et la destruction sur tout ce qu'elles frappent ».

Et afin de laisser un souvenir plus précis du rôle joué par les Grands Jours dans les provinces où ils siégeaient, on frappait une médaille commémorative. Celle de 1665 porte à la face la tête du roi, *Ludovicus XIII, rex christianissimus*, le revers représente un groupe de deux femmes : l'une, symbolisant la justice, relève du bras droit l'autre femme qui est la personnification de la province et semble accablée de douleur, et porte du bras gauche le glaive et les balances symboliques. En exergue, nous lisons ces mots, qui résument l'œuvre des Grands Jours : *salus provinciarum repressa potentiorum audacia*.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Manuscripts

1° A PARIS

A. — *Bibliothèque nationale*

Grands Jours tenus par ordonnance des rois, fonds français, n^{os} 16505, 16506, 16507, 16508, 16509, 18406, 18408, 18423, 20593.

Extraits des registres des Grands Jours, N. A., n^{os} 2752, 8298.

Papiers du chancelier Séguier, t. XL et XLI, ms. Saint-Germain, n^o 709.

Mémoires de Foucault, fr. 6700.

Collection Clairambault, n^o 743.

Documents concernant le Parlement de Paris, coll. Dupuy, n^o 562.

Collection sur le Parlement, par Joly de Fleury, n^{os} 2377, 2380, 2381.

Coll. Colbert, n^o 290, V^c.

Coll. Duchense, n^{os} 49, 57.

B. — *Archives nationales*

DONCOIS. — Journal des Grands Jours d'Auvergne de 1665, section judiciaire, U, n^o 750.

Registres civils des Grands Jours, section judiciaire, X^{1a},
n^{os} 9182-9226, 9267-9269, 9698-9715.

Registres criminels des Grands Jours, X^{2a}, n^{os} 82, 137, 142,
252.

C. — Bibliothèque de l'Arsenal

N^o 4126, Coll. Conrard, t. XXI.

N^o 5417, — t. VIII.

BAUDOUIN. — Journal des Grands Jours de Languedoc tenus
au Puy et à Nîmes en 1666-1667, n^o 2460 (95, J. F.).

Grands Jours tenus par ordonnances des rois, n^{os} 2629 (94,
J. F.), 2630 (94, J. F.), 2631 (94, J. F.).

Recueil sur la coutume du Poitou, n^o 2488 (131 *bis*, J. F.).

2^o A TROYES

Bibliothèque municipale

Mss. n^o 2781, registres des Grands Jours de Troyes.

Mss. n^o 1167, pièces diverses relatives aux Grands Jours.

3^o A POITIERS

Bibliothèque municipale

Archives municipales, n^{os} 854, 1202, 1207, 1297.

Mémoires de Robert du Dorat, coll. Fontenau, t. XXIX.

II. — Imprimés

1^o A PARIS

ISAMBERT. — Recueil général des anciennes lois françaises.

PARDESSUS. — Collection des ordonnances du Louvre.

BOYER. — Stile de Paris.

- LA ROCHE-FLAVIN. — Treize livres des Parlements.
- ETIENNE PASQUIER. — Œuvres complètes, t. II.
- MATHIEU-MOLÉ. — Mémoires.
- FLÉCHIER. — Les Grands Jours d'Auvergne.
- BEUGNOT. — Olim, t. II.
- GRUN. — Notice sur les archives du Parlement de Paris, dans Boutaric, Actes du Parlement.
- F. BOYER. — Arrêt des Grands Jours de Clermont contre les contumaces en 1666, publié en 1881.
- P. CHEVREUX. — Position des thèses de l'Ecole des Chartes (1880) : Recherches sur les Grands Jours de Troyes sous Charles V et Charles VI.
- GUYOT. — Répertoire de jurisprudence, v^o Grands Jours, t. VIII.
- GRANDE ENCYCLOPÉDIE. — V^o Parlement, t. XXV.
- ESMEIN. — Histoire de la procédure criminelle en France.
— Cours élémentaire d'histoire du droit français.
- VIOLLET. — Institution politique de la France.
- GLASSON. — Le Parlement de Paris de Charles VII à la Révolution, t. I.
- DESMAZE. — Histoire du Parlement de Paris.
- PALLIOT. — Le Parlement de Bourgogne.
- F. AUBERT. — Le Parlement de Paris de Philippe-le-Bel à Charles VII.
- F. AUBERT. — Histoire du Parlement de Paris de l'origine à François I^{er}.
- PARDESSUS. — Essai sur l'organisation judiciaire.
- LAVISSE. — Histoire de France.
- BRIVES CAZES. — Les Grands Jours du dernier duc de Guyenne.

2^o A POITIERS

- MASQUERIER. — Les Grands Jours de Poitiers (discours de rentrée de la Cour d'appel de Poitiers en 1892).
- MÉMOIRES de la Société de statistique, sciences et arts, du département des Deux-Sèvres, 2^e série, t. XVI, 1878.

3^e A TROYES

- TH. BOUTIOT. — Recherches sur les Grands Jours de Troyes.
— Nouvelles recherches sur la Cour des Grands
Jours.
GROSLEY. — Mémoires pour l'histoire de Troyes, t. II.
COURTALON. — Topographie historique de Troyes, t. II.

VU :

Le président de la thèse,
A. ESMEIN.

VU :

Le Doyen de la Faculté,
CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION. — Historique.	4
CHAPITRE PREMIER. — But et mode de convoca- tion des Grands Jours	23
SECTION I. — But des Grands Jours	23
SECTION II. — Mode de convocation	40
CHAPITRE II. — Composition des Grands Jours . . .	46
CHAPITRE III. — Périodicité et durée des sessions .	75
CHAPITRE IV. — Ressort des Grands Jours	87
CHAPITRE V. — Cérémonial de la cour. Respect qu'elle inspire. Fêtes locales	97
CHAPITRE VI. — Procédure	114
CHAPITRE VII. — Compétence générale des Grands Jours.	138
CHAPITRE VIII. — Compétence civile.	142
CHAPITRE IX. — Compétence criminelle	151
CHAPITRE X. — Pouvoir réglementaire	179
SECTION I. — Questions religieuses	180
SECTION II. — Lutte contre le protestantisme .	196
SECTION III. — Mesures de police	205
SECTION IV. — Pauvres et hôpitaux	212

SECTION V. — Corporations.	213
SECTION VI. — Universités.	216
SECTION VII. — Voierie.	219
SECTION VIII. — Questions financières	220
SECTION IX. — Pouvoir disciplinaire sur les offi- ciers royaux du ressort, les avocats et procu- reurs, et les seigneurs.	224

